

VIGIE

BULLETIN
D'ANALYSE
STRATÉGIQUE
ET PROSPECTIVE



E-mail: baspvigie@gmail.com

N° 010 & 011 - 1^{er} & 2^{ème} Trim. 2021



Engins Explosifs Improvisés : Une menace à la sécurité en Afrique Centrale



VIGIE

BULLETIN
D'ANALYSE
STRATÉGIQUE
ET PROSPECTIVE



E-mail: baspvigie@gmail.com

Une publication de l'École Internationale
des Forces de Sécurité (EIFORCES)

Directeur de la Publication :

GB BITOTE André Patrice, Directeur Général - EIFORCES

Directeur Adjoint de la Publication :

CD OYONO née THOM Cécile, DGA - EIFORCES

**Directeur de la Rédaction, Coordonnateur Scientifique
et Technique :**

Dr PASSO SONBANG Elie, Commissaire Divisionnaire
Chef du Centre de Recherche et de Documentation,
EIFORCES

Coordination Technique :

**CPP TCHUENDEM SIMO Rosyne Arlette Epse
NOUNKOUA**, Chef des Laboratoires de Recherches du
Centre de Recherche et de Documentation de
l'EIFORCES;

Col ONGOLO Auguste, Chef de la Cellule de la
Documentation du Centre de Recherche et de
Documentation de l'EIFORCES ;

Comité de relecture et de traduction

Pr GUIMDO DONGMO Bernard Raymond ;

Pr KENFACK Pierre Etienne;

Dr NGEK MONTEH René ;

Dr ATANGANA Emmanuel Désiré;

Dr ASSEMBE NDI Alvine ;

LCL NJOYA MOUTAPBEMO Mannoni Thierry ;

Maréchal de Logis ELANGA Marcellin, *Chef Secrétaire du CRD ;*

Monsieur ABANDA DANG Marcel Boris, *Assistant de
projets/CRD ;*

Monsieur NENENGA Driscole AGBORSUM, *Assistant de
recherche et de traduction/CRD;*

Mademoiselle NDZIE Marie Joseph Norbertine,
Assistant de Projets /CRD-EIFORCES;

Monsieur YAP MOUNCHILI Isaac Fabrice (Stg);

AMOUGOU BIYIDI Franck (Stg);

BIDJANG NYANGONO Laure (Stg).

Crédit photos:

**Centre de Recherche et de Documentation/EIFORCES
Studio Photo Moulion**

Design et impression:

e2c Sarl: Tél: 699 82 41 90

e2csarl@yahoo.fr

SOMMAIRE

Sommaire.....	2
Editorial.....	8
Propos introductif au dossier.....	10
EIFORCES en bref.....	12
Types de formations.....	13
L'EIFORCES TIENT SON PROJET DE PERFORMANCE ADMINISTRATIVE 2021.....	14
PRISE DE FONCTION DES RESPONSABLES RECEMMENT NOMMES A L'EIFORCES.....	15
DIX-HUITIEME SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'EIFORCES.....	16
I. ACTIVITES DE FORMATION.....	17
II. ACTIVITES DE RECHERCHE.....	22
III. ACTIVITES DE LA DIRECTION TECHNIQUE ET LOGISTIQUE.....	25
IV. COOPERATION ET RAYONNEMENT INTERNATIONAL.....	26
LES EEI : une MENACE à la sécurité en Afrique centrale	
Pr Joseph Vincent NTUDA EBODE.....	31
L'ACTION DU CAMEROUN DANS LA COOPERATION INTERNATIONALE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LES EEI : QUELLES AVANCEES POUR UNE MEILLEURE PREVENTION, GESTION ET RESOLUTION DES CRISES EN AFRIQUE CENTRALE ?	
Par Dr Moussa OUMAR.....	37
LA LUTTE CONTRE LES ENGINs EXPLOSIFS IMPROVISES DANS LE CADRE DE LA COOPERATION POLICIERE SOUS REGIONALE	
Commissaire de Police William WANDJI KOUAMOU.....	43
LES EEI DANS LA DOCTRINE STRATÉGIQUE ET OPÉRATIONNELLE DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME DE LA FORCE MULTINATIONALE MIXTE	
Colonel Jean-Claude MPAY.....	47
LES ENGINs EXPLOSIFS IMPROVISES : L'URGENCE DE LA FORMATION ET DE LA SENSIBILISATION	
Colonel Fiacre Kisito ATANGANA.....	55
LE RENSEIGNEMENT PREVISIONNEL DANS LA GESTION DES ENGINs EXPLOSIFS IMPROVISES (EEI)	
Lieutenant-Colonel Jules MEVONO NGOMBA.....	59
LA GESTION DES RISQUES ET DES CATASTROPHES LIES AUX EEI	
Colonel Professeur Francis Lysonge Ekosso, PhD.....	65
LES DOUANES CAMEROUNAISES DANS LA SECURISATION DU TERRITOIRE FACE A LA MENACE DES ENGINs EXPLOSIF IMPROVISES (EEI)	
Capitaine des Douanes Quentin Achille DIMA.....	71
ENJEUX ET CONTRAINTES STRATEGIQUES ET OPERATIONNELS DE L'ENQUÊTE CRIMINELLE LIEE AUX ENGINs EXPLOSIFS IMPROVISEES	
Commissaire de Police William WANDJI KOUAMOU.....	77
LE GROUPEMENT SPECIAL D'OPERATIONS, BRAS SECULIER DE LA POLICE CAMEROUNAISE CONTRE LA MENACE AUX ENGINs EXPLOSIFS IMPROVISES	
Commissaire Divisionnaire Gatien Eloi PIGUI NGOSSO.....	83
LE GÉNIE MILITAIRE : REMPART CONTRE LES ENGINs EXPLOSIFS IMPROVISES	
Capitaine Yves PANYERE.....	87
LE GPIGN DANS LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITE URBAINE ET RURALE DANS LE GRAND NORD DU CAMEROUN	
Lieutenant-Colonel KOLA.....	91
DE L'EMPLOI TACTIQUE DES DRONES DANS LA LUTTE CONTRE LES EEI AU CAMEROUN	
Chef d'Escadron Rodrigue Boris FOMING.....	97
LES ENGINs EXPLOSIFS IMPROVISES EN ZONE DE CONFLIT ET LES MOYENS DE LUTTE : CAS DES REGIONS DE L'EXTREME-NORD, DU SUD-OUEST ET DU NORD-OUEST DU CAMEROUN (RETEX)	
Commissaire Divisionnaire Frédéric FOUMENA & Colonel Raymond Serge KAOLE ALEOKOL103	
LA LUTTE CONTRE LES EEI DANS L'EXTREME-NORD DU CAMEROUN	
Pr Saïbou Issa.....	107
COMPRENDRE POUR MIEUX ANTICIPER : LES FACTEURS CRITIQUES DE L'AVENIR DES ENGINs EXPLOSIFS IMPROVISES EN AFRIQUE	
Dr Aimé Raoul SUMO TAYO.....	113





S. E. Paul BIYA

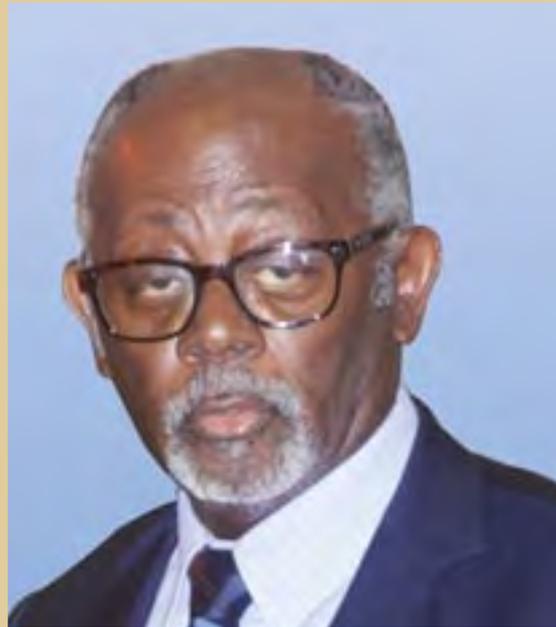
Président de la République du Cameroun
Chef des Forces Armées
Chef Suprême des Forces de Police



M. DION NGUTE Joseph
Premier Ministre, Chef du Gouvernement



M. BETI ASSOMO Joseph
Ministre Délégué à la Présidence chargé de la Défense
Président du Conseil d'Administration - EIFORCES



S.E.M. MBELLA MBELLA Lejeune
Ministre des Relations Extérieures
Membre du Conseil d'Administration - EIFORCES



M. MOTAZE Louis Paul
Ministre des Finances
Tutelle Financière - EIFORCES



M. ETOGA Galax Yves Landry
Secrétaire d'Etat chargé de la Gendarmerie
Co-tutelle Technique - EIFORCES



M. MBARGA NGUELE Martin
Délégué Général à la Sûreté Nationale
Co-tutelle Technique - EIFORCES



GB BITOTE André Patrice
Directeur Général - EIFORCES



CD THOM Cécile Epse OYONO
Directeur Général Adjoint - EIFORCES

EDITORIAL

COMPRENDRE LE PHENOMENE DES ENGINES EXPLOSIFS IMPROVISES POUR MIEUX LE COMBATTRE

Après avoir consacré sa précédente édition à la problématique du Désarmement-Démobilisation-Réintégration (DDR), la présente édition double de Vigie, Bulletin d'Analyse Stratégique et Prospective du Centre de Recherche et de Documentation (CRD) de l'Eiforces, va à l'assaut des «Engins Explosifs Improvisés (EEI), menace à la sécurité en Afrique Centrale», problématique connexe dont la pertinence est aujourd'hui indéniable, dans le monde en général et en Afrique Centrale en particulier.

**GB BITOTE André Patrice,
Directeur Général - EIFORCES**



En effet, la géopolitique de plusieurs pays de l'Afrique Centrale, notamment la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo, le Tchad et le Cameroun, est dominée, depuis quelques années, par des crises internes aux référents terroristes et insurrectionnels. Ces Etats sont confrontés pour la plupart à la menace terroriste et aux mouvements sécessionnistes, mettant en scène des combattants « sans uniforme » contre les Forces de Défense et de Sécurité républicaines.

Au Cameroun, initialement localisée dans le septentrion et les deux régions administratives d'expression anglaise, cette guerre asymétrique est entrée dans une nouvelle phase à travers une succession d'explosions d'EEF, en 2020, en divers points de la ville de Yaoundé, capitale politique.

De par leur charge psychologique hautement symbolique, ces faits-événements qui portent atteinte à la sérénité des populations et à l'ordre public, objectivent et réaffirment la permanence et la rémanence de la menace hybride, asymétrique et terroriste qui pèse sur l'Afrique Centrale en général et sur le Cameroun en particulier, relativisant ainsi les perceptions et les représentations sociales lointaines d'un phénomène pourtant prégnant et complexe.

L'ambition de cette parution est de fournir des éléments de compréhension et d'analyse du phénomène des EEF, d'évaluer l'aptitude et l'efficacité des dispositifs stratégiques et opérationnels actuels à y faire face et, au besoin, indiquer les moyens de leur renforcement ou de leur adaptation. / -

PROPOS INTRODUCTIF AU DOSSIER

ENGINES EXPLOSIFS IMPROVISÉS : L'ARME DE L'HORREUR

Depuis presque une décennie, les pays du Bassin du Lac Tchad et d'Afrique Centrale connaissent une crise sécuritaire et humanitaire sans précédent. Ainsi, à l'instar des pays comme le Nigeria, le Tchad, le Niger, le Cameroun est devenu le théâtre de terribles scènes de violences meurtrières orchestrées par le mouvement terroriste Boko Haram dans la Région de l'Extrême-Nord et des mouvements sécessionnistes dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

L'un des principaux «modus operandi» de ces armées non conventionnelles est la pose des Engins Explosifs Improvisés (EEI), avec comme conséquence des déplacements forcés des populations, tant en interne que de part et d'autre des frontières des Etats du Bassin du Lac Tchad et d'Afrique Centrale, et des pertes importantes en vies humaines, aussi bien au sein des Forces de Défense et de Sécurité, que de la population civile.

Découverts par le grand public lors des interventions armées en Afghanistan vers les années 1990-2000, puis surtout en Irak en 2003, les Engins Explosifs Improvisés, régulièrement qualifiés «d'armes du pauvre», sont devenus des armes de prédilection des groupes d'armées non étatiques, qui les emploient comme des instruments de terreur, pour mettre à mal les actions des Forces de Défense et de Sécurité des Etats. Comme l'affirmait Monsieur Bryan SAND¹, Conseiller des EEI auprès du Service de la lutte antimine des Nations Unies, «le coût d'un AK-47 rapporté à ses effets est élevé comparé au coût d'un



Docteur PASSO SONBANG Elie
Commissaire Divisionnaire
Chef du Centre de Recherche et de Documentation de l'EIFORCES

EEI qui peut ruiner beaucoup plus de vies et de biens d'une valeur de centaines de milliers de dollars. Les EEI représentent les armes préférées des groupes terroristes à travers l'Afrique et le monde». En effet, ces engins sont peu coûteux, faciles à mettre au point, à transporter et à utiliser, mais produisent des effets dévastateurs. Les terroristes qui y ont recours, utilisent le plus souvent des matériaux artisanaux faciles d'accès, et leur fabrication artisanale va du plus simple au plus sophistiqué, jusqu'au déclenchement contrôlé à distance au moyen souvent d'un simple téléphone.

La prolifération des Engins Explosifs Improvisés en Afrique et notamment

en Afrique Centrale, par exemple, est la conséquence de la permanence des menaces, risques et vulnérabilités (guerres civiles, mouvements insurrectionnels, pauvreté, etc.) en cours dans cette partie du monde.

Au demeurant, doués d'une certaine ingénierie sociale prolifique, et parfois à la recherche des modes alternatifs de survie et de légitimation de leurs idéologies et actions, certains groupes criminels, terroristes ou insurrectionnels se servent de ces modes d'action pour créer l'horreur et la terreur en les faisant exploser dans des lieux prédéfinis et à forte concentration humaine.

Un récent rapport de l'Institut des Nations Unies pour la Recherche sur le Désarmement (UNIDIR) sur les mines fait cependant remarquer que le nombre de victimes des actes de ces mouvements est passé de près 6900 en 2018 à environ 5500 en 2019 dont 2900 en raison d'engins improvisés. Malgré cette baisse, le niveau de ces atrocités reste « très élevé », fait remarquer l'Observatoire des mines. Les civils

¹ E-magazine Afrique Renouveau, Août -Novembre 2019, Pavithra Rao, consulté le 29 Juillet 2021.

constituent 80% des victimes et les enfants représentent près de la moitié de toutes les victimes civiles (43%).

Cette forme de criminalité dont les objectifs opérationnels tendent à saper la stratégie et les efforts de protection du territoire effectués par les appareils et dispositifs sécuritaires réguliers et régaliens, dans une approche de déstabilisation, affecte directement ou indirectement, physiquement et psychologiquement les populations civiles. L'on se souvient des explosions d'engins improvisés, à Yaoundé, notamment dans les quartiers d'Emana «Borne Fontaine», de Melen et de Damase, qui ont suscité beaucoup d'émotion dans la Capitale politique du pays. L'on se souvient également des nombreuses attaques de ces armées non conventionnelles qui ont coûté la vie à plusieurs membres des Forces de Défense et de Sécurité et entraîné d'importantes pertes de matériels aussi bien à l'Extrême-Nord que dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun.

Dans ce registre, on a encore à l'esprit les récentes et tragiques attaques dans la Région du Nord-Ouest et dont le bilan cumulé a fait une quinzaine de soldats, plusieurs civils tués, ainsi que trois véhicules endommagés. En effet, dans la soirée du jeudi 16 septembre 2021, un convoi du 6ème Bataillon d'Intervention Rapide (BIR) en mission de reconnaissance a été la cible d'une embuscade de terroristes lourdement armés dans la localité de Bamessing, Rrrondissement de Ndop, département du Ngo-Ketunjia, Région du Nord-Ouest. A l'aide d'un Engin Explosif Improvisé (EEI) et d'un lance-roquettes antichar (LRAC), les insurgés ont immobilisé les véhicules des Forces de Défense avant d'ouvrir un feu nourri sur ces derniers, sérieusement incapacités par la déflagration des charges explosives. Ces événements surviennent quelques jours seulement après une autre attaque d'Engin Explosif Improvisé visant un autre convoi militaire dans la matinée du dimanche 12 septembre 2021, sur l'axe Kumbo-Tatum, lieu-dit Kikaikom, arrondissement de Kumbo, Département du Bui, Région du Nord-Ouest.

Il résulte de ce tableau peu reluisant, la nécessité pour les Etats victimes de ces actes ignobles directement ou indirectement, ou en proie à ces atrocités, de renforcer leurs capacités stratégiques et opérationnelles de lutte contre les Engins Explosifs Improvisés. C'est la raison pour laquelle, l'Ecole Internationale des Forces de Sécurité (EIFORCES), instrument de politique publique au service de l'Etat et de la Communauté Internationale dans les domaines de la sécurité et du maintien de la paix, a, dans le cadre de ses missions statutaires de recherche et de formation, et à travers son Centre de Recherche et de Documentation (CRD), jugé utile, voire nécessaire, de consacrer une édition de son Bulletin d'Analyse Stratégique et Prospective «VIGIE» à l'analyse du

phénomène des EEI qui constitue aujourd'hui, un défi majeur pour les Etats et la Communauté Internationale.

Pour ce faire, des experts, issus de champs scientifiques et professionnels divers (des Douanes Camerounaises, de la Gendarmerie Nationale, du Génie Militaire, de l'Armée, de la Sûreté Nationale, des Universités), ont été invités à réfléchir sur la question, notamment sur l'efficacité des stratégies de prévention, de gestion. L'objectif est d'apporter une contribution plurielle et ordonnée à la préservation de la paix, à l'assurance de la stabilité de la sécurité des personnes et des biens au Cameroun et au-delà, en Afrique Centrale.

Sur la base d'une démarche analytique, empirique et prospective, ces experts proposent une analyse de la menace des EEI, évaluent les dispositifs stratégiques et opérationnels actuels mis en place pour lutter contre leur utilisation et proposent aux Autorités étatiques et régionales compétentes des solutions dont la mise en œuvre permettrait, à terme, de donner un nouvel élan à la dynamique d'éradication de ce phénomène en Afrique Centrale et spécifiquement au Cameroun.

Prenant acte de ce qu'il s'agit d'un phénomène qui a la particularité de mettre à l'épreuve les mécanismes traditionnels de préservation de la sécurité et de la stabilité des Etats d'Afrique Centrale en général et du Cameroun en particulier, la plupart des articles de cette édition ont mis en perspective la nécessité de repenser la riposte et la réaction étatique pour lutter contre ce phénomène qui tend à devenir une véritable hydre.

Au total, 16 experts² se sont attelés à cet exercice. Il s'agit d'une somme qui donne à lire, à voir, à penser et à agir, pour que soient enfin pensées les déchirures et autres atrocités que vivent les Etats du Bassin du Lac Tchad et leurs populations en général et plus singulièrement l'Etat du Cameroun et sa population, qu'elle soit dans les zones de conflit et ou celles qui n'en sont pas.

²Elles portent respectivement sur : « Les EEI dans la géopolitique des périls, des menaces et de la terreur au Cameroun » ; « L'action du Cameroun dans la coopération internationale en matière de lutte contre les EEI : quelles avancées pour une meilleure prévention, gestion et résolution des crises en Afrique Centrale ? » ; « La lutte contre les EEI dans le cadre de la coopération policière sous régionale » ; « La lutte contre les EEI dans la doctrine stratégique et opérationnelle de lutte contre le terrorisme de la FMM » ; « Les Engins Explosifs Improvisés : l'urgence de la formation et de la sensibilisation », « le renseignement prévisionnel dans la gestion des EEI », « La gestion des risques et des catastrophes liés aux EEI » ; « La contribution des douanes camerounaises dans la sécurisation du territoire face à la menace des EEI » ; « Enjeux et contraintes stratégiques et opérationnels de l'enquête criminelle liée aux EEI » ; « Le GSO : bras séculier de la Police Camerounaise contre la menace des EEI » ; « Le génie militaire : un rempart contre les engins explosifs improvisés » ; « Les GPIGN dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité urbaine et rurale dans le Grand-Nord » ; « L'utilisation des drones dans le cadre de la lutte contre les EEI » ; « Les Engins Explosifs Improvisés en zone de conflit et les moyens de lutte : cas des régions de l'Extrême-Nord, du Sud-Ouest et du Nord-Ouest du Cameroun (Retex) » ; « La lutte contre les EEI dans l'Extrême-Nord du Cameroun », « Comprendre pour mieux anticiper : les facteurs critiques de l'avenir des Engins Explosifs Improvisés en Afrique ».



Cameroun

EIFORCES EN BREF



EIFORCES

L'EIFORCES est un établissement public administratif de droit camerounais doté d'une personnalité juridique et d'une autonomie financière.

Localisation

Siège social: Awae

Textes organiques

Décret n°2008/179 du 22 mai 2008 portant création de l'EIFORCES;

Décret n° 2012/307 du 25 juin 2012 portant organisation et fonctionnement de l'EIFORCES.

Missions

Formation et recherche dans les domaines du Soutien à la Paix et de la Sécurité.

Structure

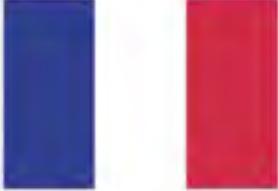
Un Conseil d'Administration présidé par le Ministre Délégué à la Présidence chargé de la Défense.

Membres: le Ministre des Relations Extérieures, le Secrétaire d'Etat à la Défense Chargé de la Gendarmerie Nationale, le Délégué Général à la Sûreté Nationale, le Ministre des Finances, le Ministre de l'Economie, le Préfet de la Mefou et Afamba, les Représentants des pays (la Chine, les Etats-Unis, la France et le Japon) et organisations (ONU, Union Européenne, Union Africaine, CEEAC) partenaires.

Une Direction Générale. Elle a à sa tête un Directeur Général assisté d'un Adjoint, des Conseillers Techniques, des Directeurs, des Chefs de Divisions...

Des organes consultatifs.

PARTENAIRES STRATÉGIQUES

Pays	 Chine	 Etats-Unis	 France	 Japon
Organisations	 Nations Unies	 Union Africaine	 Union Européenne	 CEEAC
Autres				

TYPES DE FORMATIONS

Formations Spécifiques au Maintien de la Paix

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Les policiers individuels de l'ONU ; • La protection des civils ; • La protection des couches vulnérables ; • La négociation et la médiation ; | <ul style="list-style-type: none"> • La formation sur le genre ; • La lutte contre les abus sexuels ; • La lutte contre le terrorisme. |
|---|---|

Formations Fondamentales de Sécurité

Stage de Commandant d'Unité de Sécurité (SCUS)

Pôle Ordre Public

- Formation des Unités de Police Constituées ;
- Formation des Formateurs des Unités de Police Constituées des Nations Unies ;
- Récyclage des Formateurs des Unités de Police Constituées ;
- Protection des Hautes personnalités ;
- Neutralisation/Destruction des Engins Explosifs ;

Pôle Police Judiciaire

- Equipes Projetablees d'Experts en Investigation ;
- Police d'Accompagnement ;
- Formation des Techniciens en Identification Criminelle ;
- Formation des Directeurs d'Enquête.

Formations Supérieures de Sécurité

Niveau opératif :

Diplôme d'Etat-major des Forces de Sécurité (DEMFS)

Niveau stratégique :

Brevet d'Etudes Supérieures de Sécurité (BESS)
+
Master option Sécurité Internationale

EIFORCES: *"Un outil au service de la Paix et la Sécurité du Continent Africain"*

L'EIFORCES TIENT SON PROJET DE PERFORMANCE ADMINISTRATIVE 2021

Le Conseil d'Administration de l'EIFORCES, s'est réuni en sa 17^{ème} Session ordinaire mardi 29 décembre 2020, sous la présidence effective de son Président, Monsieur Joseph BETI ASSOMO, Ministre Délégué à la Présidence Chargé de la Défense, à l'effet d'examiner et d'adopter le Projet de Performance Administrative pour l'exercice budgétaire 2021.

Au terme des travaux que rapportait le Général de Brigade, Directeur Général de l'EIFORCES, Monsieur André Patrice BITOTE, le Conseil a approuvé ledit document qui constitue une véritable boussole pour l'EIFORCES en 2021. Ce projet équilibré en recettes et dépenses se chiffre à quatre milliards six cent cinquante un millions huit cent soixante-huit mille quarante-six francs CFA.

Les administrateurs ont également, pendant ladite assise, pris acte du rapport de performance provisoire au 31 décembre 2020, du rapport du Contrôleur Financier Spécialisé sur l'exécution du budget 2020, ainsi que des comptes rendus spéciaux du Directeur

Général sur diverses questions concernant le fonctionnement de l'établissement.

Avec ce budget, l'EIFORCES est résolument tournée vers l'optimisation de ses performances dans les domaines de la formation et de la recherche en sécurité, au maintien et soutien à la paix. Il est question de mener à terme le processus de certification des formations par l'ONU, dans la perspective de l'érection de l'EIFORCES comme Centre d'excellence de cette institution et ainsi, d'accroître le rayonnement et la crédibilité de cette école. Il s'agira alors d'un véritable saut qualitatif vers son rayonnement international./-



Photo de famille

PRISE DE FONCTION DES RESPONSABLES RECEMMENT NOMMES A L'EIFORCES

Le 9 juillet 2021, sur le site provisoire de l'EIFORCES, de Yaoundé-Ngoussou, le Général de Brigade André Patrice BITOTE, Directeur Général de l'EIFORCES, représentant Monsieur le Ministre Délégué à la Présidence chargé de la Défense, Président du Conseil d'Administration de l'EIFORCES, a installé dans leurs fonctions les responsables nommés par décret n° 2021/359 et arrêté n°0541/CAB/PR du 23 juin 2021 :

Le Commissaire Divisionnaire PASSO SONBANG Elie, Chef du Centre de Recherche et de Documentation



Le Commissaire de Police BETSEM BETSEM II Bertrand Blaise, Chef de Service Administratif et Financier à la Direction Administrative et Financière



Le Commissaire Divisionnaire MINKOUE EYENGA, Directeur Administratif et Financier



Le Commissaire de Police NDECK Roger, Chef de Bureau Evaluations à la Division de l'Enseignement Fondamental de Sécurité et de Préparation aux Opérations de Soutien à la Paix, à la Direction des Etudes

Le Commissaire Divisionnaire Médecin LYEB Yolande Epouse NGAN YAMB, Assistant Technique mis pour emploi à la Direction Technique et Logistique



En les appelant à faire montre d'inventivité et d'audace, le Directeur Général a instruit les promus à se mettre résolument au travail. Aussi, ces nouveaux collaborateurs ont été engagés, dans un esprit de collaboration verticale et horizontale, à œuvrer à l'atteinte de l'objectif de performance de l'Ecole, Centre d'Excellence de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) et de l'Union Africaine (UA).



Le Commissaire de Police Principal TCHUENDEM SIMO Rosyne Arlette Epouse NOUNKOUA, Chef des Laboratoires de Recherche au Centre de Recherche et de Documentation

La cérémonie, riche en sons et en couleurs, s'est déroulée dans une grande solennité, en présence des représentants du Ministre des Relations Extérieures, du Secrétaire d'Etat à la Défense chargé de la Gendarmerie Nationale, du Délégué Général à la Sûreté Nationale, du Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, et des familles venues nombreuses pour célébrer avec les nouveaux promus./-

Le Commissaire Divisionnaire FOU MENA Frédéric, Chef de Pôle Police Judiciaire, cumulativement avec ses fonctions de Chef Bureau Evaluations à la Division de l'Enseignement Supérieur de Sécurité et de Préparation aux Opérations de Soutien à la Paix, à la Direction des Etudes ;



Le Capitaine EBALÉ ZOUA Fernande, Chef Service de la Coopération à la Division de la Coopération et des Relations Publiques au Cabinet du Directeur Général de l'EIFORCES



Photo de famille à l'issue de l'installation des promus

DIX-HUITIEME SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'EIFORCES

La dix-huitième Session ordinaire du Conseil d'Administration de l'Ecole Internationale des Forces de Sécurité (EIFORCES), consacrée à l'arrêt des Comptes de l'exercice budgétaire 2020, s'est tenue le 30 juillet 2021 au Palais des Congrès de Yaoundé. Les travaux étaient présidés par Monsieur BETI ASSOMO Joseph, Ministre Délégué à la Présidence Chargé de la Défense, Président dudit Conseil.

Le Général de Brigade André Patrice BITOTE, Directeur Général de l'EIFORCES, assisté de Madame le Commissaire Divisionnaire Cécile OYONO THOM, Directeur Général Adjoint, rapportait les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Après approbation du projet d'Ordre du Jour et du Procès-Verbal des travaux de la 17ème Session du Conseil d'Administration, les Administrateurs ont, d'une part, suivi, examiné et pris acte du Rapport de Performance Administrative définitif 2020, du Rapport de Performance Administrative provisoire du premier semestre 2021 et des Rapports du Contrôleur Financier Spécialisé pour l'exercice 2020 et au titre du premier

semestre 2021. Les Administrateurs ont, d'autre part, adopté le Compte Administratif 2020 et le Compte de Gestion du même exercice.

Après avoir félicité le Général de Brigade, Directeur Général pour la qualité et la clarté des documents présentés, le Conseil l'a exhorté à accélérer le processus de transfert définitif de l'EIFORCES à son siège social d'Awaé, dans le Département de la Mefou et Afamba, tout en garantissant l'efficacité dans l'exécution des missions de formation et de recherche, ainsi que le rayonnement international et la crédibilité de l'Ecole./-



Une attitude des participants

I. ACTIVITES DE FORMATION



ORGANISATION D'UN SEMINAIRE DE FORMATION POUR LA PROTECTION DES CIVILS DANS LES OPERATIONS DE SOUTIEN A LA PAIX.

Ce séminaire, qui s'est tenu du 11 au 22 janvier 2021 à Awaé, a regroupé trente-cinq (35) hauts cadres dont vingt-cinq (25) de la Gendarmerie, de la Garde Nationale et de la Police du Cameroun, du Congo, de la Côte d'Ivoire et du Mali, d'une part, et dix (10) responsables de l'Administration publique camerounaise issus des départements ministériels en charge de l'Administration Territoriale, des Affaires sociales, de la Communication, de la Justice et des Relations extérieures, d'autre part.

Le campus de l'EIFORCES a servi de cadre pour revisiter la « Protection des Civils » sous le prisme de la résolution 1894/2009 qui consacre la nécessité et l'importance de la protection des civils dans les conflits armés. Cette réalité n'est envisageable que dans le cadre d'une synergie globale entre des acteurs multisectoriels.

En présidant la cérémonie de clôture, le Général de Brigade André Patrice BITOTE, Directeur Général de l'EIFORCES, représentant du Ministre Délégué à la

Présidence chargé de la Défense, Président du Conseil d'Administration de l'EIFORCES, a insisté sur l'intérêt de ce séminaire dont l'objectif est de faire des participants de véritables leviers d'action en faveur des civils dans les zones de conflit. Il a également saisi l'occasion pour saluer l'excellence du partenariat Japon-EIFORCES, lequel a rendu possible l'organisation et le succès dudit séminaire./-

ORGANISATION DU 7EME BREVET D'ETUDES SUPERIEURES DE SECURITE (BESS) ET DU 10^{EME} DIPLOME D'ETAT-MAJOR DES FORCES DE SECURITE

25 auditeurs Policiers et Gendarmes du Cameroun, du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Mali, et 21 stagiaires des Forces de Sécurité venant du Cameroun, du Congo et du Sénégal, ont séjourné pendant une période de 40 et 20 semaines respectivement, dans le cadre du 7ème Brevet d'Etudes Supérieures de Sécurité et du 10ème Diplôme d'Etat-Major des Forces de Sécurité.

Au cours de cette formation, qui s'est achevée le 21 juillet 2021, les stagiaires ont été imprégnés des

questions de géopolitique, de coopération internationale, de planification stratégique entre autres. Une emphase a été mise sur des enseignements en matière de maintien de la paix.

A l'issue de ces formations, les stagiaires ont également bénéficié d'une certification comme Policiers Individuels des Nations Unies./-

MISSION D'ETUDE INTERIEURE DU DEMFS10: IMMERSION AU CŒUR DU DISPOSITIF SECURITAIRE DE LA REGION DE L'OUEST

En temps de paix comme de crise, l'autorité administrative est le chef d'orchestre des opérations sécuritaires. Elle organise et coordonne les activités à mener ». C'est par ces propos incisifs du Gouverneur de la Région de l'Ouest, Monsieur AWA FONKA Augustine, le 03 mai 2021, que s'est ouverte la première étape de la mission d'étude intérieure de la dixième promotion du Diplôme d'Etat-major des Forces de Sécurité (DEMFS 10). Ces propos de la première autorité de la Région renseignent à suffisance sur le positionnement de l'autorité administrative dans le dispositif sécuritaire aussi bien à l'échelle nationale que régionale et même en deçà. En effet, en tant que figure hégémonique de l'Etat-major, il en est le stratège, le planificateur et l'animateur sur le terrain. Il assure, de ce fait le rôle de conception et d'impulsion des opérations nécessaires à la préservation de l'ordre public. Une posture prépondérante au sein de l'Etat-major de sécurité, sorte d'attelage institutionnel dont il anime le dispositif au quotidien dans le cadre de la préservation, de l'anticipation et de la riposte opérationnelle en cas de menace à la paix. Le déploiement de ce dispositif opérationnel se fait au gré des circonstances et de la conjoncture sécuritaire dominante.

La visite des stagiaires du 10ème DEMFS à la Délégation Régionale de la Sûreté Nationale de l'Ouest, à la Légion de Gendarmerie, au Secteur des Douanes et au Secteur Militaire Terrestre ainsi qu'à la Délégation des Forêts et la Faune, leur a permis de passer en revue l'Etat-Major de sécurité régional afin de comprendre les ressorts de son action et les responsabilités particulières de chaque maillon de la chaîne.

Ces étapes ont ponctué un séjour intense et riche en enseignements pour une immersion professionnelle fructueuse des stagiaires. La mission, qui s'est achevée le 09 mai 2021 a été aussi marquée par un volet touristique qui a permis aux stagiaires de découvrir les merveilles et richesses naturelles de la Région de l'Ouest./-

ORGANISATION DE L'EXERCICE D'APPROPRIATION DE LA METHODE GLOBALE DE PLANIFICATION OPERATIONNELLE (MGPO) : « CARANA »

L'exercice CARANA s'est déroulé du 1er au 12 mars 2021 au siège de l'EIFORCES à NGOUSSO. L'exercice d'appropriation de la Méthode Globale de la Planification Opérationnelle (MGPO) a pour but de consolider les acquis de l'exercice d'initiation et d'apprentissage « Atterrissage manqué ».

Relevant du domaine « Connaissances spécifiques dans le champ de la sécurité », cet exercice est une composante du sous-domaine « Techniques de Commandement » et du module « Exercices de planification ». Au cours de celui-ci, le Comité International de la Croix Rouge a, le 15 mars 2021, édifié les auditeurs sur la planification des activités humanitaires dans le cadre d'une mission de paix./-

EXERCICE DOUALA- MALABO SUR LA SECURISATION D'UN SOMMET DE CHEFS D'ETATS FRANCE-AFRIQUE

Du 24 mai au 11 juin 2021 s'est tenu l'exercice DOUALA- MALABO sur la sécurisation d'un sommet de Chefs d'Etats France-Afrique. L'exercice s'est achevé le vendredi 11 juin 2021 par une restitution conjointe ESIG/EIFORCES, devant Monsieur le Gouverneur de la Région du Centre à l'Amphithéâtre de l'Ecole Supérieure Internationale de Guerre de Yaoundé./-

MISSION D'ETUDE INTERNATIONALE DE L'EIFORCES : LE BESS 7 ET LE DEMFS 10 EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

C'est dans un contexte marqué par la pandémie Covid-19 qu'a eu lieu la Mission d'étude en Afrique de l'EIFORCES. En effet, la délégation de l'EIFORCES, composée de 10 encadreurs, 23 auditeurs du BESS 7 et 21 stagiaires du DEMFS 10, sous la conduite du Général de Brigade André Patrice BITOTE, Directeur Général de l'EIFORCES, a séjourné en République Démocratique du Congo du 13 au 21 juin 2021.

La visite à l'Ambassade du Cameroun en République Démocratique du Congo (RDC) a ouvert la mission d'étude internationale de l'EIFORCES où la délégation a été reçue par Son Excellence CHUNGONG AYAFOR, Ambassadeur du Cameroun en RDC.

Le Collège des Hautes Etudes de Stratégie et de

Actualité de l'EIFORCES

Septembre 2020 - Juillet 2021

Défense (CHESD) et l'École de Guerre de Kinshasa (EGK) ont constitué les deux arrêts de la deuxième journée de la mission d'étude internationale de l'EIFORCES en RDC. Au CHESD, le Professeur Docteur Major Général Augustin MUBIAYI MAMBA, Commandant de cette institution sous-régionale de formation de niveau stratégique-politique de la haute administration civilo-militaire, a axé sa présentation sur ses missions d'anticipation et de veille stratégique. Tandis qu'à l'EGK, le Général de Brigade, Commandant la jeune institution de formation de l'élite militaire de la RDC, n'a pas caché les ambitions de son Ecole qui entend suivre les pas des institutions similaires de renommée, à l'instar de l'EIFORCES.

Lors de la troisième journée, la délégation de l'EIFORCES a été reçue par le Lieutenant-Général YAV KABEY Jean Claude, Chef d'Etat-Major Général Adjoint chargé des Opérations des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC). Dans sa présentation de circonstance, le Général de Brigade Justine SHESHI en charge de la formation et de l'entraînement a édifié l'auditoire du BESS 7 et du DEMFS 10 de l'EIFORCES sur l'organisation, les missions et le fonctionnement des FARDC dont la réforme en cours vise à faire face aux défis sécuritaires.

La Mission d'étude de l'EIFORCES s'est poursuivie par la rencontre du Commissaire Divisionnaire MUSHID YAV Philémon Patience, Commissaire Général Adjoint en charge de la Coordination de la Police Administrative au Commissariat Général de la Police Nationale Congolaise (PNC) pour édifier la délégation de l'EIFORCES sur l'organisation et le fonctionnement de ce corps, ainsi que la formation de ses personnels.

Par la suite, c'est dans le strict respect des mesures barrières contre la COVID-19 que le Quartier Général de la MONUSCO à Kinshasa a accueilli, le 18 juin 2021, la délégation de l'EIFORCES, dans le cadre d'une immersion dans la plus importante mission de paix conduite par l'ONU.

Les présentations sur l'analyse de la mission, le rôle et le déploiement de la composante police et de la Force ont été bénéfiques aux auditeurs et auditrices du BESS 7 et aux stagiaires du DEMFS 10 de l'EIFORCES, pour mieux cerner les activités de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RD Congo. Cette importante étape a été marquée par les retrouvailles chaleureuses et fraternelles entre les Généraux de Brigade André Patrice BITOTE, Directeur Général de l'EIFORCES et MODY BERETHE, Chef de la Composante Police au sein de la MONUSCO, précédemment Chairperson de l'African Peace Support Trainers Association (APSTA).

L'audience accordée à la délégation de l'EIFORCES

conduite par son Directeur Général, le Général de Brigade André Patrice BITOTE, dans la matinée du 19 juin 2021, par Madame Antoinette N'SAMBA KALAMBAYI, Ministre des Mines de la République Démocratique du Congo (RDC), a clôturé la partie protocolaire de la mission d'études de l'EIFORCES en RDC. Les échanges ont principalement porté sur l'impact sécuritaire et géostratégique des ressources minérales de la RDC, source de rivalités et de convoitises diverses qui requièrent des solutions appropriées et pérennes pour la stabilité et la prospérité de ce grand pays. Pour sa part, à travers la formation et la recherche, ses deux missions statutaires, l'EIFORCES est disposée à accompagner ce processus.

A travers cette Mission d'étude, l'EIFORCES entend poursuivre son rayonnement international et permettre à ses apprenants du Cameroun, du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Sénégal de mieux cerner le jeu sécuritaire dans sa dimension africaine avec pour échantillonnage la RDC./-

DEUXIEME STAGE DES COMMANDANTS D'UNITE DE SECURITE DE L'EIFORCES : SORTIE TERRAIN AU BATAILLON DES TROUPES AEROPORTEES A KOUTABA

Du 06 au 11 juin 2021, cinquante-trois stagiaires en cours de formation dans le cadre du 2ème Stage des Commandants d'Unité de Sécurité (SCUS 2), ont effectué une sortie terrain au Bataillon des Troupes Aéroportées (BTAP) à KOUTABA dans la Région de l'Ouest-Cameroun.

Dans cet environnement rustique, le séjour a permis aux stagiaires, sous la conduite des instructeurs du BTAP, d'effectuer des mises en situation pour une meilleure appropriation sur les Techniques de Défense Opérationnelle, Maintien de l'Ordre, Tactique et Topographie.

Parallèlement à ces activités pédagogiques, le Chef de la délégation de l'EIFORCES, le Commissaire Divisionnaire Désiré BESSALA, accompagné du Commandant du BTAP, du Directeur et de l'Adjudant de stage, a, au nom du Général de Brigade, Directeur Général de l'EIFORCES, rendu une visite de courtoisie au Préfet du Département du NOUN, le mardi 08 juin 2021 à 10 heures.

Cette mission a coïncidé avec la cérémonie de destruction symbolique d'un stock d'armes saisies par les Forces de Défense et de Sécurité camerounaises sur différents théâtres nationaux, notamment dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest; cérémonie

Actualité de l'EIFORCES

Septembre 2020 - Juillet 2021

présidée à Buea, le 19 mai 2021, par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Chief Doctor Joseph DION NGUTE. /-

CLOTURE DU SCUS 2 DE L'EIFORCES : LA COOPERATION EIFORCES-FRANCE RENFORCEE

Le 25 juin 2021, le campus de l'EIFORCES à Awaé, a Labrité la cérémonie de clôture du deuxième Stage de Commandants d'Unité de Sécurité (SCUS), lancé le 28 mars 2021 et organisé par l'EIFORCES avec le soutien de la France.

Présidée par Monsieur Galax ETOGA, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Défense chargé de la Gendarmerie Nationale, cette sortie du SCUS 2 a permis, au représentant du Ministre Délégué à la Présidence chargé de la Défense, Président du Conseil d'Administration de l'EIFORCES d'exalter le dynamisme de la coopération entre le Cameroun et la France.

Le Général de Brigade André Patrice BITOTE, Directeur Général de l'EIFORCES, quant à lui, a tenu à rappeler la Très Haute sollicitude du Président de la République, Son Excellence Monsieur Paul BIYA dont le financement spécial a permis de porter l'effectif du stage de 30 à 53 dont 11 femmes, venant de plusieurs pays, notamment du Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo,

Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Tchad et Togo. Au cours de cette formation, les intéressés ont non seulement intégré les stratégies de maintien de la paix, mais encore, ont bénéficié d'un séminaire de formation des Policiers Individuels et d'un exercice d'appropriation de la MEDO et de la MRG.

En marge de cette cérémonie, son Excellence Christophe GUILHOU, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Française au Cameroun, a effectué une visite de travail au campus EIFORCES d'Awaé. A cette occasion, il a remis un don de matériel didactique au Général de Brigade, Directeur Général de l'EIFORCES à l'effet de contribuer au renforcement des capacités opérationnelles de l'institution.

Il convient de mentionner que la France qui est l'un des partenaires statutaires siégeant au Conseil d'Administration de l'EIFORCES envisage d'accroître, dans les prochains mois, la capacité infrastructurelle de l'EIFORCES, en étoffant son offre d'hébergement. Par cette visite, la France entend confirmer sa place de partenaire privilégié de l'EIFORCES et par le fait-même, marquer sa présence par des investissements conséquents et significatifs. /-



Actualité de l'EIFORCES

Septembre 2020 - Juillet 2021

FORMATION SUR LA SECURITE ROUTIERE EN MATIERE DE SECOURS ET DE SOINS MEDICAUX POST-ACCIDENT

Dans le cadre de la mise en œuvre du 11^{ème} Fonds Européen pour le Développement (FED) de l'Union Européenne, et par l'entremise de la Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National (CAON-FED) du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), l'EIFORCES a organisé une formation sur « la sécurité routière en matière de secours et soins médicaux post-accident », du 29 mars au 02 avril 2021, dans son campus d'Awaé.

Ce stage qui s'intègre dans une série étalée sur quatre années et relève à l'échelle de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale, de la Composante 3 de l'action de formation du Programme d'Appui à la Gouvernance des Infrastructures Régionales et Nationales en Afrique Centrale (PAGIRN).

Durant cinq jours, cette formation des formateurs a regroupé trente-quatre personnels dont treize médecins, treize infirmier (e)s et huit agents de relais communautaires issus du Ministère de la Santé Publique, de la Gendarmerie Nationale, de la Sûreté Nationale, du Corps National des Sapeurs-Pompiers et de l'EIFORCES./-

CEREMONIE CONJOINTE DE CLOTURE DU BESS7 ET DU DEMFS10 DE L'EIFORCES : UNE SOLUTION SUPPLEMENTAIRE POUR LA PAIX ET LA STABILITE EN AFRIQUE

Le 21 juillet 2021, au Palais des Congrès de Yaoundé, les 25 auditeurs du 7^{ème} cycle du Brevet d'Etudes Supérieures de Sécurité (BESS) et les 21 stagiaires du 10^{ème} Diplôme d'Etat-Major des Forces de Sécurité (DEMFS) de l'EIFORCES ont solennellement reçu leurs parchemins de fin de stage, au cours de la cérémonie présidée par Monsieur BETI ASSOMO Joseph, Ministre Délégué à la Présidence chargé de la Défense, Président du Conseil d'Administration de l'EIFORCES (MINDEF/PCA).

Au cours de cette cérémonie à laquelle ont pris part d'autres Membres du Gouvernement, les Chefs de Missions Diplomatiques, les Autorités Administratives et de nombreux invités, la nouvelle cuvée de brevetés et de diplômés d'Etat-Major du Cameroun, du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Sénégal, a été invitée à faire bon usage des enseignements dispensés. « Je vous recommande de vous mettre à la hauteur des défis et attentes placés en vous par vos Etats qui ont consenti d'importants moyens pour votre formation. Les enseignements reçus vous permettront de faire face à tous les enjeux de sécurité de vos pays et de votre continent », les a-t-il engagés au cours de son allocution./-



II. ACTIVITES DE RECHERCHE

PUBLICATION D'UNE EDITION DOUBLE DU BULLETIN D'ANALYSE STRATEGIQUE ET PROSPECTIVE « VIGIE » SUR LA PROBLEMATIQUE DU DESARMEMENT-DEMOBILISATION-REINTEGRATION AU CAMEROUN ET EN AFRIQUE

Dans le cadre de ses missions statutaires de veille et de recherche en matière de sécurité et de paix, le Centre de Recherche et de Documentation de l'EIFORCES, a consacré un dossier sur la problématique prégnante et complexe du Désarmement-Démobilisation-Réintégration au Cameroun et en Afrique. Au-delà des programmes en cours dans plusieurs pays d'Afrique, la création par Décret présidentiel n°2018/719 du 30 novembre 2018, par le Chef de l'Etat, Son Excellence Paul BIYA, du Comité National de Désarmement-Démobilisation-Réintégration (CNDDR), constitue une réponse forte dans la résolution des crises sécuritaires dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

L'édition double de « VIGIE » intitulée « le DDR au service de l'Unité, de la Paix et de la Stabilité » permet à l'EIFORCES, outil de politique publique de sécurité du Cameroun et de la Communauté Internationale, à travers son Centre de Recherche et de Documentation, de rendre compte des efforts du Gouvernement camerounais et de ses partenaires pour un retour durable de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans les régions en proie aux conflits armés. /-

PARTICIPATION DU CENTRE DE RECHERCHE ET DE DOCUMENTATION AUX SEMINAIRES SUR LES THEMES : « PHYSICAL SECURITY, STOCK MANAGEMENT (PSSM) OF WEAPONS » ET « COMMUNITY POLICING »

Les 15-17 et le 20 Octobre 2020, le Centre de Recherche et de Documentation de l'EIFORCES a pris part à deux séminaires, respectivement sur les thèmes : « Physical Security, Stock Management (PSSM) of Weapons » et « Community Policing ». Au cours de ces séminaires organisés par le Bureau des Affaires du Désarmement des Nations Unies (UNODA), le Ministère des Relations Extérieures du Cameroun et la Délégation Générale à la Sûreté Nationale, plusieurs cadres du Centre de Recherche et de Documentation ont activement pris part aux travaux en atelier et en plénière.

CONTRIBUTION DE L'EIFORCES A LA PREPARATION DE LA PARTICIPATION DU CAMEROUN A LA REUNION DE HAUT NIVEAU PREVUE DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE LA 75EME ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES A NEW YORK

Dans le cadre de la préparation de la participation du Cameroun à la réunion de haut niveau prévue dans le cadre des travaux de la 75ème Assemblée Générale des Nations Unies, à New York, l'EIFORCES, à travers son Centre de Recherche et de Documentation, a été saisie par le Ministère des Relations Extérieures, aux fins de préparer la contribution de l'Institution sur le thème : « l'EIFORCES dans la dynamique de maintien et de consolidation de la paix, de la sécurité et de la stabilité au Cameroun et en Afrique » ./-

TRAVAUX SUR L'HARMONISATION DES INSTRUMENTS ET PROGRAMMES DE LA CEEAC-CEMAC EN MATIERE DE PAIX ET DE SECURITE

En tant qu'outil de politique publique de sécurité du Cameroun et de la Communauté Internationale et Centre d'Excellence de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale et de l'Union Africaine, l'EIFORCES a été associée aux travaux d'harmonisation des instruments et programmes de la CEEAC-CEMAC en matière de paix et de sécurité, le 8 Octobre 2020, à la salle des Actes du Ministère de la Défense.

PARTICIPATION DU CHEF DU CENTRE DE RECHERCHE ET DE DOCUMENTATION A UN ATELIER ORGANISE PAR L'AFRICAN PEACE SUPPORT TRAINERS ASSOCIATION (APSTA)

Poursuivant le dessein de diversifier ses partenaires en matière de recherche, et de renforcer sa collaboration avec des acteurs œuvrant dans le champ de la sécurité, le Docteur PASSO SONBANG Elie, Commissaire Divisionnaire, Chef du Centre de Recherche et de Documentation de l'EIFORCES, a pris part à un atelier en ligne sur le thème : « upsurge on violent extremism across Africa : interrogating capacity deficits », organisé par l'African Peace Support Trainers Association (APSTA), par visioconférence, à Yaoundé le 3 juin 2021. /-

CONFERENCE INTERNATIONALE DE YAOUNDE 2021 SUR LA COVID-19 : AFFINER LA STRATEGIE DE RIPOSTE DES ETATS AFRICAINS CONTRE LA COVID-19 ET AUTONOMISER L'AFRIQUE DANS LA PRISE EN CHARGE DES PROBLEMES LIES A LA SECURITE HUMAINE

Les 27 et 28 mai 2021, l'Ecole Internationale des Forces de Sécurité a organisé, au Palais des Congrès de Yaoundé, avec l'appui du Japon, partenaire du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), une Conférence Internationale sur le thème : « L'Etat africain à l'épreuve de la pandémie COVID-19 : l'impératif du renforcement des capacités stratégiques et opérationnelles de la sécurité humaine pour la résilience, l'autonomie, l'anticipation et la réponse des systèmes dédiés ».

Cette rencontre scientifique et professionnelle a mobilisé, dans le strict respect des mesures barrières, un large éventail de participants, notamment les Chefs de Missions diplomatiques accréditées au Cameroun, les Autorités administratives, religieuses, les responsables des Forces de Défense et de Sécurité de haut rang, les partenaires internationaux, des universitaires, des chercheurs, ainsi que des spécialistes des sciences sociales et de la santé.

Par son approche holistique, pluridisciplinaire et

transversale, cette conférence internationale de haut niveau a permis d'adresser la problématique de la lutte contre la Covid-19 sous le prisme de la sécurité humaine, d'en relever les enjeux, les actions entreprises et les défis, dans l'optique d'affiner les stratégies et capacités de résilience des pays africains en général et ceux de la Sous-région d'Afrique Centrale, en particulier.

A l'issue de ces travaux, plusieurs recommandations ont été formulées, à savoir :

- La prise en compte dans les politiques publiques des aspects politique, économique, sanitaire, environnemental, personnel, alimentaire et communautaire de la sécurité humaine ;
- L'adoption de normes visant à sauvegarder au mieux la sécurité humaine ;
- La prise en compte de la médecine traditionnelle africaine (médecine alternative, complémentaire ou patrimoniale) comme outil pertinent de prise en charge de la Covid-19 et l'institution d'un dispositif adapté pour la promouvoir et l'encadrer
- La mise en commun des pratiques médicales et médicinales traditionnelles et modernes en vue d'exploiter pleinement tout le potentiel disponible, pour les besoins du renforcement de la lutte contre cette pandémie ;
- La promotion de la recherche médicale et



Actualité de l'EIFORCES Septembre 2020 - Juillet 2021

médicinale afin de favoriser l'émergence de nouveaux protocoles thérapeutiques et la coopération entre les laboratoires de recherches de tous les pays ;

- L'adaptation des stratégies de riposte au contexte africain ;
- La diversification des actions pour gagner la confiance de la population ;
- Le renforcement de l'activité de renseignement stratégique dans le domaine médical ;
- Le travail en synergie et la mutualisation des forces au plan local, sous-régional, régional et universel, en vue de mettre sur pied une approche globale pour garantir la sécurité humaine.

Les assises de Yaoundé ont permis de poser les jalons d'une harmonisation des stratégies africaines d'intervention d'urgence en cas de survenue brusque d'une catastrophe ou d'une épidémie, à l'instar de la

Covid-19, et d'initier une réflexion d'ensemble dont l'implémentation des recommandations devra permettre d'améliorer les capacités stratégiques et opérationnelles des Etats en vue d'une plus grande autonomie dans la réponse contre cette pandémie, et d'anticiper toute menace mettant en péril la sécurité humaine.

Cette conférence s'est achevée sur une note d'optimisme. Un véritable happy-end qui ouvre des perspectives nouvelles pour le Cameroun et l'Afrique. A travers l'organisation de cette importante rencontre et la publication des Actes de la Conférence Internationale, dans le cadre de sa Revue Africaine de Sécurité Internationale (RASI), l'EIFORCES, via son Centre de Recherche et de Documentation, assume avec efficacité son rôle de veille stratégique et informationnelle, et partant, confirme son statut de Centre d'excellence et de réflexion stratégique sur les questions de sécurité.

De bon augure pour cette école dont l'ambition est de devenir un centre de référence des Nations- Unies./-



III. ACTIVITES DE LA DIRECTION TECHNIQUE ET LOGISTIQUE

RENFORCEMENT DE LA CAPACITE INFRASTRUCTURELLE DE L'EIFORCES

Le 15 avril 2021, le Général de Brigade André Patrice BITOTE, Directeur Général de L'EIFORCES, a inauguré au campus d'Awaé, au nom du Ministre Délégué à la Présidence chargé de la Défense, Président du Conseil d'Administration de L'EIFORCES, un dortoir de 32 lits construit grâce à un financement du Gouvernement japonais, au titre de la convention spécifique mars 2020-mars 2021.

La cérémonie a eu lieu en présence de Monsieur IKEDA Kiyohiko, Conseiller près l'Ambassade du Japon au Cameroun, représentant S.E OSAWA TSUTOMU, Ambassadeur du Japon au Cameroun, empêché.

La construction de cet édifice vient non seulement accroître l'offre d'hébergement de l'EIFORCES, mais aussi renforcer ses capacités opérationnelles dans le cadre d'un vaste programme de développement infrastructurel. L'inauguration officielle de ce bâtiment permet de magnifier l'apport de la coopération internationale dans l'édification et le rayonnement de l'EIFORCES. Dans ce processus, le Japon se positionne comme un partenaire stratégique sûr qui permet à l'EIFORCES d'asseoir sa réputation de Centre d'excellence régional et africain.

Avec ce nouvel édifice, l'EIFORCES fait un saut qualitatif vers la modernité et amorce avec sérénité et confiance la migration définitive de son appareil administratif et pédagogique sur le

site d'AWAE, cadre d'apprentissage attrayant et conforme aux standards internationaux. /-

ACCELERATION DES TRAVAUX EN VUE DU DEMENAGEMENT AU CAMPUS D'AWAE

La Direction Technique et Logistique est à pied d'œuvre pour la finalisation des travaux en vue du déménagement du staff administratif de l'EIFORCES au Campus d'AWAE, prévu pour la fin du mois de septembre 2021. La construction du bâtiment administratif est pratiquement achevée, avec un taux d'exécution estimé à ce jour à 80%.

L'équipement de ce prestigieux ouvrage, est en cours, afin d'offrir aux responsables de cette Institution un cadre de travail idoine, répondant aux standards internationaux./-



IV. COOPERATION ET RAYONNEMENT INTERNATIONAL

SIGNATURE DE CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC CERTAINES INSTITUTIONS NATIONALES ET REGIONALES AFRICAINES

Les 10 et 12 septembre 2020, l'Ecole Internationale des Forces de Sécurité (EIFORCES) a signé un Accord-Cadre avec l'Université de Yaoundé II (Soa) d'une part et une Convention spécifique relative à la formation au diplôme de Master Professionnel en Sécurité Internationale avec l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC), d'autre part. Le partenariat avec l'Université de Yaoundé II (Soa) s'inscrit dans la logique du développement et de l'exercice d'une coopération en matière académique. Les domaines ciblés dans ce cadre sont les programmes de formation de master en Sécurité Nationale et Internationale conformément au système LMD en vigueur dans les institutions d'Enseignement Supérieur au Cameroun, la mobilité académique des étudiants-stagiaires, les programmes d'animation scientifique, la formation des formateurs, le renforcement des capacités des cadres de l'EIFORCES, la mobilité des enseignants, la promotion et le développement de la recherche sur les questions sécuritaires.

Dans le prolongement de cette coopération universitaire, la Convention spécifique avec l'IRIC fixe les modalités de la collaboration dans le domaine de la formation relative au diplôme de Master Professionnel en Sécurité Internationale. Cette Convention Spécifique couvre le domaine de la supervision des activités académiques de l'EIFORCES par l'IRIC en ce qui concerne le Master Professionnel susmentionné (programmation des cours magistraux, des enseignements pratiques, des stages professionnels).

Ces partenariats visent la modernisation de l'offre de formation de l'EIFORCES et son arrimage aux exigences du LMD qui structurent la formation universitaire contemporaine. C'est en droite ligne de cette modernisation académique que s'inscrit également, la Convention en cours de finalisation entre l'EIFORCES, dirigée par le Général de Brigade André Patrice BITOTE, et le Centre Africain de Formation et de Recherche Administrative pour le Développement (CAFRAD). Cette Convention dont la validation a été actée par les deux parties sera signée très prochainement./-

L'ECOLE DE GUERRE DE L'ARMEE DE L'AIR DU NIGERIA EN VISITE A L'EIFORCES

« Guerre irrégulière et sécurité nationale : quelles leçons pour le Nigéria ? », telle est la thématique qui a guidé la visite à l'EIFORCES de la délégation de l'Ecole de Guerre de l'Armée de l'Air du Nigéria, au campus de l'Ecole à Awaé, le 21 octobre 2020.

Les quatorze officiels nigériens dont 10 auditeurs et 04 encadreurs effectuaient une visite à l'Ecole Internationale des Forces de Sécurité, dans le cadre du voyage d'études de la sixième promotion de cette école de niveau stratégique.

Cette visite a été l'occasion pour les visiteurs de connaître l'EIFORCES, fleuron en matière de Formation et de Recherche dans le domaine de la sécurité et du maintien de la paix. Cette posture de l'Ecole a été rappelée aux hôtes du jour par le Général de Brigade André Patrice BITOTE, Directeur Général de l'EIFORCES.

En retour, le Général de Brigade Aérienne Olufemi Babadjide ODEYINDE, chef de la délégation nigérienne est revenu sur le sens de la visite au Cameroun et à l'EIFORCES. Il n'a pas manqué de manifester toute l'appréciation pour le bilan de l'EIFORCES et la qualité de l'accueil.

Les visiteurs ont ainsi pu échanger avec leurs homologues camerounais, congolais et maliens du 7ème cycle du Brevet d'Etudes Supérieures de Sécurité en cours à l'EIFORCES depuis le 5 octobre 2020./-

LA FRANCE ET L'EIFORCES RENFORCENT LEUR PARTENARIAT A LA FAVEUR DU RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

L'Ambassadeur de France au Cameroun S.E Christophe GUILHOU et le Général de Brigade André Patrice BITOTE, Directeur Général de l'EIFORCES, ont signé le 03 décembre 2020, la Convention relative au Programme de Coopération « Appui Français à l'EIFORCES ». Cet instrument définit les termes d'un appui français à l'accomplissement des missions de l'EIFORCES. D'une durée de trois ans, cette Convention renouvelée découle de l'Accord entre les Gouvernements de la République Française et de la République du Cameroun, instituant un partenariat de

Actualité de l'EIFORCES

Septembre 2020 - Juillet 2021

défense entre les deux pays (APD-Cameroun-France). L'APD est en réalité un instrument de portée générale qui définit les modalités, fixe le cadre, les objectifs, les limites ainsi que les engagements mutuels entre les deux parties dans le cadre des programmes appelant l'accompagnement de la France.

La Convention relative au programme de coopération « Appui Français à l'EIFORCES », permet à la France et à l'EIFORCES de raffermir les liens de partenariat qui les unissent depuis la mise en fonction de l'établissement. La France, faut-il le souligner, est aux côtés de l'EIFORCES depuis sa création. Elle œuvre au renforcement des capacités opérationnelles de l'EIFORCES et l'accompagne dans sa montée en puissance comme Centre de référence des Nations Unies. Par sa contribution, elle siège au Conseil d'Administration comme membre statutaire./-

VISITE DE TRAVAIL AU CAMPUS D'AWAE DU CHEF DE LA DIVISION DES OPERATIONS DE SOUTIEN A LA PAIX DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE

Le 04 mars 2021 à partir de 13h, Monsieur Sivuliyethandikaya BAM Chef de la Division des

Opérations de Soutien à la Paix (PSOD) de la Commission de l'Union Africaine, a effectué une visite de travail au campus EIFORCES d'Awae. Cette visite inscrite dans le cadre des activités de l'African Peace Support Trainers Association (APSTA) dont l'EIFORCES assure la trésorerie, visait d'une part à renforcer les liens de coopération étroits qui existent entre l'EIFORCES et l'Union Africaine, dont l'EIFORCES, est un Centre d'Excellence et, d'autre part, à faire le bilan de la Coopération entre le PSOD et l'EIFORCES en matière non seulement de formation au soutien à la paix, mais également de mise en œuvre du partenariat entre les deux institutions.

Le Chef de la Division des Opérations de Soutien à la Paix de la Commission de l'Union Africaine s'est félicité du travail admirable de formation qu'accomplit l'EIFORCES pour doter le continent d'acteurs compétents, maîtrisant parfaitement les problématiques liées au maintien et/ou soutien à la paix et à la sécurité internationale.

Il a, dans la même veine, exhorté l'EIFORCES à s'assurer de la bonne utilisation des produits qu'elle met sur le marché africain de la sécurité internationale, afin d'être sûr que les efforts fournis sont capitalisés. Cette visite a ainsi permis de raffermir les liens existants entre l'EIFORCES et l'Union Africaine à travers le PSOD./-



COOPERATION EIFORCES-JAPON/PNUD : L'EIFORCES ET LE PNUD FONT LE POINT.

Du 22 au 26 mars 2021, s'est tenu à Douala un atelier d'évaluation de la Convention 2020-2021 liant l'EIFORCES au Japon via le PNUD, et de planification de la Convention 2021-2022. L'occasion était indiquée pour les deux parties de passer en revue l'état des activités financées par le Japon au profit de l'EIFORCES pour les deux périodes susmentionnées.

Les travaux, coprésidés par le Général de Brigade André Patrice BITOTE, Directeur Général de l'EIFORCES et le Dr Zéphirin EMINI, Assistant du Représentant Résident du PNUD au Cameroun, ont débouché sur la finalisation du rapport définitif de la Convention 2020-2021 et le cadrage de l'exécution de la Convention 2021-2022, d'un montant de 300 000 USD, dédiée à une conférence internationale prévue au mois de mai prochain et deux formations.

Les deux Parties ont marqué leur satisfecit pour ce partenariat fructueux dont la bonne exécution des activités concourt indubitablement à l'accomplissement des missions de formation et de recherche de l'EIFORCES pour la paix et la stabilité en Afrique et dans le monde./-

VERS LA CONSTRUCTION D'UN PARTENARIAT AVEC LE CAECOPAZ

Au cours du premier semestre de l'année 2021, l'EIFORCES a mené des échanges avec des autorités argentines en vue de l'établissement d'un partenariat mutuellement bénéfique avec le Centre Argentin Conjoint d'Entraînement aux Opérations de Maintien de la Paix (CAECOPAZ). Ces échanges ont abouti à l'acceptation par lesdites autorités, du principe de la visite de travail d'une délégation de l'EIFORCES au CAECOPAZ. Initialement prévue du 22 avril au 03 mai 2021, cette visite de travail a été reportée à une date ultérieure en raison de la persistance de la pandémie liée à la Covid-19 dont les effets pervers ont conduit à limiter les mouvements aux frontières des Etats. Le principe de cette visite reste maintenu et une fois que les conditions sanitaires le permettront, les deux parties conviendront d'une nouvelle date pour mener cette activité./-

EIFORCES-UNREC : UNE AUDIENCE AU SOMMET POUR BALISER LES PISTES PROBABLES DE COOPERATION

Le Directeur du Centre Régional des Nations Unies pour la Paix et le Désarmement en Afrique (UNREC), monsieur Anselme YABOURI, a été reçu en audience à l'EIFORCES, le mardi 18 mai 2021, au nom du Général de Brigade, Directeur Général de l'EIFORCES, par le Commissaire Divisionnaire, Directeur Général Adjoint, le Docteur Cécile OYONO-THOM.

L'hôte du Cameroun a saisi l'occasion pour lever un pan de voile sur l'Institution dont il a la charge et qui a pour mission de lutter contre la prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC) dont la circulation constitue une hypothèque à la paix et à la sécurité dans le monde et notamment en Afrique où le phénomène prend particulièrement de l'ampleur. Durant son séjour, il s'est agi pour Monsieur Anselme YABOURI de comprendre les enjeux et les défis du phénomène dans le contexte camerounais, ainsi que les perceptions et représentations y relatives. Ce, dans l'optique d'envisager des pistes d'une coopération entre son Institution et le Cameroun.

Comme l'a rappelé le Directeur de l'UNREC, le phénomène préoccupe le Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio Guterres, ce qui a justifié l'élaboration d'un agenda mondial pour le désarmement et la paix. Cet engagement a permis de mettre sur pieds un Fonds destiné à appuyer la lutte contre la prolifération de ces instruments qui mettent à mal la paix mondiale.

Grâce au dynamisme de son Gouvernement à travers le Ministère des Relations Extérieures, Monsieur Anselme YABOURI a annoncé que le Cameroun et la Jamaïque ont été choisis pour servir de rampe de lancement de ce Fonds. Le Centre ambitionne par ailleurs de développer un programme de formation au maintien de la paix avec certains centres de formation en la matière triés sur le volet parmi lesquels l'EIFORCES./

Dossier

LES EEI : UNE MENACE À LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE CENTRALE PR JOSEPH VINCENT NTUDA EBODE.....	31
L'ACTION DU CAMEROUN DANS LA COOPERATION INTERNATIONALE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LES EEI : QUELLES AVANCEES POUR UNE MEILLEURE PREVENTION, GESTION ET RESOLUTION DES CRISES EN AFRIQUE CENTRALE ? PAR DR MOUSSA OUMAR	37
LA LUTTE CONTRE LES ENGINs EXPLOSIFS IMPROVISES DANS LE CADRE DE LA COOPERATION POLICIERE SOUS REGIONALE COMMISSAIRE DE POLICE WILLIAM WANDJI KOUAMOU	43
LES EEI DANS LA DOCTRINE STRATÉGIQUE ET OPÉRATIONNELLE DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME DE LA FORCE MULTINATIONALE MIXTE COLONEL JEAN-CLAUDE MPAY.....	47
LES ENGINs EXPLOSIFS IMPROVISES : L'URGENCE DE LA FORMATION ET DE LA SENSIBILISATION COLONEL FIACRE KISITO ATANGANA	55
LE RENSEIGNEMENT PREVISIONNEL DANS LA GESTION DES ENGINs EXPLOSIFS IMPROVISES (EEI) LIEUTENANT-COLONEL JULES MEVONO NGOMBA	59
LA GESTION DES RISQUES ET DES CATASTROPHES LIES AUX EEI COLONEL PROFESSEUR FRANCIS LYSONGE EKOSSO, PHD	65
LES DOUANES CAMEROUNAISES DANS LA SECURISATION DU TERRITOIRE FACE A LA MENACE DES ENGINs EXPLOSIF IMPROVISES (EEI) CAPITAINE DES DOUANES QUENTIN ACHILLE DIMA	71
ENJEUX ET CONTRAINTES STRATEGIQUES ET OPERATIONNELS DE L'ENQUÊTE CRIMINELLE LIEE AUX ENGINs EXPLOSIFS IMPROVISEES COMMISSAIRE DE POLICE WILLIAM WANDJI KOUAMOU	77
LE GROUPEMENT SPECIAL D'OPERATIONS, BRAS SECULIER DE LA POLICE CAMEROUNAISE CONTRE LA MENACE AUX ENGINs EXPLOSIFS IMPROVISES COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE GATIEN ELOI PIGUI NGOSSO	83

LE GÉNIE MILITAIRE : REMPART CONTRE LES ENGINs EXPLOSIFS IMPROVISÉS CAPITAINE YVES PANYERE	87
LE GPIGN DANS LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITE URBAINE ET RURALE DANS LE GRAND NORD DU CAMEROUN LIEUTENANT-COLONEL KOLA.....	91
DE L'EMPLOI TACTIQUE DES DRONES DANS LA LUTTE CONTRE LES EEI AU CAMEROUN CHEF D'ESCADRON RODRIGUE BORIS FOMING	97
LES ENGINs EXPLOSIFS IMPROVISES EN ZONE DE CONFLIT ET LES MOYENS DE LUTTE : CAS DES REGIONS DE L'EXTREME-NORD, DU SUD-OUEST ET DU NORD-OUEST DU CAMEROUN (RETEX) COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE FRÉDÉRIC FOUMENA & COLONEL RAYMOND SERGE KAOLE ALEOKOL.....	103
LA LUTTE CONTRE LES EEI DANS L'EXTREME-NORD DU CAMEROUN PR SAÏBOU ISSA.....	107
COMPRENDRE POUR MIEUX ANTICIPER : LES FACTEURS CRITIQUES DE L'AVENIR DES ENGINs EXPLOSIFS IMPROVISÉS EN AFRIQUE DR AIMÉ RAOUL SUMO TAYO	113

LES EEI : UNE MENACE À LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE CENTRALE

Pr Joseph Vincent NTUDA EBODE

Depuis quelques années, on constate, au Cameroun ou dans son voisinage immédiat, un nombre croissant d'incidents mortels issus des mines, des munitions non explosées et d'Engins Explosifs Improvisés. Bien que les cibles visées par les différents groupes armés antigouvernementaux et non étatiques soient d'abord les Forces de Défense et de Sécurité, de nombreux civils sont également aveuglément tués et mutilés. Même si c'est davantage au Nigeria et au Tchad que cette réalité excelle dans le Bassin du Lac Tchad, le Cameroun ne fait plus exception. En effet, dans ce pays également, c'est à une montée en puissance de tels actes qu'on assiste depuis environ 5 ans. Ainsi, si on prend pour borne 2017, on constate que sur le front Nord, Boko Haram a perpétré 69 attentats kamikaze et 20 EEI ont été posés ; en 2018, 11 attentats Kamikazes ont été enregistrés et 8 explosions par des EEI ont eu lieu; en 2019 un attentat par kamikaze a été commis et 11 explosions par EEI répertoriées; en 2020, 8 attentats par kamikaze ont été commis et 15 EEI posés; au premier trimestre 2021 enfin, 2 kamikazes ont été notés et 3 EEI posés. Le tableau numéro 1 ci-après recense, à titre d'exemple, les activités des différents acteurs du site septentrional au cours de l'année 2018.



Camer.be - lutte contre les EEI; les sacs interdits dans les supermarchés de Yaoundé

Tableau 1 : Attaques de B.H., prises d'otages par les bandes armées et actions des Forces de Défense et de Sécurité en 2018

INDICATEURS MOIS	Attentats kamikazes	Explosions d'EEI	Embuscades de BH	Inursions de BH	Nombre de BH interpellés	Nombre de BH tués	Nombre de morts militaires	Nombre de morts civils	Nombre de blessés militaires	Nombre de blessés civils	Nombre de personnes enlevées par BH	Véhicules militaires endommagés	Véhicules civils endommagés	Personnes enlevées par les bandes armées
JANVIER	5	0	1	33	5	20	3	23	11	20	11	2	0	30
FEVRIER	1	1	1	11	9	2	0	17	13	9	13	1	0	28
MARS	1	0	2	14	0	5	0	3	0	1	1	0	0	30
AVRIL	0	0	1	18	1	9	7	7	9	7	0	0	0	0
MAI	0	2	0	21	110	20	0	6	3	8	4	0	1	0
JUIN	0	0	1	0	10	0	0	1	0	0	0	0	0	0
JUILLET	0	2	2	30	3	9	0	24	6	15	4	1	0	26
AOUT	0	0	1	25	7	11	0	16	0	9	6	0	0	12
SEPTEMBRE	0	1	2	17	0	0	1	17	9	6	1	2	0	17
OCTOBRE	0	2	0	23	3	16	0	10	0	6	16	0	0	19
NOVEMBRE	1	0	0	6	6	4	0	0	0	9	0	0	0	12
DECEMBRE	3	0	0	9	1	3	0	4	0	7	12	0	0	71
TOTAL	11	8	11	207	155	99	11	128	51	97	68	6	1	245

Source : compilation du CREPS

Ces actes macabres sur le territoire camerounais qui, dans un premier temps, étaient concentrés au Nord et à l'Est, se sont rapidement propagés au Nord-Ouest et au Sud-Ouest où, depuis 2016, les forces de sécurité, appuyées par certaines unités des forces de défense, et dans le cadre du maintien de l'ordre renforcé, font face aux irrédentistes. Ici particulièrement, si en 2017 (voir tableau numéro 2) et 2018 (malgré le nombre assez élevé de soldats tombés (138) et blessés (514), contre 1139 sécessionnistes tués et 257 interpellés, on observe encore aucun recours aux EEI (voir tableau 3 ci-après); en 2019 on en a compté 23, en 2020 47 et au 1er trimestre de l'année en cours, on en a eu 16.

Tableau 2: Activités des Mouvements sécessionnistes dans le NOSO en 2017

INDICATEURS MOIS	Attaques contre les postes des FDS	Embuscades tendues aux FDS	Eléments des FDS tués	Eléments des FDS blessés	Incendies criminels	Civils tués par les sécessionnistes	Civils blessés par les sécessionnistes	Sécessionnistes tués	Sécessionnistes blessés	Véhicules endommagés	Infrastructures cambriolées
JANVIER	9	6	4	77	45	140	21	24	45	35	10
FEVRIER	1	1	3	30	11	19	8	9	14	8	2
MARS	2	2	0	14	28	23	2	1	27	5	1
AVRIL	4	1	1	20	0	11	8	9	31	40	4
MAI	3	1	0	12	9	4	1	1	7	10	4
JUIN	14	2	1	22	12	186	5	29	6	43	2
JUILLET	9	0	0	19	24	6	3	20	44	27	12
AOUT	7	0	2	25	6	9	3	42	0	32	19
SEPTEMBRE	6	4	1	24	1	0	3	27	1	10	31
OCTOBRE	6	1	3	19	0	4	0	32	0	20	0
NOVEMBRE	3	1	0	42	4	2	0	22	5	37	8
DECEMBRE	5	1	1	29	1	0	0	9	5	37	5
TOTAL	69	20	16	333	141	404	54	2	185	304	98

Source : compilation du CREPS

Tableau 3 : Activités des Mouvements sécessionnistes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en 2018

INDICATEURS MOIS	Attaques contre les postes des FDS	Embuscades tendues aux FDS	Eléments des FDS tués	Eléments des FDS blessés	Incendies criminels	Civilisés par les sécessionnistes	Civils blessés par les sécessionnistes	Sécessionnistes tués	Sécessionnistes interpellés	Infrastructures cambriolées	Prises d'otages	Véhicules endommagés	Inursions sécessionnistes
JANVIER	11	4	4	6	7	0	4	3	0	2	6	1	0
FEVRIER	20	17	11	45	1	6	1	32	0	6	21	3	0
MARS	18	5	5	33	5	5	10	43	0	21	19	0	0
AVRIL	22	2	13	21	0	2	9	23	0	4	12	16	0
MAI	18	6	19	23	4	8	6	47	0	6	15	4	0
JUIN	24	11	11	57	39	5	4	69	0	6	13	22	0
JUILLET	45	6	8	61	11	6	2	113	80	16	21	36	4
AOUT	36	12	20	92	17	8	3	190	27	11	36	9	2
SEPTEMBRE	40	7	20	65	19	4	1	325	73	2	31	10	8
OCTOBRE	41	19	12	41	8	13	19	97	18	1	31	3	14
NOVEMBRE	24	13	10	27	19	16	6	125	23	0	136	9	31
DECEMBRE	21	21	5	43	13	4	0	72	36	6	15	30	30
TOTAL	320	123	138	514	143	77	65	1139	257	81	356	143	89

Source : compilation du CREPS

Cette tendance à la hausse a continué au cours du second semestre 2021, comme l'indique la collecte non exhaustive ci-après, portant sur le seul mois d'avril. Le 1er avril 2021 en effet, un Engin Explosif Improvisé a été activé à Alachu mile 8 au passage d'un convoi du BIR. D'autres ont été désamorçés à Mkemkem/Bamboui et à Kumbo où il y a eu une explosion. Par ailleurs, l'axe Nkor Oku Ibal Babungo a été barricadé et des Engins posés. Enfin, un Engin a été découvert sur l'axe Square-Mbveh et un autre à Mbengwi road 02 Wia.

Le 06 avril 2021 à Ndop, en plus des canons artisanaux, des EEI ont été désamorçés par le GPIGN à Mulang, d'autres à Sop/Jakari sur l'axe Jakari-Kumbo; à Gary Market/Babessi également contre un convoi du BIR, à Bamali/Ndop et à Wainama/Kumbo. Le 20 avril 2021, un Engin Explosif Improvisé a été découvert à lbal sur l'axe Oku-Babungo et à Nkar/Kumbo. Le 25 du même mois, des engins ont été trouvés à Melim et à Kumbo contre un convoi BIR. Le 27/04/2021 enfin, sur la RN 11 Sop et Nkar/Kumbo, 3 appareils ont été activés et d'autres retrouvés dans la ville de Kumbo, sur le pont reliant Tobin et Mveh...

S'il apparaît de manière évidente que 2019, 2020 et 2021 marquent un tournant décisif dans la montée en puissance des EEI au NOSO, une analyse plus globale permet, non seulement de constater que la menace, tout en restant résiduelle, se propage (avec des incursions dans le littoral, au Centre et à l'Ouest principalement), mais aussi, qu'elle monte en intensité. En fait, la crise a commencé avec la bouche, puis les mains, ensuite les cailloux, après les machettes et les fusils de chasse. Elle a évolué avec les fusils à pompe, les fusils de guerre, les mitrailleuses, les grenades, les EEI et les lance-roquettes. Au-delà de la question portant sur ce que l'EEI veut dire qui nous amène à leurs typologies et fonctionnement (I), il faut s'attarder sur ce qui pourrait expliquer cette montée en puissance du recours aux EEI par les insurgés et les conséquences (II).

I - TYPOLOGIE ET MODE D'ACTION

Les Engins Explosifs Improvisés (EEI), ou Engins Explosifs de Circonstance (EEC), apparaissent aujourd'hui comme les principales armes des terroristes. Ils diffèrent de par leur utilisation, leur nature et leur mise en action.

La première différence relève de leur utilisation; en fait, les EEI peuvent être tactiques (élimination d'une personne ou embuscade contre un convoi), ou stratégique (recherche d'un effet général de terreur). D'une manière générale, les opérations les mieux planifiées combinent les deux usages: une bombe tactique visant un convoi, suivie d'une seconde bombe qui frappe un peu plus tard les curieux et/ou les services de secours.

La seconde différence porte sur leur typologie. On distingue, en effet, deux principaux types d'EEI : les Engins Explosifs Improvisés latéraux (qui sont enfus au sol ou dissimulés dans des emballages) et les Engins Explosifs Improvisés verticaux (c'est l'exemple des canons artisanaux). Mais, les EEI les plus fréquemment utilisés sont de type «pipe bomb», réalisés à partir d'éléments de plomberie. Les envois piégés sont

également employés pour frapper des personnalités ou des institutions ciblées. Enfin, les voitures peuvent également servir pour des opérations terroristes.

En rapport à la mise à feu, troisième différence majeure, on peut faire une classification en trois grandes catégories : les EEI déclenchés par la victime, lesquels satisfont à la définition d'une mine terrestre ; les engins à temporisation qui sont programmés pour se déclencher à un moment précis, et les engins télécommandés qui sont déclenchés par la pression délibérée ou non du commutateur. Si l'emploi des mines terrestres diminue dans le temps et dans l'espace, on enregistre cependant une augmentation du nombre d'EEI employés par les acteurs non étatiques. Et c'est exactement le cas au Cameroun.

II - CAUSES ET CONSÉQUENCES

Présents sous différentes formes dans le front septentrional depuis au moins 2017, les EEI ont fait leur apparition au NOSO en 2019 et se sont intensifiés en 2020 et 2021. Ainsi, depuis le début de l'année 2021 précisément, la pose des Engins Explosifs Improvisés et l'utilisation des canons artisanaux (appelés aussi Engins Explosifs Improvisés latéraux, par opposition aux verticaux, qui sont enfus au sol ou dissimulés dans des emballages), connaissent une montée en puissance régulière dans le NOSO. En réalité, deux des trois fronts auxquels fait face le Cameroun sont aujourd'hui massivement investis par des EEI. Pourquoi cette montée en puissance et cette propagation?

Au-delà des limites du dispositif stratégique, opérationnel et tactique mis en place pour faire face aux irrédentistes, aux terroristes et autres, bandits de grand



Africtelegraph Tchad - Une kamikaze tue cinq personnes

chemin, la ruée des criminels vers ces engins s'explique par de nombreuses raisons. Il y a d'abord la rareté des moyens financiers à laquelle les insurgés font désormais face en raison de la pandémie de la Covid 19, des poursuites judiciaires aux USA et de la surveillance de plus en plus ciblée des transactions financières au Cameroun.

Il y a, ensuite, l'évitement d'affronter militairement et frontalement les Forces de Défense et de Sécurité en raison de l'asymétrie des moyens. En fait, ces EEI permettent aux insurgés, limités en termes de moyens techniques conventionnels, d'éviter les actions de combats rapprochés où ils ont un désavantage majeur. En effet, en utilisant les EEI, ils parent à leurs propres faiblesses en contournant la supériorité technologique des Forces de Défense et de Sécurité.

En troisième lieu, il y a le coût relativement bas pour la confection de ces Engins, les dégâts que ce mode opératoire est susceptible d'occasionner et la disponibilité des intrants tel que le pain Trinitrotoluène (TNT) (explosif malléable très puissant) en provenance du Nigeria et récemment découvert dans la zone...

Sur le plan opérationnel enfin, le recours aux EEI vise à restreindre la mobilité des forces. Car, en plus d'un équipement de plus en plus lourd, les routes doivent être systématiquement inspectées par les services AEEI avant et pendant chaque déplacement, ce qui ralentit considérablement les opérations terrestres.

Cette propagation d'Engins Explosifs Improvisés débouche sur une pluralité de menaces. Si l'on met de côté les périls sur les forces, il y a qu'en plus de la terreur sur les populations locales, ces mines représentent un danger pour les réfugiés et les personnes déplacées car, elles constituent une entrave à leur droit de rentrer chez eux ; un danger mortel pendant de nombreuses années après la fin du conflit. Ainsi, outre le nombre élevé de morts, de blessés et les séquelles infligées, y compris les dommages psychologiques, la présence d'engins explosifs entrave également l'accès aux moyens d'existence des populations locales tels que les pâturages, les champs, les fermes, le bois de chauffage et les infrastructures communautaires. Ils affectent également l'acheminement de l'aide humanitaire et les activités de développement.

Les incidents liés aux EEI, outre les morts atroces qu'ils provoquent, poussent les populations à abandonner leurs moyens de survie tels que les champs et les marchés, tout en entraînant des pertes matérielles importantes. Par ailleurs, les personnes qui en survivent deviennent des charges pour la communauté et leurs familles, à cause de leur état d'handicapés.

Sur le plan sécuritaire, la présence des EEI limite les mouvements des personnes et les expose à une insécurité constante, notamment pour les populations à la recherche des moyens de survie, ou encore les personnes déplacées désirant retourner dans leur village. Les stratégies de survie sont réduites car les pistes empruntées au quotidien sont dangereuses.

Sur le plan psychologique et émotionnel. Le phénomène des EEI crée une psychose car fréquent dans les zones où les activités économiques (culture, pêche, marchés hebdomadaires) sont possibles. Enfin, leur présence pousse les populations à se déplacer à titre préventif, en raison de l'intensification, voire des incidents des EEI dans leurs localités, augmentant ainsi leur niveau de vulnérabilité.

CONCLUSION

Si le Cameroun a été, pendant longtemps, à côté du Gabon et de la Guinée-Equatoriale, une exception de paix et de stabilité en Afrique Centrale, cette vérité n'est plus, depuis le milieu des années 2000 qu'un lointain souvenir. Menacé à sa gauche septentrionale par Boko Haram, à sa gauche méridionale par l'irrédentisme anglophone et à sa droite méridionale par les insurgés centrafricains, le pays s'est progressivement retrouvé pris dans l'étau des menaces asymétriques et de la terreur véhiculée par les EEI dont la propagation géographique et l'intensité semblent progresser de jour en jour.

S'il est vrai que l'effet conjugué de ces trois fronts n'a jusqu'ici brisé aucune ligne de défense des Forces de Défense et de Sécurité nationales, il est indubitable que l'apparition des EEI constitue un défi majeur à la progression régulière des forces et à leur moral, ainsi qu'une menace certaine pour les populations, les déplacés et les réfugiés. Sortir de cette géopolitique des périls nécessite quelques réajustements de l'outil sécuritaro-militaire prenant en compte au moins deux dimensions: la formation sur le déminage et le remplacement des pick-up comme moyen de transport des troupes par des blindés.

Pr Joseph Vincent NTUDA EBODE

Professeur Titulaire des Universités Hors Echelle
Directeur du Centre de Recherche d'Etudes Politiques et
Stratégiques (CREPS)-UYII

L'ACTION DU CAMEROUN DANS LA COOPERATION INTERNATIONALE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LES EEI : QUELLES AVANCEES POUR UNE MEILLEURE PREVENTION, GESTION ET RESOLUTION DES CRISES EN AFRIQUE CENTRALE ?

Par Dr Moussa OUMAR

Le foisonnement des menaces protéiformes en Afrique au cours du XXe siècle et bien plus au début du XXIe siècle a contribué à la fragilisation du tissu sécuritaire de cette partie du globe. Particulièrement l'Afrique centrale et de l'Ouest sont confrontées depuis plusieurs années au fléau des mines, les Restes Explosifs de Guerre (REG) et les Engins Explosifs Improvisés (EEI). Leur utilisation par les différents protagonistes de la violence font non seulement des victimes, mais aussi rendent les terres inexploitable en matière d'agriculture et d'élevage. Dans le Bassin du Lac Tchad, notamment au Nigeria, au Cameroun, au Tchad et au Niger, l'ampleur de la manipulation d'Engin Explosif Improvisé expose de plus en plus les civils aux attentats suicides. Ce dispositif de violence compte « parmi les instruments qui infligent le plus de dommages aux populations civiles »¹. C'est pourquoi il est donc question de considérer les EEI comme une menace sécuritaire prégnante en Afrique Centrale et de définir le rôle que joue le Cameroun dans la dynamique d'endiguement de ce fléau. En d'autres termes, quelle est « l'action du Cameroun dans la coopération internationale en matière de lutte contre les EEI : quelques avancées pour une meilleure prévention, gestion et résolution des crises en Afrique Centrale ? ». La réponse à cette préoccupation consiste d'abord à circonscrire le dispositif national de lutte contre les EEI (I), puis le rôle du Cameroun dans la coopération en la matière (II) et, enfin les défis et perspectives pour un renforcement de la lutte contre les EEI en Afrique Centrale (III).

¹ Action On Armed Violence (AOAV), Engins Explosifs Improvisés, menace globale, réponse globale, Analyse de l'impact des Engins explosifs improvisés, DGRIS, MINDEF.



Journal du Cameroun : Sécurité transfrontalière : Cameroun et Nigeria en concertation contre le terrorisme

I - DISPOSITIF NATIONAL DE LA LUTTE CONTRE LES EEI

L'élaboration et la mise en œuvre d'un dispositif national de lutte contre les EEI est la résultante de la prolifération des instruments de violence au Cameroun, conséquence des problèmes sécuritaires majeurs perceptibles. Ledit dispositif est constitué des mesures réglementaires prises pour prévenir l'acquisition des matériaux pouvant servir à la fabrication des EEI (A) et les mécanismes de riposte par la mise en place d'un cadre juridique national approprié (B).

A. Le cadre réglementaire national en matière de lutte contre les EEI

La présence d'EEI est avérée au Cameroun notamment dans la région de l'Extrême-nord et dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest respectivement dans le conflit avec Boko Haram et les séparatistes anglophones. Les attaques aux EEI y sont perpétrées par des groupes qui posent des mines artisanales sur le trajet des convois d'officiels camerounais lors de leurs déplacements dans ces zones. Autre fait davantage inquiétant, la présence de ce type de dispositif dans la capitale Yaoundé renforçant le spectre d'une ruée vers l'acquisition et la fabrication clandestine des EEI au mépris des dispositions réglementaires fixées par l'Etat. Pourtant, le Décret N° 81 -279 du 15 Juillet 1981, fixe les modalités d'application de la Loi N° 77-15 du 6 Décembre 1977 portant réglementation des substances explosives et des détonateurs. Au Chapitre 3 dudit décret, il est clairement indiqué que, il faut au préalable obtenir une autorisation d'exploiter une fabrique ou un atelier d'encartouchage des substances explosives ou des détonateurs, c'est-à-dire l'autorisation d'exploiter une fabrique ou un atelier d'encartouchage confère à son titulaire le droit de construire et de mettre en activité une usine de fabrication ou un atelier d'encartouchage des artifices de mise à feu et des substances explosives et détonantes. Au Chapitre 5, article 24, il est précisé que l'importation, la vente, l'achat ou le transport des substances explosives et des détonateurs est subordonnée à une autorisation préalable délivrée par l'autorité compétente.

B. Le cadre juridique national applicable en matière de lutte contre les EEI

Pour faire face à l'utilisation croissante d'Engins Explosifs Improvisés sur le territoire camerounais, le Gouvernement a immédiatement adopté une batterie de mesures visant à combattre cette menace d'un nouveau

genre. Aussi, un dispositif renforçant son cadre juridique national relatif aux questions du désarmement, de la criminalité transnationale, du terrorisme, de la corruption et des droits de l'homme est déployé du fait de leur lien avéré avec l'utilisation des EEI. Il s'agit entre autres des lois relatives au transport d'armes et de munitions à bord des aéronefs, ainsi que l'interdiction, la vente d'armes à feu et leurs munitions dans les régions du pays.

Ce cadre juridique a pour trame de fond les Conventions et traités internationaux liés aux grandes questions sus-évoquées, traitant des armes spécifiques telles que les mines antipersonnelles, des armes à sous munitions et d'autres restes explosifs de guerre que l'on pourrait considérer comme des Engins Explosifs Improvisés déclenchés par les victimes. Il ne serait donc pas superflu d'inférer que ces textes couvrent les effets de tous les EEI, car outre la Résolution A/RES/70/46 "Lutter contre la menace que représentent les Engins Explosifs Improvisés"², il n'y a pas encore de traité spécifique sur les EEI. De plus, certaines Conventions contiennent des dispositions fortement empruntées d'une marque de solidarité dans la lutte contre les explosifs et assimilés. C'est le cas de la Convention d'Ottawa du 03 décembre 1997, sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, ainsi que la Convention d'Oslo du 30 mai 2008, sur les armes à sous-munitions. Ces deux textes ratifiés par le Cameroun prévoient chacun une obligation réciproque des pays producteurs et détenteurs de mines en matière de dépollution et d'assistance aux victimes, notamment en leurs articles 6 (Coopération et assistance internationales). Ils constituent de ce fait les principaux socles du Cameroun dans l'action de sa coopération internationale contre les Engins Explosifs Improvisés et «concrétisent une nouvelle approche humanitaire du désarmement»³. De nombreux autres textes sous-tendent la lutte du Cameroun contre les EEI⁴. Mais de toutes

2 Adoptée le 7 décembre 2015, à l'occasion de sa 70^{ème} session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, cette résolution n'aborde pas encore la nécessité de réparations pour les victimes de ces attaques.

3 Dixit DELACROIX P., « La Convention d'Ottawa sur les mines anti-personnel : traité exemplaire ou cas d'espèce ? » in *Revue Internationale et stratégique*, 2014/4 (n°96), pp133-141.

4 Convention de Genève du 12 août 1949 et leurs protocoles additionnels ; Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles de 10 décembre 1976 ; Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes pouvant être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination du 10 octobre 1980 et ses protocoles IV,II modifié et V ; Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction du 03 septembre 1992 ; Traité de Pelindaba sur la non-prolifération nucléaire en Afrique du 11 avril 1996 ; Traité d'interdiction complète des essais nucléaires du 10 septembre 1996 ; Accord de Lomé-Acte constitutif de l'Union Africaine du 11 juillet 2008 ; Traité sur le commerce des armes du 02 avril 2013 ; Convention de l'Afrique Centrale pour le contrôle des armes de petit calibre, de leurs munitions et de toutes les pièces et composantes pouvant servir à leur fabrication, Réparation et assemblage, dite Convention de Kinshasa, du 30 avril 2010. Convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, 2003. P.14. Convention de l'Organisation de l'Union africaine sur la prévention du terrorisme et la lutte

évidences, ces mesures restent toutes inéluctablement tributaires d'une interdépendance complexe, compte tenu de la complexité de la question des EEI en elle-même, et nécessite le renforcement de la coopération avec nos partenaires bilatéraux et multilatéraux.

II - LA COOPERATION EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LES EEI

Les efforts visant à limiter les dégâts causés par les EEI ont amené les Etats à agir dans un cadre diplomatique constituant la base de toute coopération. Le Gouvernement camerounais a actionné ses leviers pour densifier ses relations bilatérales avec des Etats disposant d'une expertise avérée en matière de lutte contre les EEI (A), et se déploie au niveau multilatéral pour des négociations aboutissantes à l'acquisition d'une expertise locale en la matière (B).

A. La coopération bilatérale dans la lutte contre les EEI

Récemment impacté par le phénomène des EEI, le Cameroun a dû renforcer sa coopération bilatérale avec certains partenaires stratégiques en vue d'une meilleure appropriation des techniques de déminage et autres mécanismes de prévention contre ce nouveau type de menace. Il a ainsi pu négocier des clauses relatives aux questions connexes soulevées par les EEI dans certains Accords de Défense avec des Gouvernements et forces armées offrant leur expertise, équipement et aides financières. Aussi, le Cameroun a pu obtenir des offres d'amélioration de ses capacités contre les EEI locales, notamment par le biais de la coopération militaire avec ses partenaires historiques⁵. De nombreux détachements militaires et policiers ont ainsi bénéficié de formations dans le cadre de l'émergence d'une expertise locale. De plus, la diversification du panorama des partenaires du Cameroun a davantage renforcé cet aspect, notamment avec ses nouveaux partenariats qui proposent des formations individuelles ou à des unités opérationnelles. Leurs contributions salutaires et significatives dans la lutte contre la nébuleuse Boko Haram, s'inscrivent également dans la dynamique du renforcement du dispositif sécuritaire dans la sous-région Afrique Centrale, notamment autour du Bassin du Lac Tchad et des façades maritimes du Golfe de Guinée. Ainsi, plusieurs activités ont été menées en matière de formation spécialisée des organes chargés de

contre le terrorisme, adoptée à Alger le 14 juillet 1999.

⁵Sous la forme de rencontres bilatérales entre personnalités du monde de la défense et signature des accords ; d'assistance structurelle pouvant avoir lieu dans les pays bénéficiaires ou dans ceux apportant leur coopération ; d'entraînement et formation par des détachements de coopérants ou de conseillers techniques ou opérationnels ; d'organisation d'exercices en commun ; de don ou vente d'infrastructures, d'équipements ou d'armements ; d'aide financière.

l'application de la loi dans le domaine de la prévention et la lutte contre la criminalité, la cyber criminalité, la criminalité transfrontalière et le terrorisme, tout en les dotant de systèmes de communication et d'échange d'information⁶.

Cette dynamique bilatérale se vérifie également au niveau de coopérations intra-africaines. En effet, plus de 80 écoles africaines, à l'instar de l'EIFORCES, accueillent des stagiaires d'autres pays de la sous-région. Dans ce sillage, le protocole spécifique pour la mise en place d'une coordination des brigades d'intervention en matière de sécurité transfrontalière relatif à l'accord de coopération tripartite entre le Cameroun, la République Centrafricaine et le Tchad du 15 mars 2018 illustre cet élan. L'Accord Cameroun Nigéria sur la non-prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC) du 03 août 2018, ou encore l'Accord de Coopération entre le Cameroun et la Guinée Equatoriale relatif aux modalités de coordination d'actions communes en matière de Défense et de Sécurité du 21 juillet 2020 renforcent ce volet. Les campagnes de sensibilisation comme celles organisées au profit des Forces de Sécurité Intérieures du Cameroun, du Niger et du Tchad sont également à saluer en ce sens qu'elles posent les marques d'une empreinte multilatérale dans cette lutte contre les EEI.

B. La coopération multilatérale dans la lutte contre les EEI

De nombreux acteurs multilatéraux sont impliqués dans les programmes de coopération militaire visant à renforcer les armées africaines et à nouer des partenariats privilégiés.⁷ Au niveau des Organisations Internationales (O.I) à vocation continentale comme l'Union Africaine (UA), l'élaboration d'une stratégie de lutte contre les EEI s'avère fructueuse. Des Organisations Internationales et des Agences internationales financent des projets de coopération entre pays dans le cadre de la lutte contre les EEI. Ainsi, la Force Multinationale Mixte créée par la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) contre Boko Haram, à travers laquelle les Etats démontrent une volonté collective de prise en charge des questions de sécurité dans la sous-région a bénéficié de certains de ces financements⁸. Même si les opérations

⁶ <https://www.prc.cm/fr/actualites/audiences/1988-le-nouveau-commandant-d-africom-au-palais-de-l-unite>

⁷ LEBOEUF Aline, « Coopérer avec les armées africaines », focus stratégique, n° 76, IFRI, octobre 2017. 68pp. Centre des Etudes de Sécurité de l'IFRI.

⁸ Dans le même sens, la Force Multilatérale Conjointe (MNJTF) pour unifier les efforts de chaque pays contre l'insurrection de Boko Haram renforce la collaboration entre les armées et services de police du Nigéria, du Niger, du Bénin, du Tchad et du Cameroun. Ils sont renforcés par les actions d'autres entités comme le Centre africain d'Étude et de Recherche sur le Terrorisme (CAERT), structure de centralisation des informations, de la recherche et d'analyses sur le terrorisme et les groupes terroristes établit une plateforme d'interaction, de discussion et de coopération en matière de lutte

régionales contre les EEI sont couronnées de succès, il est de plus en plus reconnu qu'une stratégie préventive nécessite une collaboration au niveau international.

Les opérations contre les EEI incluent une variété d'Organisation Internationale coopérant au niveau mondial. En ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies (ONU), elle s'active pour l'adoption d'une approche pangouvernementale ou institutionnelle globale en matière de lutte contre les EEI. C'est dans ce cadre que le Forum du désarmement à Genève, joue un rôle moteur en animant plusieurs événements sur la thématique des EEI et que les États, à l'instar du Cameroun portent et suivent leurs plaidoyers pour bénéficier des offres de formation sur cette question. De plus, les pays y conduisent des négociations de Conventions visant à capter les offres à mettre à la disposition de leurs administrations techniques compétentes pour réduire les dégâts causés par les Engins Explosifs Improvisés (EEI) sont nombreuses⁹.

Des organisations de premier ordre dans cette lutte telles que : l'AXON Global Improvised Explosive Devices (IED) Partnership, le Groupe d'Action contre le blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC), le Programme Global Shield (PGS), Le Chemical Anti Smuggling Enforcement (CHASE) sont la résultante d'une coopération entre plusieurs entités ; notamment l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ou encore INTERPOL. Ces organismes opèrent conjointement et proposent des formations C-IED dans l'optique d'élargissement des réseaux d'échanges d'informations. A titre illustratif, le Projet visant à renforcer les capacités en matière de sécurité des douanes de l'Afrique occidentale et centrale (AOC), à l'attention de 14 Administrations Douanières¹⁰, en 2020 a permis la saisies de produits chimiques divers et de composants d'EEI, soit : 39 tonnes de cyanure, 7,8 tonnes de composants explosifs, 5200 mètres de cordons détonants, 1052 litres d'acide nitrique, 660 composants

contre le terrorisme entre les États membres et les Communautés économiques régionales/Mécanismes régionaux pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits (CER/MR) ; AFRIPOL, mécanisme africain de coopération policière renforcera grandement la capacité du continent à répondre à la menace que représente la criminalité transnationale organisée.

⁹Les agences de développement (AFP, GIZ, USAID) et autres institutions spécialisées (PNUD, ONUDC) jouent également un rôle moteur dans cette dynamique d'accompagnement des projets C-EEI ; Dans l'Extrême-Nord du Cameroun, plus de 42 organisations pilotent environ 156 projets (OCHA, février 2017). De plus, la coopération avec les organisations internationales compétentes chargées de la lutte contre le terrorisme, y compris la CCT, l'ONUDC, l'Institut interrégional des Nations unies pour la Recherche sur la Criminalité et la Justice (UNICRI), la Conférence internationale sur les stratégies nationales et régionales de lutte contre le terrorisme (CTITF), le Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF) et le (CGCC)À cet égard, des efforts conjoints entre le CAERT, le Centre de coopération mondiale contre le terrorisme (CGCC) et la CTITF sont en cours pour aider la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et la SADC à élaborer des stratégies régionales de lutte contre le terrorisme plus adaptées à leurs besoins et conditions spécifiques.

¹⁰ Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, République centrafricaine, Sénégal, Tchad et Togo.

d'allumeur et 220 litres de peroxyde d'hydrogène (opération ALAMBA). Financé par le gouvernement japonais, ce projet a doté les participants d'une gamme d'équipements¹¹. Nonobstant ces réussites, la persistance d'un certain nombre de vulnérabilités communes à la plupart des États africains constitue un frein au dispositif de lutte contre les EEI dans la sous-région Afrique Centrale.

III - DEFIS ET PERSPECTIVES POUR UN RENFORCEMENT DE LUTTE CONTRE LES EEI

La complexité de la menace des EEI limite la portée des actions entreprises dans la lutte contre ces dispositifs en Afrique Centrale et constituent de ce fait des défis (A) dont la solution passe par des actions prospectives (B).

A. Les défis de la lutte contre l'utilisation des Engins Explosifs Improvisés

L'endigement de la propagation mondiale des EEI constitue le plus grand défi des Nations Unies à maintenir la paix, à ce jour. En effet, les EEI représentent une menace globale par laquelle certains pays sont plus touchés que d'autres. Pourtant, Les questions de sécurité exigent une approche intégrée, qui prennent à la fois les aspects régionaux et globaux, les dynamiques technologiques et militaires, mais aussi médiatiques et humaines ; ou encore la dimension nouvelle acquise par le terrorisme ou la stabilisation post-conflit. De nombreux États ont ainsi amélioré leurs compétences en matière de lutte contre les EEI durant les dix dernières années, qu'il s'agisse des capacités des services de police, des forces militaires ou des autres forces de sécurité nationale. Cependant ces pratiques restent limitées quand elles ne sont pas ancrées dans une approche internationale adoptant le modèle et la structure même des réseaux terroristes utilisant des EEI.

En outre, la plupart des États s'accordent sur le fait de classifier certaines informations sur les EEI pour des raisons de sécurité nationale, mais ce principe conduit parfois à leur morcellement. Dans la même veine, certaines pratiques sur le terrain soulèvent parfois des polémiques. Dans la lutte contre Boko Haram, le Nigeria

¹¹ Ont ainsi été distribués une vingtaine de spectromètres Raman de haute technologie servant à la détection des précurseurs chimiques explosifs et 9900 kits de test jetables remplissant la même fonction mais destinés à être utilisés sur le terrain. De plus, 640 détecteurs de métaux à main ont été fournis pour faciliter la détection des armes et composants d'EEI, surtout aux frontières terrestres et dans les ports maritimes.

et le Cameroun ont subi les critiques des associations de droits de l'homme (Human Rights Watch, 26 mai 2015, Amnesty International 2016¹²). Il faudrait donc envisager des stratégies innovantes pour résorber ces manquements et rendre les mesures contre les EEI plus efficaces et efficientes.

B. Les actions perspectives pour une meilleure prévention contre les EEI

Des investigations montrent que la communauté internationale n'utilise pas encore tous les leviers disponibles dans la lutte contre les EEI. En effet, l'absence d'un traité spécifique aux EEI pose la nécessité d'élaboration d'un nouvel instrument juridique dans lequel l'aide aux victimes d'attaques d'EEI porterait spécifiquement sur le préjudice subi par ces attaques en temps de paix et l'assistance nécessaire à ces mêmes victimes suite à une telle attaque. Les signataires de ce texte seraient obligés de mettre en œuvre des mesures qui viendraient en aide aux victimes et renforceraient le financement et la sensibilisation de cette lutte. Dans le même sens, la société civile et les entreprises privées possèdent des informations qui pourraient être salutaires à cette dynamique. Aussi, la création des plateformes permanentes de concertation entre institutions étatiques, Organisation de la Société Civile, universitaires et partenaires au développement pourraient consolider la coordination des actions des différents intervenants dans le processus. Ceux-ci pourraient alors effectuer une évaluation de la situation des mines et EEI et mettre en place une stratégie d'éducation aux risques de mines.

En outre, il faudrait développer des méthodes novatrices pour aborder la gestion des armes en zone de conflit. L'utilisation de technologies permettant de personnaliser et de tracer les armes, ainsi que de restreindre le détournement et l'utilisation abusive des armes légères en situation de conflit, post conflit et en contexte de crise constituent des options. De plus, dans la perspective de la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange du continent africain, le Projet pour la Sécurité en Afrique Occidentale et Centrale aidera les Administrations douanières à sécuriser les chaînes logistiques face aux activités terroristes et des mouvements d'insurrection violents. Il faudrait de ce fait

aménager des espaces transfrontaliers pour accroître leurs potentiels d'échanges et de mobilités humaines tout en sécurisant l'Etat civil, et mettre sur pied des programmes régionaux de développement des zones frontalières afin d'en faire des territoires d'opportunité, de paix et de sécurité.

CONCLUSION

La prolifération des EEI en Afrique Centrale constitue un véritable défi sécuritaire. Ces instruments de violences sont stratégiquement utilisés pour faire des victimes, générer une perception d'insécurité, et influencer la volonté nationale. Les démarches de lutte contre les EEI s'inscrivent dans la dynamique de la coopération bilatérale et multilatérale dans les domaines militaires et du partage d'informations. Toutefois, la persistance de certaines insuffisances exige des solutions adaptées dans la régulation de la lutte contre les EEI, afin d'améliorer l'assistance technique internationale et la coopération, ainsi que l'assistance aux victimes. Le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine devrait envisager un plaidoyer ou la création d'un fonds dans sa démarche de lutte contre les Engins Explosifs Improvisés.

Dr Moussa OUMAR

Chargé d'Etudes au Centre d'Analyses Stratégiques, de Prospectives
et de crise du Ministère des Relations Extérieures
(oumar.moussa@diplocam.cm, oumar_moussa@yahoo.fr
+237 696967611/ 677455187)

12 Bonne cause, mauvais moyens : atteintes aux droits humains et à la justice dans le cadre de la lutte contre Boko Haram au Cameroun.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Documents et publications

CASEY-MASLEN S., «Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction», Nation Unies, 2012.

CILLIERS J., "Human Security in Africa: A Conceptual Framework for Review", African Human Security Initiative, Johannesburg 2004, 6 p.

JIEDDO, «Counter-IED strategic plan executive summary ». 2012-2016

LACROIX P., « La Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel : traité exemplaire ou cas d'espèce ? », in Revue Internationale et Stratégique, 2014/4 (n°96).

LEBOEUF A., « Coopérer avec les armées africaines », Focus stratégique, n° 76, IFRI, octobre 2017.

OKORO R., HUNTER B., «Stratégie nationale du secteur protection au Cameroun», UNHCR, 2017, 37 p.

NTUDA EBODE J. ET ALL., «le conflit Boko Haram au Cameroun : Pourquoi la paix traîne-t-elle ?», Fondation Friedrich Ebert o Stiftung, yaoundé, 2017, 36 p.

ROCHE Jean-Jacques (dir), Insécurité publiques, sécurité privée ? Essais sur les nouveaux mercenaires, Economica, 2005, 420 p.

- Théorie des relations internationales, 8e édition, Paris, Montchrestien, 2010, 160 p.

- Théories de la sécurité : approches, méthodes et concepts, Paris, Montchrestien, 2002, 158 p.

Rapports

Action On Armed Violence (AOAV), «Engins Explosifs Improvisés, menace globale, réponse globale, Analyse de l'impact des Engins explosifs improvisés», DGRIS, Mindef, rapport 2020.

Office Des Nations Unies Contre La Drogue Et Le Crime, «Curriculum de formation à l'attention des écoles de formation judiciaire et d'application à la loi, Lutte contre le terrorisme au Niger», Nations Unies, rapport 2018.

<https://www.prc.cm/fr/actualites/audiences/1988-le-nouveau-commandant-d-africom-au-palais-de-l-unite>

<https://www.africom.mil/image/33617/obangame-express-2019-begins>

http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-1059_fr.html

<https://www.interpol.int/fr/Actualites-et-evenements/Actualites/2020/L-Organisation-mondiale-des-douanes-obtient-l-acces-a-la-base-de-donnees-iARMS-d-INTERPOL>

<http://www.wcoomd.org/fr/media/newsroom/2020/july/wco-project-to-build-border-security-capacity-in-west-and-central-africa-comes-to-an-end.aspx?p=1>

<https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/ao%C3%BBt-novembre-2019/arme-depr%C3%A9dilection-des-terroristes>

<http://francopol.org/nouvelles/detail/campagne-de-sensibilisation-sur-les-eei-et-precurseurs-chimiques-de-xplosifs-au-tchad>

LA LUTTE CONTRE LES ENGINES EXPLOSIFS IMPROVISES DANS LE CADRE DE LA COOPERATION POLICIERE SOUS REGIONALE

Commissaire de Police William WANDJI KOUAMOU

Les Engins Explosifs Improvisés (EEI) constituent de nos jours, une menace grave pour les sociétés du monde entier. Ils frappent sans discrimination et leurs effets touchent principalement les populations civiles. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'en 2018, l'Assemblée Générale des Nations Unies s'est déclarée vivement préoccupée par «les ravages résultant de l'utilisation croissante d'Engins Explosifs Improvisés par des groupes armés illégaux, des terroristes et d'autres utilisateurs non autorisés, qui touchent un grand nombre de pays et font des milliers de victimes, tant civiles que militaires».



Figure N°1 : EEI à base d'explosifs militaires - fr.wikipedia.org



Les EEI sont devenus une arme de choix pour l'ensemble des réseaux interconnectés dont les activités constituent une menace, qu'elle soit criminelle, insurrectionnelle ou terroriste. Les réseaux qui exploitent cette menace font généralement recours à ces engins, parce que leurs composants sont peu coûteux, faciles d'accès, faciles à fabriquer, mortels et très efficaces.

Ils sont positionnés ou fabriqués de manière improvisée et incorporent des composants chimiques explosifs, incendiaires ou toxiques. Tactiquement, ils sont conçus pour détruire, handicaper, ralentir ou distraire. Ils peuvent incorporer des éléments provenant d'arsenaux militaires (grenades, mines, obus d'artillerie ...), mais le plus souvent, ils sont composés d'un assemblage de pièces non militaires que sont les précurseurs chimiques d'explosifs.



Figure N°2 : EEI à base de précurseurs chimiques - wcoomd.org

S'agissant tout particulièrement de l'Afrique Centrale, à ce jour et à l'observation, 4 pays font les frais de ces engins de la mort à savoir : le Cameroun, le

Tchad, la République Démocratique du Congo et, depuis quelques mois, la République centrafricaine.

INTERPOL, en tant que première organisation de coopération policière internationale, a intégré cette dimension dans sa stratégie globale de lutte contre le terrorisme, en mettant sur pied des mécanismes pouvant aider les pays à détecter, dépister et déjouer les trafics d'armes et des matériaux nécessaires aux activités terroristes.

La mise en œuvre de cette stratégie s'est appuyée sur un modèle de décentralisation hybride, fondé sur une approche régionale avec la mise sur pied des pôles régionaux de lutte antiterrorisme (en Anglais **RCTN** : Regional Counter Terrorism Nodes).

Le pôle régional d'INTERPOL de lutte contre le terrorisme en Afrique Centrale et en Afrique de l'Ouest (RCTN WCAF) est équipé et doté en personnels professionnels et expérimentés. Les bureaux régionaux INTERPOL de Yaoundé et d'Abidjan assurent, pour l'essentiel, une mission d'action opérationnelle dans le cadre du Programme Antiterrorisme d'INTERPOL, en nouant des liens bilatéraux directs avec les services antiterroristes nationaux des pays.

Concernant spécialement la lutte contre les Engins Explosifs Improvisés, l'expertise du pôle tourne autour des actions suivantes:

I - Faciliter l'échange de renseignements entre les pays membres sur les personnes et les modes opératoires liés aux incidents EEI

Les pays doivent impérativement disposer d'informations pour mener à bien leurs programmes de prévention du terrorisme NRBC-E (Nucléaire, Radiologique, Biologique, Chimique et Explosif) et pour adapter leurs opérations. INTERPOL, au quotidien, travaille à recueillir, transmettre et analyser des informations sur les trafics des substances NRBC-E et les autres activités illicites y afférentes, par l'exploitation des capacités d'analyse spécialisées telle que la base de données Geiger. Les résultats des analyses sont systématiquement communiqués aux pays membres au moyen des rapports réguliers et ponctuels.



Figure N°3 «Relier les polices pour un monde sûr» - interpol.int

INTERPOL a développé une base de données dénommée WATCHMAKER, qui porte sur les personnes connues et recherchées, impliquées dans la fabrication et/ou l'utilisation d'explosifs et d'Engins Explosifs Improvisés. Le projet WATCHMAKER permet à nos pays membres d'identifier et de suivre des individus connus ou présumés impliqués dans la fabrication ou l'utilisation d'EEl. Pour ce faire, des groupes de travail ont été créés afin de faciliter l'échange de données biométriques et de documents via l'identification et l'ajout de profils d'individus connus ou présumés dans la base de données prévue à cet effet.



Figure N°4 : Projet Watchmaker - interpol.int

De plus, toujours dans le cadre du projet WATCHMAKER, les notices et les messages d'alerte pourront être utilisés par les pays membres pour transmettre des informations techniques sur les EEl et sur les modes opératoires y afférents et pour mettre à jour et modifier ces informations.

INTERPOL, au quotidien, travaille à examiner les possibilités de partenariat avec les groupes de réflexion et des institutions universitaires de premier plan en vue de créer une base de données complète sur les incidents

EEl survenus à travers le monde. Cela permettra de fournir aux pays membres une analyse stratégique globale sur les nouvelles tendances et les nouvelles menaces EEl dans les régions visées. INTERPOL continuera à jouer un rôle central au sein de l'Alliance mondiale pour lutter contre les EEl et à œuvrer dans l'esprit de la résolution A/RES/70/46 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, qui encourage les pays à partager davantage d'informations sur le vol, le détournement, la perte et l'utilisation illicite de matériaux pouvant servir à fabriquer des EEl.

II - Renforcer les capacités des pays membres à prévenir les attaques EEl et à y répondre efficacement, en mettant en place des programmes de lutte à cette fin.

Compte tenu de la gravité des attaques terroristes EEl et de leurs conséquences transnationales, la préparation et la prévention sont des éléments essentiels des stratégies nationales et régionales. INTERPOL œuvre au renforcement des capacités afin de sensibiliser les pays membres aux attaques EEl et d'améliorer leur préparation. A cette fin, des méthodes de prévention et des guides sont soumis, et des formations spécialisées sont organisées afin de renforcer la capacité des services chargés de l'application de la loi, à prévenir les attaques EEl et à y répondre plus efficacement.



Figure N°5 @INTERPOL CBRNE

INTERPOL travaille à renforcer d'avantage les capacités des unités spécialisées en matière de prélèvement de données de police scientifique, d'analyse et d'enquête post-explosion au moyen de formation et d'exercices sur mesure. Une approche pluridisciplinaire de la menace s'avère essentielle à cet égard. Aussi, INTERPOL continuera de prôner une approche pluri-institutionnelle (police, douane, armée, santé publique, monde académique, autorités de contrôle et politiques) pour la mise en œuvre, à l'échelle nationale et régionale, des programmes visant à lutter contre cette menace.

III - Mettre au point et coordonner des opérations interservices transfrontalières fondées sur le renseignement, afin d'intercepter le trafic des matières NRBC et de composants d'EEl

La détection et l'interception du trafic transfrontalier de matière NRBC et de composants d'EEl et les enquêtes y afférentes nécessitent une coordination efficace entre les services au niveau national et transnational. De par son mandat et ses capacités policières (bases de données, analyse du renseignement, sécurité des frontières, formation et expertise NRBC-E), INTERPOL a vocation à faciliter et à guider la mise en œuvre de contrôles renforcés aux frontières afin de soutenir les mesures nationales de lutte contre le terrorisme visant à déjouer le trafic des matières NRBC et de composants EEl.



Figure N°6 : Opération SIMBA III détection des précurseurs d'EEl interpol.int

INTERPOL s'efforce d'améliorer la coordination des opérations transfrontalières dans les régions visées par sa stratégie, afin de lutter contre le trafic international

des matières NRBC et de composants EEl utilisés dans les attentats terroristes.

La mise en œuvre de cette stratégie opérationnelle s'appuie essentiellement sur les capacités policières d'INTERPOL et sur l'organisation des formations interservices, traduites en cadres opérationnels. Le lieu exact des opérations est déterminé au regard des analyses tactiques et stratégiques et en étroite concertation avec les pays membres participants.

IV - Nouer des partenariats stratégiques durables dans le domaine du terrorisme NRBC-E à l'échelle mondiale

Depuis la mise en place de son unité NRBC-E, INTERPOL est devenu un rouage essentiel du mécanisme mondial de prévention et de lutte contre le terrorisme NRBC-E. A cet égard, l'Organisation maintiendra son engagement à deux niveaux :

Poursuivre l'intégration de tous les grands cadres internationaux pertinents (ex : Comité établi en vertu de la résolution 1540 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur l'utilisation présumée d'armes chimiques et biologiques (UNSGM), Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matériaux connexes, Alliance mondiale pour lutter contre la menace EEl, Sommet sur la sécurité nucléaire (SSN), Initiative Mondiale de Lutte contre le Terrorisme Nucléaire (GICNT), Programme de Sécurité Sanitaire Mondiale (GHSA), Convention sur les armes chimiques, Convention sur les armes biologiques.

Nouer des partenariats durables avec les principales organisations internationales concernées (UNODA, UNICRI, AIEA, OIAC, OMS, OIE, UNMAS, DOMP, etc)

Commissaire de Police
William WANDJI KOUAMOU
Officier Spécialisé CBRNE RCTN-WCAF Bureau
Régional INTERPOL Afrique Centrale

LES EEI DANS LA DOCTRINE STRATÉGIQUE ET OPÉRATIONNELLE DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME DE LA FORCE MULTINATIONALE MIXTE

Colonel Jean-Claude MPAY

Face à la prépotence de l'asymétrie sacrificielle des kamikazes, recourant substantiellement aux Engins Explosifs Improvisés (EEI)¹ comme tactique terroriste contre les populations et les forces régulières dans la géosphère du bassin du lac Tchad, les stratèges se préoccupent de configurer des démarches stratégiques et opérationnelles d'optimisation de la riposte contre les EEI. Le présent article se propose de répondre à la problématique suivante : Quelle nature et quelle ampleur revêt la doctrine² stratégique et opérationnelle antiterroriste de la FMM, et comment pourrait-on robustifier les dispositifs de lutte contre les Engins Explosifs Improvisés qui émasculent l'engagement de la Force Multinationale Mixte (FMM)³ ? Il s'agit ici, triangulairement, de faire la radioscopie (I) de la FMM empêtrée dans le péril des EEI, sa cartographie opérationnelle (II), puis de manière prospective, la télescopie remédiate (III) des EEI dans l'espace du bassin du lac Tchad.

¹ Un EEI est un engin positionné ou fabriqué de manière artisanale et incorporant des composants chimiques explosifs, incendiaires ou toxiques. Il est conçu pour détruire, handicaper, ralentir ou distraire. Il peut incorporer des éléments provenant d'arsenaux militaires (par exemple une grenade), mais le plus souvent il est composé d'un assemblage de pièces non militaires.

L'EEI consiste typiquement en une charge explosive, une charge d'amorçage, un détonateur et un système soit mécanique, soit électronique de mise à feu. Il existe de nombreux types d'engins explosifs improvisés, souvent assemblés à partir d'éléments hétéroclites.

² La doctrine est un solfège qui établit et décrit des principes permettant de conduire toutes les opérations dévolues aux forces armées.

³ Les pays membres de la FMM sont le Cameroun, le Nigeria, le Niger, le Tchad et le Bénin.



Photo n°1 : Kamikazes avec leurs vestes explosives avec des étuis de munitions de 12,7 mm chargées d'urée Nitrate HME

I - LA RADIOSCOPIE DE LA FMM DANS SA LUTTE CONTRE LES EEI

Dans son format actuel, la FMM⁴ est configurée de manière multilatérale entre les pays riverains du bassin lac Tchad, auxquels s'est ajouté le Bénin, entre la fin 2014 et le début 2015, avec comme effectif de lancement de plus 8 000 hommes, afin de combattre le djihadisme sévissant dans cette aire interrégionale. La FMM a enregistré des succès notables, dans la mesure où ce multilatéralisme sécuritaire a permis une coordination tactique et une coopération transfrontalière entre les forces des différents pays qui la compose. Pour preuve, des offensives de la FMM en 2017 et 2018, accentuées par une opération plus soutenue en 2019, ont significativement fait reculer les terroristes.

En exécution de sa mission, et pour faire face aux menaces asymétriques en général et EEI en particulier, la FMM mène des opérations complémentaires terrestres, aériennes, amphibies et psychologiques pour lutter contre la secte terroriste et protéger l'intégrité territoriale des Etats concernés, leurs forces et leurs populations. Des succès tactiques ont certes été engrangés, mais, ils ne permettent pas de basculer dans le triomphalisme stratégique car, malgré la forte

4 L'Union africaine (UA) a approuvé la création de la FMM le 3 mars 2015 et prévu qu'une organisation sous-régionale, la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), soit l'organisme civil chargé de la diriger.

mobilisation de la FMM⁵ et des Armées Nationales des pays riverains du Lac Tchad, la menace terroriste persiste et continue à infuser horreur, terreur et misère dans cette aire interrégionale. Dans sa posture politico-stratégique, la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) a établi trois paliers de responsabilité des échelons de commandement dans la lutte contre les EEI : les paliers stratégique, opératif et tactique, lesquels confèrent une tonalité à la force de frappe de la FMM. Faire la radioscopie de la force de frappe de la FMM revient à évoquer ses échelons de commandement⁶, par les séquences successives de la planification et de la prévention des EEI.

A. LA PLANIFICATION DE LA RIPOSTE CONTRE LES EEI

La planification de la lutte contre les EEI peut être abordée sous le triple volet stratégique, opératif et tactique.

1- Le niveau stratégique de la lutte contre les EEI

Le niveau stratégique est un cadre de cohésion des

5 Historiquement, la Force Multinationale Mixte (FMM) a été créée pour lutter contre la pieuvre Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad. La FMM5 apparaît comme la nervure d'engagement opérationnel de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT).

6 Confer. DIA-3.12 Appui du génie militaire aux opérations interarmées – supplément français à l'AJP-3.12. Cette DIA constitue le document de référence concernant l'emploi opérationnel des acteurs du génie militaire. Les prérogatives des échelons de commandement du génie, notamment au niveau opératif, sont précisément définies.



Photo n°2 : Un EEI

forces mobilisées dans la lutte contre les EEI. Ce cadre fédère des règles et des normes comme moyen d'uniformiser une force contre l'ennemi évanescents et caméléonien. Il s'agit alors d'un cadrage du langage commun des alliés et des armées engagés. Ce niveau s'articule autour de plusieurs volets, dont le partage de l'information et le renforcement de la coopération avec d'autres organisations internationales et forces publiques (Police, Douanes, Armées Nationales ...), notamment les forces nationales voisines des pays contributeurs de troupes. En matière de formation de niveau non disponible au sein des pays contributeurs de troupes, des demandes envers les pays partenaires pour des formations de formateurs sont régulièrement émises.

2- Le niveau opératif de la lutte contre les EEI

La responsabilité du traitement de la menace EEI incombe au commandant de la Force qui peut, autant que nécessaire, requérir les conseils des experts de la lutte contre les EEI regroupés notamment au niveau des cellules de commandement et de coordination Contre-IED de l'Etat-Major de la FMM. Son chef de cellule veille à la bonne exécution des mesures de lutte contre les EEI dans les 4 secteurs, par l'harmonisation des entraînements et les demandes en formation des personnels de la Force. Le partage de l'information entre forces publiques internationales et nationales, ainsi qu'entre services de douanes et de contrôle aux frontières, joue un rôle déterminant dans la représentation graphique des réseaux ennemis. La FMM forme également ses troupes à l'interaction avec les civils dans le cadre d'un déploiement. Les informations fournies par les civils, qui connaissent la région, peuvent s'avérer essentielles à la prévention d'attaques aux EEI.

3-Le niveau tactique de la lutte contre les EEI

Les commandants de niveau tactique ont en particulier vocation à conduire des opérations spécifiques visant à attaquer les réseaux et mettre en échec le système EEI par la mise en œuvre de capacités spécialisées (Explosive Ordnance Disposal –EOD, Weapons Intelligence Team - WIT, fouille opérationnelle, ...)⁷.

B. LA PRÉVENTION CONTRE LES EEI DANS LA GÉOSPHERE DU BASSIN DU LAC TCHAD

Deux instruments sont mobilisés par la FMM dans la prévention des EEI : le renseignement et la préparation de la force.

⁷ Outre l'AJP-3.15, l'AJP-3.12 (Allied Joint Doctrine for military engineering – édition B de juin 2014) souligne l'importance du rôle joué en matière de coordination des moyens de lutte contre les EEI par le Joint Force Engineer.

1- Le renseignement et l'exploitation des informations

1.1-Le recueil du renseignement⁸

Le recueil du renseignement est important dans le cadre spécifique de la lutte contre les EEI. Toutes les composantes et toutes les sources de renseignements (génériques ou spécialisées) concourent à la lutte.

Le Renseignement d'Origine Humaine (ROHUM), qui est la principale source de renseignement, a souvent permis, grâce à sa fourniture par des populations favorables, de neutraliser des terroristes avant la pose ou le déclenchement de la charge explosive des kamikazes.

Le Renseignement d'Origine Image (ROIM) concerne la prise d'images par des drones ou des aéronefs ISR (Intelligence Surveillance Reconnaissance). Il a souvent permis d'observer des poses d'EEI nocturnes et des fabriques d'EEI entre autres.

Le Renseignement d'Origine Electro-Magnétique (ROEM) concerne les interceptions de communications radio ou téléphoniques qui ont permis la localisation et la neutralisation de fabricants et poseurs d'EEI.

1.2- L'analyse et l'exploitation des informations

La FMM prévoit une exploitation à trois niveaux des informations recueillies dans le cadre d'événements EEI :

- l'exploitation sur le terrain (niveau 1) impliquant l'intervention de spécialistes au plus près de l'évènement;
- l'exploitation de théâtre (niveau 2) à partir de laboratoire(s) d'analyse mettant en œuvre des procédés scientifiques particuliers notamment sur les objets contenant des matières actives, difficilement transportables hors théâtre ;
- l'exploitation en dehors du théâtre (niveau 3) impliquant des laboratoires criminalistiques nationaux et des pays amis.

Les matériaux utilisés et la manière de les agencer dans la fabrication des EEI permettent souvent d'identifier l'auteur du montage.

2- La préparation de la force contre les EEI

Avant leur déploiement, les forces de la FMM suivent une formation dont le but est de les préparer⁹ à la

⁸ Le chapitre 2 de l'AJP-3.15 Allied Joint Doctrine for Countering – Improvised Explosive Devices est entièrement consacré à l'importance du renseignement

⁹ Il existe dans chaque pays des centres d'aguerrissement pour les troupes appelées à être déployées

conduite d'opérations dans un environnement contaminé par des EEI. Cette formation à la lutte anti-EEI est axée principalement sur la capacité à mettre en échec les réseaux avant le placement des engins, à détecter les EEI et à les neutraliser de manière sûre avant que des soldats ou des civils ne soient blessés ou tués, ainsi que la réduction maximale de leurs effets à travers la protection des soldats, des plates-formes et des installations. Elle forme également ses troupes à l'interaction avec les civils dans le cadre d'un déploiement. Il existe également des formations à l'interaction avec les civils.

Au cours du déploiement, les forces reçoivent aussi des instructions complémentaires visant à actualiser leurs connaissances et à les aider à faire face aux difficultés propres à chaque région¹⁰.

II - LA CARTOGRAPHIE OPÉRATIONNELLE

dans le théâtre de la FMM tels que celui de Mindif au Cameroun.

¹⁰ Plusieurs centres d'excellence proposent également des stages et des formations spécifiques à un environnement contaminé par des EEI à l'instar de l'École de Déminage du Bénin.

DE LA FMM CONTRE LES EEI

La cartographie anti EEI repose sur quatre composantes fonctionnelles ainsi que sur le dispositif de neutralisation.

A. LES QUATRE COMPOSANTES FONCTIONNELLES ANTI EEI

1- La composante terrestre

Eu égard à la nature principalement terrestre des événements EEI, la composante terrestre contribue avec l'ensemble de ses capacités à la lutte contre les EEI. On a observé à plusieurs reprises la détection d'EEI sur le terrain principalement par elle, le plus souvent dans des postes de contrôle ou des composants d'EEI ont été découverts à bord de véhicules.

2- La composante aérienne

Concernée au même titre que la composante terrestre pour toutes les activités nécessitant une empreinte terrestre, la composante aérienne contribue



Wikipédia - Force multinationale mixte — Wikipédia

directement à la lutte contre les EEI par sa capacité à faire des reconnaissances et à délivrer rapidement et précisément des feux. Ces feux peuvent être de nature directe (sur les membres ou sphères des systèmes EEI) ou indirects (afin de réduire la mobilité des membres du système EEI). En outre, les nouveaux moyens de détection impliquent de plus en plus la composante aérienne. Les avions de chasse de la FMM ont détruit plusieurs usines d'EEI pendant que des ISR et drones ont observé des poses d'EEI de jour comme de nuit.

3- La composante maritime

La composante maritime nécessite pour manœuvrer d'une très faible empreinte terrestre. Elle n'est donc que marginalement exposée à la menace EEI traditionnelle. Pour autant, en environnement maritime, les EEI constituent une menace avérée et particulièrement sensible en termes de liberté d'action. Les combattants BH ont commencé à employer des mines fluviales après les nombreuses pertes subies par elles lors de l'opération « Colère de Bohoma » d'où les terroristes ont perdu un millier d'hommes suite aux attaques terrestres amphibies et aériennes de la FMM.

En matière de lutte, la composante maritime joue un rôle de perturbation et de brouillage, voire de coupure des lignes d'approvisionnement des réseaux EEI. Ainsi, les troupes amphibies ont intercepté et détruit de nombreuses embarcations et radeaux appartenant aux terroristes chargés d'urée, de câbles en aluminium et piles qui sont des composants de base des EEI.

4- La composante opérations spéciales

La composante opérations spéciales participe à la lutte contre les EEI par ses capacités d'observation, d'identification et de ciblage des éléments adverses participant aux systèmes EEI. À la FMM, ses éléments ont effectué des opérations de ciblage sur des fabricants d'EEI après recherche et identification positive.

B. LE DISPOSITIF DE NEUTRALISATION DES EEI

La neutralisation des EEI est probablement la partie la plus visible des activités de lutte anti-EEI. Pour qu'elle soit réellement efficace, elle doit être précédée par des activités visant à identifier et à mettre en échec les réseaux qui placent, fabriquent et acquièrent des EEI. La FMM s'emploie à réduire la fréquence et la gravité des attaques perpétrées au moyen d'EEI, mais elle cible également les filières logistiques.

1- L'attaque des réseaux

L'attaque des réseaux consiste à mettre en échec les réseaux qui placent, fabriquent et acquièrent des EEI en réduisant la fréquence et la gravité des attaques perpétrées par ces moyens, mais elle cible également les filières logistiques. Elle nécessite une approche globale et des modalités particulières sur lesquelles nous insistons dans la partie prospective de cette analyse. Pour autant, tout en se concentrant sur la zone d'opérations, la FMM étudie l'exécution d'opérations visant à mettre en échec les réseaux ennemis dans la zone d'intérêt de la Force. La Force a saisi plusieurs fois des stocks d'urée et câbles de cuivre servant à la fabrication des EEI. Les réseaux sont généralement attaqués par :

- Des pressions exercées sur les groupes adverses ;
- L'isolement de l'adversaire et sa neutralisation physique ;
- L'exploitation critique de la cause adverse et des griefs présentés, afin de couper les groupes ennemis du soutien de la population locale ;
- La gestion des figures de proue. Certains mouvements adverses utilisent des personnalités très médiatiques afin de personnaliser leur lutte et de mobiliser une frange de l'opinion publique. La lutte contre ces personnalités contribue de facto à l'attrition des réseaux.

2- La mise en échec de l'EEI

La mise en échec de l'EEI recouvre une large palette d'activités tactiques concourant notamment à la protection de la Force et des populations. L'objectif reste la préservation de la liberté de manœuvre de la Force et, dans le cadre spécifique des opérations de stabilisation, de permettre à la Force d'interagir concrètement avec les acteurs autochtones et de garantir la sécurité de la population locale. La mise en échec des engins est conduite selon deux approches distinctes, mais complémentaires.

2.1- L'action directe

L'action directe permet d'affronter l'adversaire, le mettre hors de combat et l'empêcher de développer toute possibilité d'actions terroristes ou de guérilla et de traiter les EEI pour les mettre en échec. Elle permet d'obtenir des résultats rapides mais pas toujours durables. Par son caractère insidieux, notamment si l'adversaire a recours aux attaques suicides, la menace EEI est difficilement contrée par la seule action directe, sauf si elle se concrétise par des opérations offensives intervenant en amont de toute attaque. La secte Boko

Haram utilisant des Kamikazes et véhicules béliers dans leur système de défense, lors de certaines opérations, les Forces de la FMM les ont plusieurs fois neutralisés avant qu'ils ne passent à l'acte.

2.2- L'action indirecte

L'action indirecte porte sur les ressources de l'adversaire (financement, recrutement, constituants,...) et vise à limiter les effets indirects des attaques par EEI (exploitation médiatique à des fins de propagande). Souvent plus efficace à terme, l'action indirecte ne permet pas d'obtenir des effets immédiats. Elle est donc mise en œuvre dans la durée pour lui laisser le temps de produire ses effets. En outre, elle nécessite une coordination étroite des opérations aux niveaux stratégique et opératif.

III - LA DÉMARCHE STRATÉGIQUE PRÉFÉRENTIELLE D'OPTIMISATION DE LA LUTTE CONTRE LES EEI DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD

La défense aujourd'hui, au sens large, c'est beaucoup plus que le treillis et les rangers, les militaires le savent mieux que quiconque. Il existe dans la pratique des armées une asymétrie fondamentale, presque axiomatique, entre l'apport et le rendement générant une efficacité et une rentabilité très en deçà des ambitions et des espoirs légitimes des populations. L'approche parcellaire est compréhensible, explicable, légitime mais elle n'est pas satisfaisante. Il faut avoir le courage de repenser les modes de concertation et d'intervention de la Communauté internationale dans les zones de crise.

A. UNE RIPOSTE STRATÉGIQUEMENT MAXIMISÉE PAR LE BINÔME INTELLIGENCE ÉCONOMICO-STRATÉGIQUE ET APPROCHE GLOBALE

Cette option stratégique apparaît préférentielle dans l'attrition intégrale des EEI dans le pourtour du Bassin du Lac Tchad et peut s'articuler autour de deux leviers complémentaires que sont :

- L'Intelligence Economique et Stratégique (IES) dans la lutte contre EEI ;
- L'approche globale dans la lutte contre les EEI.

1- L'approche conceptuelle et contextuelle de l'IES contre les EEI

L'IES renvoie à la version re-modelée de ce qui est

commodément appelé «la veille stratégique». L'IES correspond à une adaptation du dispositif sécuritaire face à un contexte post-étatique à dominance asymétrique qui dicte le phénomène des EEI. A travers l'IES, la lutte contre les EEI s'articule dorénavant sur une robuste projection de la logique préemptive, laquelle est attentive à la dévolution capacitaire des forces régulières, à tuer dans l'œuf toute initiative artisanale explosive. De fait, le mot Intelligence¹¹ est dérivé du latin *intelligence* qui signifie « *discerner, saisir, comprendre* ». C'est l'Intelligence qui permet de construire un nouvel algorithme¹², plutôt que reproduire ce qui s'est déjà fait, en adaptant les processus de résolution des problèmes posés¹³. Concernant la défense, outre l'acquisition des informations, leur traitement et la gestion – distribution des connaissances, il s'agit aussi de classer et sécuriser l'information et d'être en mesure de manager la réputation et l'influence¹⁴. Très spécifiquement, l'Intelligence Economique et Stratégique¹⁵ recueille des informations qui permettent l'analyse de l'environnement : forces dynamiques en présence, terrain et modalités d'action des acteurs. L'Intelligence Economique et Stratégique est l'outil qui permet l'établissement des hypothèses prospectives à partir desquelles le décideur peut concevoir sa stratégie afin d'atteindre le but qu'il s'est fixé. En matière de sécurité, les applications de l'Intelligence Economique et Stratégique peuvent être variées. Elle dispose non seulement de techniques éprouvées pour l'acquisition de l'information et de la connaissance en général, mais aussi de méthodes d'approche des problématiques telles que la stratégie, sans oublier ses capacités d'analyse et d'influence. C'est dire que l'Intelligence Economique et Stratégique est le socle d'ensemencement de l'approche globale.

11 Au VI^{ème} siècle avant Jésus Christ, l'un des précurseurs du renseignement, le chinois SUN TSÉ, auteur de «l'Art de la Guerre», pensait à formaliser la construction de réseaux d'espions et d'informateurs. Pour lui : «une armée sans agents secrets est un homme sans yeux ni oreilles».

Plus tard, MACHIAVEL (1469-1527) abonda dans le même sens en soutenant que « rien ne fait plus grand un capitaine que de pénétrer les desseins de l'ennemi ».

12 Les outils de l'intelligence économique et stratégique permettent d'améliorer les représentations du réel, d'acquiescer les connaissances et de comprendre les forces et rapports qui commandent l'environnement d'une organisation dans le temps et dans l'espace considéré, afin de concevoir et mener à bien sa stratégie, c'est à dire définir et acquiescer son but avec les plus grandes chances de succès.

13 L'intelligence permet de passer de l'intuition au concept, mais aussi de l'inconscient perceptif au conscient structuré et de la réaction instinctive, ou conventionnelle, à la stratégie conçue et construite, afin de faire face de manière adaptée et opérationnelle à une situation nouvelle.

14 Christian HARBULOT estime que l'intelligence économique permet de formuler une grille de lecture des affrontements économiques aux différents niveaux d'implication des acteurs.

15 L'intelligence économique est de fait au service de la stratégie car elle intervient sous plusieurs aspects indissociables dans l'élaboration de la stratégie d'une organisation :

- L'anticipation
- La gestion des risques
- L'innovation
- Le développement.

2-L'approche globale comme chaînon manquant des stratégies de prévention et de déconstruction des EEI

À travers l'approche globale¹⁶, qui vise un règlement durable et rapide des crises, les gains tactiques sur le théâtre des opérations doivent être transformés en défis complémentaires politiques, économiques, sociaux, symboliques, technologiques et légaux. Il s'agit de faire de la sécurité humaine le fil d'Ariane de la sécurité institutionnelle pour donner sens et consistance et ce, de manière durable, à la notion de sécurité globale des États. Ainsi, la FMM envisage cette lutte de manière globale. Les événements EEI ne sont que la partie la plus visible d'un réseau systémique complexe contre lequel il convient d'agir dans sa totalité de manière coordonnée, afin d'obtenir des résultats tangibles. Si les aspects défensifs sont essentiels, leurs pendants offensifs s'avèrent déterminants et la lutte contre les EEI nécessite intrinsèquement une démarche proactive de la part de la Force. Enfin, une condition capitale dans la mise en œuvre de l'approche globale dans la lutte contre les EEI repose sur le **facteur anthropologique**¹⁷ afin de comprendre au mieux les besoins et la culture des communautés et des États du Bassin du Lac Tchad. Une autre façon de dire que l'approche globale est inefficace si une connaissance préalable de cette aire géopolitique n'est pas appréhendée, que ce soit aux niveaux des acteurs militaires (armées) ou des acteurs civils (ministères, institutions internationales, et organisations non-gouvernementales). L'approche globale doit donc prendre en compte «l'être humain». La non prise en compte du facteur anthropologique par les stratégies peut compromettre la déconstruction durable du terrorisme¹⁸.

B. UNE RIPOSTE OPÉRATIONNELLEMENT OPTIMISÉE PAR LE RECOURS À LA BIOMÉTRIE

¹⁶ L'approche globale est une stratégie de résolution des crises tout particulièrement adaptée aux États fragiles ou faillis.

L'approche globale est une stratégie qui indique que le triangle sécurité-développement-gouvernance constitue le levier irréfragable de résolution synchronisée et durable d'un conflit. Ici, une communauté de développement n'est pertinente que si elle est en amont une communauté de sécurité bâtie sur une gouvernance démocratique.

¹⁷ L'anthropologie politique est utile à la compréhension du fonctionnement des sociétés, des tribus, des communautés, et des gouvernances du bassin du lac Tchad ; elle a pour but de comprendre un système politique « primitif » et traditionnel.

¹⁸ Deux facteurs peuvent justifier la nécessité de la prise en compte de l'anthropologie dans la stratégie de lutte contre les EEI :

- Le facteur lié à la désorganisation sociale :

En effet, lorsque le contrôle social au sein de la communauté s'effondre, en raison d'un statut économique médiocre, ou d'une hétérogénéité culturelle accrue, le taux de radicalisation des recrues du terrorisme grimpe ;

Le facteur lié à la tension sociétale structurelle :

- Le sentiment, de n'avoir aucune perspective de réussite sociale, peut pousser certains individus vers le terrorisme.

La biométrie (ou plus précisément la reconnaissance biométrique) se définit par l'utilisation de traits physiologiques ou de caractéristiques comportementales distinctives (empreintes digitales, visage, iris, voix, autres...) pour reconnaître des personnes automatiquement. Il serait souhaitable que l'introduction de l'usage de la biométrie soit prise en compte. La biométrie est un outil essentiel dans le cadre de lutte contre le système EEI. Les relevés effectués sur les EEI intacts ou consécutivement à un événement (empreintes décadactylaires, ADN, autres, ...) s'avèrent déterminants pour la connaissance et la lutte contre les réseaux¹⁹. Actuellement les principaux buts d'un système sont de faire de l'identification (une recherche d'un individu dans une base de données biométriques), ou de l'authentification (vérification de l'identité par rapport à des données de référence). Le recours à la biométrie peut utilement être greffé à d'autres démarches d'optimisation dans la lutte contre les EEI :

- L'harmonisation des législations des 4 pays autour du Lac Tchad pour l'interdiction de l'urée, engrais chimique agricole, utilisé dans la fabrication artisanale des EEI. La dotation en moyens de détection de nouvelle génération plus performants apparaît également comme une urgence. En effet les terroristes ont toujours un pas d'avance sur les forces. Actuellement en plus des mines fluviales cachées sous l'eau ils font des EEI difficilement détectables en emballant les matériaux métalliques afin que les détecteurs ne puissent pas les repérer ;
- L'équipement en véhicules blindés de Transport de Troupes supplémentaires avec châssis en «V» ;
- L'acquisition de moyens de détection de dernière génération capables de déceler des EEI sous emballage plastique ;
- La formation et l'équipement des plongeurs démineurs au vu de l'introduction récente des mines fluviales ;
- La mise à disposition voire l'augmentation des laboratoires d'exploitation de théâtre et de laboratoires criminalistiques nationaux dans chaque pays
- L'intensification des actions civilo-militaires pour accroître le soutien des populations dans les zones affectées ;
- L'intensification de l'instruction des populations sur

¹⁹ Si en l'état, l'AJP-3.15 demeure prudente et évasive en ce qui concerne cet aspect, les spécificités nationales en matière de biométrie et de recueil, stockage et utilisation des données sont déterminantes.

le risque des EEI et la façon de répondre lorsqu'ils sont découverts.

préventive et curative des EEI.

CONCLUSION

A tout prendre, la présente recherche entendait jeter un éclairage stratégique et opérationnel sur la nature et la structure de la riposte menée par la FMM sur les EEI dans le Bassin du Lac Tchad. Dans une approche ternaire, il s'est agi de faire la radioscopie, la cartographie et la télescopie de la lutte contre les armes artisanales dont se servent les terroristes de Boko Haram pour semer le stress institutionnel et la détresse humaine dans cette sphère géopolitique. L'aspect mitigé des résultats jusque-là obtenus par la FMM contre les EEI inspire un re-paramétrage systémique qui s'appuie sur deux leviers de projection : l'Intelligence Economico-stratégique et l'approche globale. Ces deux levains idéologiques rencontrent l'approche anthropologique et le recours à la biométrie dans la perspective préemptive,

Colonel Jean-Claude MPAY

Officier Supérieur de l'Armée de Terre du Cameroun
Breveté de l'Ecole Supérieure Internationale de
Guerre du Cameroun (ESIG)
Attaché de Défense Près Le Haut-Commissariat du
Cameroun en République
Fédérale du Nigeria



Photo n°3 : Véhicule piégé avec deux bouteilles de gaz propane et minuteur

LES ENGINES EXPLOSIFS IMPROVISES : L'URGENCE DE LA FORMATION ET DE LA SENSIBILISATION

Colonel Fiacre Kisito ATANGANA

Depuis le siège de l'insécurité dans l'Extrême-Nord du Cameroun avec la montée en puissance de la secte Boko Haram et la déclaration de guerre qui s'en est suivie contre ledit groupe terroriste, les populations camerounaises se sont accoutumées à des expressions telles que : Engins Explosifs Improvisés (EEI) autrement appelés «Bombes artisanales», kamikazes etc... Pourtant, un flirt assidu avec l'histoire nous apprend que le vocable Engin Explosif Improvisé date d'une époque bien lointaine. Sans s'engouffrer dans l'histoire notamment de l'Antiquité, le développement de l'asymétrie dans les guerres insurrectionnelles (Afghanistan) et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Asie, en Afrique et dans le monde en général (Al Qaeda, Irak, Syrie etc...), ont permis d'observer un recours systématique et une utilisation exacerbée de «l'Arme du faible»¹, des bombes artisanales, pour faire face à la puissance de feu des armées modernes, des forces conventionnelles.

¹ Appellation utilisée au Mali pour expliquer le recours aux bombes artisanales par les groupes terroristes à l'équipement rudimentaire.



CRTV - Explosion d'une bombe artisanale à Nsam

Ce qu'il faut retenir est qu'un Engin Explosif Improvisé est «une arme explosive non conventionnelle dont la forme n'est pas définie et qui peut être activée de plusieurs manières»². Son utilisation abusive par des groupes terroristes, rebelles et divers mouvements irrédentistes en font une préoccupation sécuritaire mondiale³.

Aujourd'hui, les EEI soumettent les responsables des Forces de Défense et de Sécurité à des enjeux multiples, parmi lesquels :

- La détection ;
- La neutralisation ;
- L'identification ;
- La destruction ;
- Le démantèlement des réseaux de promotion ;
- La protection des forces et des civils, véritables victimes collatérales.

Au regard des modes opératoires de leurs utilisateurs, un constat est formel : les EEI tuent sans

discrimination, faisant davantage de victimes parmi les civils qui ne disposent pas d'une protection à la hauteur de celle réservée aux forces.

Dans la stratégie globale adoptée par les différents Etats et organisations⁴ pour lutter contre l'utilisation des EEI et diminuer leur impact dans les conflits asymétriques qui n'ont de cesse de se démultiplier, la formation en est un pilier majeur. L'EIFORCES, consciente de son rôle dans la préparation des forces de sécurité et des civils aux opérations de sécurité intérieure et de paix n'est pas restée inactive face à l'urgence de développer une ingénierie en matière de formation sur les EEI. Bien qu'étant encore à ses débuts, la formation impulsée par le Centre d'Excellence de l'UA et de la CEEAC s'inspire des standards définis par l'OTAN (I), se permettant ainsi, à la hauteur de ses modestes moyens dans le domaine, de préparer les forces et autres acteurs à affronter le mal (II).

I – DEFINITION DES STANDARDS EN MATIERE DE FORMATION

² Définition donnée par l'OTAN.

³ Quelques statistiques puisées à bonne source (Auteur) attestent de la hausse vertigineuse du nombre de morts et blessés, militaires et civils du fait de l'utilisation desdits engins.

⁴ Parmi les organisations qui se sont appropriées la lutte contre les EEI, l'OTAN s'est doté d'un cadre juridique de formation et de suivi qui a développé une ingénierie de formation en la matière au détour d'un certain nombre de centres de formations qu'abritent certains pays membres.



Photo 1 : un modèle d'EEI

Dans le cadre de sa stratégie de lutte contre les EEI, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a défini un plan d'action axé sur trois objectifs à savoir la neutralisation, la formation et l'entraînement.

I.1- La neutralisation des engins

La neutralisation des engins passe par l'identification des réseaux qui placent, fabriquent et acquièrent les EEI. L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord a développé une approche globale qui intègre tous les acteurs de la lutte contre ces engins. Cette approche s'appuie sur le partage de l'information, la coopération avec les organisations internationales et les forces publiques. Son plan d'action fait ensuite honneur à un entraînement spécifique des troupes déployées dans les zones où les EEI sont largement utilisées.

I.2- La formation et l'entraînement

Il s'agit ici de former les forces avant leur déploiement, afin de les préparer à la conduite d'opérations dans un environnement pollué par les EEI. En outre, il existe une formation «in situ» pour faire prendre conscience des réalités du terrain, d'actualiser leurs connaissances et à faire face aux difficultés propres à chaque Région.

L'OTAN s'emploie, par ailleurs, à réduire les écarts entre les pays en matière de formation, de normalisation et d'élaboration de la doctrine dans le cadre de la lutte contre les EEI. Ce cadre, qui reste perfectible, n'est pas encore au cœur des préoccupations des organisations régionales et sous régionales africaines. Compte tenu de l'actualité et de l'urgence d'adopter sa proaction ainsi que sa réaction au contexte sécuritaire imposé par le théâtre des opérations, l'EIFORCES en a pris la pleine mesure, en s'investissant dans la préparation et la formation de forces de sécurité et personnes civiles sur les EEI.

II - L'EIFORCES EN AVANT-GARDE

Dans la mouvance qui s'inscrit en droite ligne de ce qui se passe dans les autres parties du monde touchées par le phénomène des EEI, la formation et la sensibilisation sont déterminantes. Aussi, l'Ecole Internationale des Forces de Sécurité en a fait sienne cette préoccupation. Afin de préparer les troupes et les acteurs sociaux, mobilisés pour solutionner les différents conflits, à affronter cette réalité, l'EIFORCES s'attèle à la sensibilisation tant au niveau tactique, opératif que stratégique. Elle accorde également un point d'honneur à la formation des hommes sur le terrain.

II.1-LA SENSIBILISATION AUX EEI : UN PREALABLE



Photo 2 : un militaire inspectant un véhicule - Source : Auteur

L'EIFORCES a développé des modules relatifs à la sensibilisation pour le premier et le second à la formation de policiers et gendarmes sur le déminage et la destruction des engins identifiés.

En effet, depuis l'année 2018, avec l'ampleur qu'a prise l'utilisation des EEI tant par les terroristes de Boko Haram que l'utilisation de plus en plus systématique de ces engins par les sécessionnistes dits «Ambazoniens», qui arpentent les rues et pistes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, la nécessité de sensibiliser se fait sentir avec une extrême acuité. Dans ce cadre, un séminaire d'une semaine est prévu à l'intention du personnel en service dans les zones en conflit. L'objectif dudit stage vise à leur apprendre à réagir face aux dangers liés aux engins explosifs et aux Restes Explosifs de Guerre (REG). Sont également intéressés par ledit séminaire, les personnels servant dans des ONG et exposés aux mêmes dangers.

Dans la même veine, la nécessité d'introduire des cours de sensibilisation aux EEI lors des stages développant d'autres thématiques s'est fait sentir. Ainsi, en janvier 2021, dans le cadre du séminaire sur la protection des civils (POC) organisé à l'intention des personnels de la haute administration camerounaise et des auditeurs camerounais et étrangers du Brevet d'Etudes Supérieures de Sécurité (BESS 7), un module sur la sensibilisation aux dangers des EEI et sur les attitudes à adopter face à ces engins a été dispensé aux séminaristes.

Par ailleurs, il est prévu, courant du mois de novembre 2021, l'organisation d'un séminaire de sensibilisation sur les EEI sous l'égide du PNUD, sur financement japonais. D'une durée d'une semaine, ce séminaire réunira les personnels des forces de sécurité, membres d'ONG déployés dans les zones en conflit, en une semaine, afin de les sensibiliser et leur donner des

atouts leur permettant de mieux affronter l'insécurité que génère l'utilisation des EEI dans les zones de conflits asymétriques.

II.2- LA FORMATION

Pour ce qui est de la formation, elle vise à apprendre aux stagiaires à reconnaître les engins explosifs, à les localiser et à les détruire «in situ» ou à préparer le terrain dans l'attente de l'intervention d'une équipe plus outillée. En se conformant aux standards sus définis, la formation dispensée par l'EIFORCES s'articule en trois niveaux :

Le premier niveau consiste à former les personnels sur l'identification des explosifs, à prendre en compte l'environnement et préparer le terrain dans l'attente de l'intervention de l'échelon supérieur ;

Le deuxième niveau consiste à apprendre aux stagiaires à reconnaître les caractéristiques des engins et munitions divers, leur pays de fabrication, leur mode de fonctionnement et leur neutralisation.

Enfin, le troisième niveau permet de développer les aptitudes du stagiaire à identifier les différents types de munitions, les pays de fabrication, leur mode de fonctionnement et leur neutralisation.



Photo 3 : Des Engins Explosifs Improvisés

Il est ainsi question, pour l'EIFORCES, après la sensibilisation des acteurs sur les EEI, de former en effectif suffisant, tant d'experts que de formateurs susceptibles de jouer un rôle déterminant sur le terrain en gérant les cas identifiés d'usage des EEI et à même

de soutenir les formations futures. Tel est l'objectif du séminaire de novembre 2021 d'une semaine sur le *Explosive Ordinance Disposal (EOD)* des niveaux 1 et 2. A travers cette formation, l'EIFORCES mettra à la disposition de la Gendarmerie et de la Sûreté Nationale du Cameroun, dont les troupes sont déployées tant dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest que de l'Extrême-Nord, trente personnels en mesure d'assurer l'identification, le transport et la destruction des Engins Explosifs Improvisés ou des engins explosifs artisanaux⁵. Bien plus, ils devront être à même de préparer les scènes de crime et créer un environnement favorable au volet judiciaire, à travers la préservation des indices et la production des preuves matérielles susceptibles de confondre les éventuels auteurs desdits actes devant les autorités judiciaires.

Au demeurant, il faut relever que la formation du personnel par rapport à l'urgence de la situation sécuritaire sur le terrain reste tatillonne. L'EIFORCES est encore en quête d'une autonomie en la matière, notamment par l'augmentation de ses effectifs d'experts certifiés afin d'intensifier la formation. Pour l'heure, elle bénéficie, fort opportunément, de l'appui et du soutien de l'expertise du Régiment du Génie Militaire en matière d'utilisation des explosifs. L'appui des autres partenaires n'est pas à négliger. Des cadres et experts camerounais ont en effet bénéficié de formations auprès d'institutions étrangères sur des bourses d'études offertes par des partenaires⁶.

**Colonel Fiacre Kisito
ATANGANA**

Directeur des Etudes de l'EIFORCES

⁵ Il faut relever la richesse des expressions relatives à la désignation des engins explosifs improvisés ; outre l'appellation de bombe artisanale, d'autres auteurs parlent, sans grande discrimination ou caractérisation, d'engins explosifs artisanaux.

⁶ Des experts camerounais ont reçu des formations sur les EEI. Très souvent sollicités par l'ONU dans le cadre des Opérations de Paix qu'elle soutient, ils constituent l'ossature de la formation de l'Ecole en cette matière.

LE RENSEIGNEMENT PREVISIONNEL DANS LA GESTION DES ENGINES EXPLOSIFS IMPROVISES (EEI)

Lieutenant-Colonel Jules MEVONO NGOMBA

*F*abriqués et conditionnés pour être déployés aux niveaux tactiques et parfois opératifs, les Engins Explosifs Improvisés (EEI) sont généralement encapsulés dans des approches conflictuelles reposant sur les stratégies du faible au fort. Malgré leur fort impact psychologique et politico-médiatique dans la conduite des opérations, les failles dans les modalités de leur déploiement opérationnel permettent à un dispositif de renseignement prévisionnel adapté et pro actif de circonscrire leurs effets ou de contrecarrer leur utilisation. Pour faire dans une acception simplifiée du renseignement, on pourrait convenir avec des auteurs comme Jean-Claude COUSSERAN et Philippe HAYEZ¹ que celui-ci a pour finalité de produire des informations et données nécessaires au processus décisionnel, que ce soit dans le cadre de la stratégie militaire ou plus globalement de la conduite des actions de politique étrangère, de défense ou de sécurité d'un Etat. Il convient donc de souligner d'emblée qu'il n'y a pas de renseignement possible s'il n'est pas au service d'une volonté politique, généralement de niveau étatique, qui en détermine les objectifs, les conditions, et qui en exploite les résultats. Dans une approche plus opérationnelle, Robert M. CLARK pose que le renseignement vise « la réduction de l'incertitude en obtenant des informations que l'adversaire dans un conflit souhaite vous refuser »². C'est dire que le renseignement présente, dans le cadre d'un conflit conventionnel ou asymétrique, une place centrale qui conditionne la réussite des opérations et manœuvres engagées sur le terrain.

¹ J.-C. COUSSERAN et P. HAYEZ, « Définir le renseignement » (chapitre 1) in Renseigner les démocraties, renseigner en démocraties, Odile Jacob, 2015.

² R. M. CLARK, Analyse du renseignement : une approche centrée sur la cible, CQ Press, Washington DC, 2004, p.138.



www.aa.com.tr Cameroun - Deux kamikazes de Boko-Haram neutralisées par l'armée dans l'Extrême-Nord

I - LES EEI : ENTRE RUSTICITE DE L'INGENIERIE DE LA VIOLENCE ET OBJECTIFS POLITICO-PSYCHOLOGIQUES

Les objectifs politiques au cœur des conflits asymétriques ont engendré des modes de production de violence toujours plus ingénieux, ayant partie liée avec la volonté de causer à l'ennemi le maximum de dommages à un coût minimum. Cette sophistication de l'ingénierie de la violence qui ne s'accompagne pas toujours de moyens matériels et techniques suffisants a, historiquement, conduit à leur rusticité. Dans ce registre, les mouvements insurrectionnels et terroristes qui recourent aux EEI cherchent principalement à compenser leurs faiblesses matérielles et logistiques par des moyens aux effets médiatiques importants. Les EEI constituent ainsi des moyens rustiques déployés à l'échelle tactique ou opérative et produisant des effets, à la fois, militaires et politico-stratégiques.

Les EEI sont faciles à fabriquer, simples à mettre en œuvre et n'exigent généralement qu'un faible niveau d'aptitudes techniques. Cette facilité de production couplée au caractère peu onéreux des intrants (qui sont la plupart du temps acquis dans les marchés locaux) a fait acquérir aux EEI le triste statut d'arme privilégiée de nombreux mouvements terroristes et/ou insurrectionnels. La conception rudimentaire de ces engins qui associent des composants d'origine militaire (mines, explosifs militaires) ou chimiques civils (intrants agricoles, produits industriels) augmente leur attrait opérationnel, tant le rapport moyens à mettre en œuvre et effets escomptés semble très avantageux dans le cadre des conflits en zones grises³. Pour les Nations Unies, ces dernières années, les groupes armés insurrectionnels ou terroristes privilégient, de plus en plus, l'emploi des EEI comme mode opératoire dans leurs actions de terrain⁴. Ainsi, que ce soit le groupe terroriste Al Qaeda et ses multiples démembrements en Asie et en Afrique, le groupe terroriste Boko Haram ou les groupuscules armés à travers le monde, l'usage des EEI connaît une progression importante et occupe désormais une place majeure dans l'arsenal des moyens mis en œuvre pour établir et consolider les systèmes de prédation ou pour atteindre des objectifs politiques.

L'usage des EEI a donc des buts multidimensionnels lors d'un conflit de type non conventionnel. Leur place

dans les stratégies asymétriques repose sur une double dimension psychologique et symbolique dont la portée est à la fois militaire et politique. L'effet psychologique résulte de la peur et du traumatisme que les EEI produisent à la fois vis-à-vis des forces régulières que des populations que cherchent à protéger les Etats pris dans l'engrenage de la violence insurrectionnelle ou terroriste. Au plan militaire, l'explosion d'EEI pendant une opération de maîtrise de la violence engendre, en plus des dégâts en personnels et en matériels, a un impact psychologique important auprès des troupes engagées sur le terrain. Celles-ci perdent en assurance, malgré leur position rassurante de détenteur de la force légitime et des moyens dyssymétriques de supériorité militaire. Dans ces situations, l'engagement des personnels, même s'il est maintenu à travers une remobilisation constante par le commandement, perd une partie non négligeable de son intensité. C'est que, la peur qui s'installe insidieusement au sein des troupes édulcore inévitablement leur motivation en raison du caractère essentiellement imprévisible qui est au cœur de l'emploi des EEI.

Pour les populations, l'emploi des EEI présente des traumatismes tout aussi importants. Prise en tenaille entre les deux parties en conflit, la population subit, en effet, des pertes humaines et matérielles généralement très élevées. Les attentats suicides, l'enfouissement des explosifs sur les axes routiers ou les attaques sur des cibles stratégiques ou à haute valeur militaire ou les installations et symboles de l'Etat, engendrent des pertes et des souffrances directes pour les populations locales. Une fois inscrits dans le registre des modes opératoires à un conflit, les EEI installent la peur et la psychose, réduisant les activités et la mobilité des personnes et des biens. La crainte et les pertes indirectes liées à ce climat de terreur sont difficilement quantifiables et contribuent à amplifier les effets sociopolitiques du conflit.

La mise en coalescence des effets militaires et psychologiques de l'usage des EEI est au fondement de leur emploi dans les stratégies du faible au fort. Un effet d'agrégat de l'ensemble des effets obtenus aux plans tactiques et opératifs permet alors d'ouvrir les horizons de l'analyse sur la dimension hautement politique des EEI.

De manière globale, la contestation de l'usage de la violence légitime et de l'ordonnement politique et social détenus de manière monopolistique par l'Etat apparaît comme les substrats majeurs sur lesquels repose l'action des acteurs asymétriques employant les EEI comme mode de production de la violence alternative. Plusieurs études ont également mis en avant la prédation comme régime d'explicitation des raisons et mobiles présidant à l'emploi des engins explosifs

³ G. MINASSIAN, *Zones grises. Quand les États perdent le contrôle*, Éditions du CNRS, Paris 2018, 271 pages

⁴ Rapport du Secrétaire Général de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 17 juillet 2020 portant sur la nécessité de lutter contre la menace que représente les EEI

conçus de manière rudimentaire et engagés de manière non conventionnelle par des acteurs sub-étatiques. Il devient donc central et impératif de cerner les objectifs recherchés par les groupes armés usant des EEI dans le répertoire de leurs actions afin qu'en les mettant en corrélation avec leur mode d'emploi, l'on soit en mesure de construire des stratégies efficaces pour leur mise en échec. Ce faisant, l'on comprendra mieux le rôle et la place qu'occupe un dispositif de renseignement prévisionnel judicieusement calibré et apte à contrer cette menace particulière que constituent les EEI.

II - LE RENSEIGNEMENT PREVISIONNEL FACE AUX EEI : ENTRE CARTOGRAPHIE DES MENACES ET PROACTIVITE

S'il est classique d'évoquer l'approche empirique du renseignement en mettant en avant le cycle multi temps dont la pertinence fonctionnelle semble susciter l'adhésion des services étatiques modernes, la typologie basée sur le temps de l'action donne à lire une prise en compte des contraintes opérationnelles mieux situées. En effet, pour construire des entités de signification qui encapsulent une stratification des niveaux d'action du

micro au stratégique, prenant en compte la dimension séquentielle des conflits dits nouveaux dont le répertoire des actes de violence varie du simple au complexe, le renseignement dit prévisionnel offre les meilleurs outils d'appréciation et d'anticipation opérationnelle. En effet, située en amont, la démarche de renseignement prévisionnel s'inscrit à la fois aux échelles tactique et opérative après que les objectifs recherchés ont été définitifs par les échelons habilités. Toutefois, cette démarche s'appuie sur la maîtrise des facteurs clés préalablement identifiés aux travers de monographies solidement documentées sur le terrain et sur les hommes.

A- UNE DOUBLE CARTOGRAPHIE GEOGRAPHIQUE ET HUMAINE

Les leviers d'action sur lesquels le renseignement doit s'appuyer dans le cadre de la lutte contre les EEI relèvent essentiellement des facteurs géographiques et humains. Établir des monographies poussées des zones d'actions où agissent les acteurs asymétriques est d'autant plus primordial que pour Gaïz MINASSIAN, la maîtrise du terrain et la connaissance des spécificités socio humaines dans les zones grises constituent des facteurs déterminant dans la conduite de toute opération de reconquête d'un



BBC Cameroun- 15 morts à Kolofata - BBC News Afrique

territoire en proie à des projets politiques alternatifs. Ces monographies doivent ainsi s'inscrire dans la perspective d'une parfaite connaissance du terrain s'appuyant sur les éléments géographiques, les voies de communications et les infrastructures.

Pour Yves LACOSTE, «*la géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*»⁵. C'est dire que pour mettre sur pied un dispositif de renseignement prévisionnel, la prise en compte du territoire vu ici comme espace et enjeux est déterminante. L'auteur insiste en soulignant que, «*si la précision et la fiabilité du renseignement sont des conditions nécessaires au succès d'une opération militaire ou d'ordre public, elles ne suffisent pas à l'assurer. La connaissance des milieux physiques – qu'il s'agisse du relief ou des volumes bâtis – est assurément indispensable*»⁶. Il est, en effet, impératif non seulement pour les états-majors de disposer de cartes actualisées de la zone, mais également que chaque responsable de secteur opérationnel ait les données géophysiques et géographiques de son secteur à jour. Ainsi, la planimétrie, la végétation, la pluviométrie, les mouvements de terrain, des voies de communication et l'ensemble des points clés du terrain doivent systématiquement être identifiés et répertoriés. Tous ces éléments de géographie pouvant avoir une valeur au plan militaire servent d'input dans l'analyse des possibilités et opportunités exploitables dans le cadre d'un conflit où les forces ennemies cherchent à se dissimuler et à camoufler leurs actions. De plus, la disposition de l'habitat et les particularités des voies de communication plus spécifiquement dans les zones à très forte ou à très faible densité de populations regorgent également de lieux pouvant être mis en valeur au plan militaire et faciliter la pose ou le déclenchement à distance d'EEI. Les effets recherchés par les forces dissidentes étant à la fois militaires et psychologiques, toutes les zones de terrain présentant un intérêt tactique pour la pose d'EEI deviennent, dans le cadre d'un affrontement non conventionnel, des points clés à prendre en compte dans toute analyse d'anticipation et de conduite de la manœuvre renseignement.

Les voies de communication présentent, dans cette analyse, une valeur primordiale que ce soit au plan tactique qu'opératif. Les groupes armés non étatiques exploitent, en effet, ces voies de communication pour mettre sur pied des itinéraires logistiques qui sont établis dans le but de construire et de maintenir le flux constant des ressources nécessaires à leur vaste recours aux Engins Explosifs Improvisés. On a pu observer, à titre

d'exemple, autour du Bassin du Lac Tchad que le groupe Boko Haram et ses groupuscules affiliés maintenaient praticables de nombreuses pistes en fonction des saisons afin de maintenir un flux constant en termes d'approvisionnement entre leurs bases logistiques et les lieux d'attaques dans les espaces ciblés. Le contrôle des flux matériels dans ces zones de crise n'est optimal que si le dispositif de renseignement mis en place s'appuie sur une cartographie et une monographie poussée du territoire. Ce faisant, la maîtrise de la géographie apparaît comme une donnée essentielle dans la définition des besoins en renseignements mais également dans les opérations ultérieures de collecte.

La démarche de renseignement prévisionnel s'inscrit également de manière très forte sur les aspects humains. Complétant la cartographie des risques liés à la géographie et au terrain, les aspects humains apparaissent comme les plus complexes à circonscrire et à prospecter. La raison en est double : la population est le centre de gravité de tout conflit asymétrique, et la gestion des flux humains dans une zone grise est un impératif de réussite de toute manœuvre de renseignement.

Forgé par Carl Von CLAUSEWITZ, le concept de centre de gravité est fondamental dans la compréhension des conflits modernes. Il est pour, cet auteur, «le moyeu de la puissance du mouvement, duquel tout dépend. C'est le point contre lequel toutes nos énergies doivent être dirigées»⁷. Le centre de gravité est devenu dans l'agonistique moderne une notion qui est usitée à la fois sur les plans stratégiques, opératifs et tactiques. Pour l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), il est l'ensemble des «caractéristiques, capacités ou lieux à partir duquel une nation, une alliance, une force militaire ou tout autre groupe tire sa liberté d'action, sa force physique ou sa volonté de combattre»⁸. Il peut ainsi désigner les troupes ou unités ennemies, de ses installations ou structures de commandement, la population ou l'opinion publique etc... Bref, le centre de gravité apparaît comme le «moyeu de la puissance et du mouvement» qui fonde les intentions et les stratégies de l'ennemi ou de l'adversaire. Dans les affrontements où les parties au conflit usent abondamment des EEI, la population apparaît comme la cible de toutes les ambitions et de tous les objectifs des acteurs de la violence asymétrique et de l'ordre alternatif. Si les actions des groupes armés et des groupes terroristes semblent ne viser que secondairement les populations des zones de crise, c'est

⁵ Y. LACOSTE, *la géographie ça sert d'abord à faire la guerre*, Paris, La Découverte, 2014, 254 pages

⁶ Y. LACOSTE, « Renseignement et intelligence géographique, » in *Hérodote*, 2011/140, p. 7

⁷ C. V. CLAUSEWITZ cité par Olivier KEMPF, « Qu'est-ce qu'un centre de gravité en conflit asymétrique », in *Stratégique*, 2005/1 (N° 85), p. 52

⁸ Ibid.

pour mieux mettre en place leurs objectifs de contrôle et de domination des personnes et de leurs biens. Bien plus, lorsque des attaques aux EEI procèdent à une mise en cible des institutions publiques dans des zones urbaines ou peuplées ce sont les populations civiles qui subissent généralement les dommages les plus importants.

Les aspects à contrôler dans le cadre du renseignement prévisionnel au sein de la population ont trait *prima facie* à la recherche des individus dotés de capacités techniques pouvant leur permettre de fabriquer les EEI ou de participer à la chaîne logistique de leur mise en place sur un théâtre. Certes, la fabrication des EEI ne nécessite que très peu de connaissances techniques, mais le minimum indispensable pour la manipulation de tels produits dangereux n'est pas à la portée des populations ordinaires. Pour les Nations Unies toutefois, «*il convient de remarquer que dans plusieurs pays les groupes armés ont perfectionné leur capacité technique en vue de diversifier, de concevoir et de déployer des engins de plus en plus sophistiqués. La complexité croissante de leur conception, à laquelle s'ajoutent l'uniformisation et la production en grande quantité par certains acteurs non étatiques, est donc source de préoccupation*»⁹.

Le contrôle des flux humains au sein des zones de crise permet d'inscrire les actions de recherche et de collecte dans la profondeur sociale. Agissant généralement au sein des populations, les groupes armés asymétriques ou prédateurs développent des réseaux d'écoulement et de trafic des divers composants devant leur permettre le montage et la pose discrète de ces engins de la mort dirigés contre les forces régulières ou contre les populations qui collaborent avec elles. Le dispositif de renseignement prévisionnel doit donc s'appuyer sur des techniques de crowdsourcing entendu comme la mise en place d'un réseau d'informateurs et de capteurs au sein de la population. Ses cibles principales sont essentiellement constituées des fabricants ou vendeurs de matériaux et intrants, des lieux d'écoulement et de trafic des matériaux non seulement militaires mais aussi commerciaux. L'utilisation de produits commerciaux dans le processus de fabrication augmente en effet à la fois les chances de succès et l'efficacité globale de l'attaque, ces produits étant généralement en commerce libre. Mais en raison de la loi du silence généralement imposée à la population, le

dispositif de renseignement prévisionnel se doit également d'être pro actif.

B. «PREVOIR L'IMPREVISIBLE» ?

La pro activité requise dans la recherche du renseignement prévisionnel dans le cadre de la lutte contre les EEI, ne consiste cependant pas à «*prévoir l'imprévisible*». Elle repose sur la mise en coalescence des éléments liés à la maîtrise des aspects géophysiques du théâtre des opérations, des capacités techniques des forces insurgées et du maillage des capteurs au sein des populations afin de mettre sur pied une manœuvre d'anticipation des actions des groupes armés usant des EEI.

D'emblée, et selon Philippe BOULANGER, il est nécessaire de réaliser une transition de «*l'empirisme à la rationalisation du renseignement géographique*»¹⁰. L'intelligence géographique commande en effet de lier les stratégies ennemies et ses actions envisageables sur le territoire de leur implémentation. Ensuite, l'analyse de renseignement prévisionnel se doit d'être qualitative et pluridisciplinaire pour comprendre et anticiper les modes de pensée et actions des forces alternatives. Connaître l'ennemi dans son environnement à travers les outils de veille humaine et technologique constitue la base de toute anticipation. Ce faisant, les dispositifs de renseignement prévisionnels peuvent alors obstruer efficacement les perspectives tactiques de déploiement des EEI, celles-ci étant fortement inféodées aux objectifs politiques et militaires poursuivis par les acteurs asymétriques. Le renseignement prévisionnel pourra ainsi, selon les termes de Vincent DESPORTES, permettre de rendre tactiquement possible ce qui est stratégiquement souhaitable et politiquement recherché¹¹.

Lieutenant-Colonel Jules MEVONO NGOMBA
Chef de la Division des Affaires Générales à la Gendarmerie Nationale
Breveté d'Etudes Supérieures de Sécurité - (EIFORCES)

⁹ Rapport du Secrétaire Général de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 17 juillet 2020, op.cit.

¹⁰ P. BOULANGER, « Renseignement géographique et culture militaire », in *Hérodote*, 2011/1 n°140, p.48

¹¹ V. DESPORTES, *Stratégie en théories*, in *Politique étrangère*, 2014/2, pp.165-178

BIBLIOGRAPHIE

BONNY DE LAVERGNE Charles, «Pour contrer le terrorisme, renforçons nos services de renseignement », in *Revue Défense Nationale*, n° 780 Mai 2015, pp. 81-84.

BOULANGER Philippe, «Renseignement géographique et culture militaire», in *Hérodote*, 2011/1 n°140, pp.47-63.

BULINGE Franck, «Le cycle du renseignement : analyse critique d'un modèle empirique», in *Market Management*, 2006/3 (vol.6), pp.36-52

CLARK Robert M., *Analyse du renseignement : une approche centrée sur la cible*, CQ Press, Washington DC, 2004.

COUSSERAN Jean-Claude, HAYEZ Philippe, « Définir le renseignement » (chapitre 1) in *Renseigner les démocraties, renseigner en démocraties*, Odile Jacob, 2015, 384 pages.

DESPORTES Vincent, «Stratégie en théories», in *Politique étrangère*, 2014/2, pp.165-178.

DYERE Axel, «Renseignement, facteur humain et biais cognitifs », in *Revue Défense Nationale*, n° 776 Janvier 2015, pp. 80-86.

KEMPF Olivier, «Qu'est-ce qu'un centre de gravité en conflit asymétrique», in *Stratégique*, 2005/1 (N° 85), pp. 51-62.

LACOSTE Yves, *la géographie ça sert d'abord à faire la guerre*, Paris, La Découverte, 2014, 254 pages.

LACOSTE Yves, «Renseignement et intelligence géographique,» in *Hérodote*, 2011/140, pp. 3-8.

MINASSIAN Gaïz, *Zones grises. Quand les États perdent le contrôle*, Éditions du CNRS, Paris 2018, 271 pages.



Monde Actuel Cameroun - la découverte d'une bombe artisanale à l'entrée du marché de Kumba au Sud-Ouest sème la panique

LA GESTION DES RISQUES ET DES CATASTROPHES LIES AUX EEI

Colonel Professeur Francis LYSONGE EKOSSO, PhD

La gestion des risques et des catastrophes sont des sujets trop vastes pour être laissés entre les mains des gestionnaires de risques, des gestionnaires d'urgence et des gestionnaires de catastrophes. De même, ces sujets sont trop importants pour être laissés entre les mains des responsables gouvernementaux, des Forces de Défense et de Sécurité ou des seuls sympathisants. La prévention et la réaction réussies aux attaques des Engins Explosifs Improvisés (EEI) ne peuvent être que le résultat d'un effort collectif et coordonné. Les mines terrestres, les pièges et tous les types d'engins explosifs existent depuis le moment où l'humanité a découvert que la poudre à canon pouvait servir de munitions dans les guerres et les conflits armés. Compte tenu du fait que la guerre est une activité humaine, les hommes étaient, sont et resteront la cible principale de ces dispositifs. A ce titre, dans la gestion des risques et catastrophes, il est entendu que l'acte de protection des personnes et des biens contre les effets des Engins Explosifs Improvisés est également orienté vers la protection de l'environnement et la continuité des activités quotidiennes normales dans une communauté donnée. Parmi de nombreuses autres menaces pour les biens et l'environnement telles que les inondations, les éruptions volcaniques et l'effondrement structurel de l'environnement bâti, les affrontements armés ont été qualifiés de catastrophes. Selon la fiche d'information mise à la disposition du peuple américain par les American National Academies et le Department of Homeland Security, une attaque à l'EEI fait référence à « l'utilisation d'une bombe « maison » et/ou d'un dispositif destructeur pour détruire, neutraliser, harceler ou distraire ». Ils « sont utilisés par des criminels, des vandales, des terroristes, des kamikazes et des insurgés ». En raisonnant de ce point de vue, on peut observer que les victimes potentielles comprennent non seulement les cibles de ces armes de fortune, mais aussi leurs fabricants et utilisateurs non qualifiés. Beaucoup d'entre eux ont subi des blessures graves ou ont perdu la vie en essayant de fabriquer ou de manipuler ces explosifs artisanaux.



237 Actu Cameroun-Crise anglophone- Plusieurs bombes artisanales explosent à Bamenda.

Dans leur étude intitulée « Protecting Crowded Places from Terrorism: An Analysis of the Current Considerations and Barriers Inhibiting the Adoption of Counterterrorism Protective Measures », Monaghan et McIlhatten (2018), ont codifié le concept de base selon lequel chaque criminel recherchera le plus grand effet possible en ciblant l'environnement bâti et les lieux surpeuplés. Sachant que les professionnels des médias seraient plus intéressés par l'effet graphique provoqué par une explosion que par celui provoqué par des hommes armés en maraude, les terroristes choisiraient certainement l'option de la bombe. Ils pèsent l'effet et les coûts avant de se lancer dans leurs activités. Par conséquent, les personnes qui se trouvent dans des endroits surpeuplés peuvent être des cibles potentielles d'attaques aux Engins Explosifs Improvisés. Bien qu'il soit important d'être éveillé et vigilant dans de tels environnements, les cibles potentielles peuvent également participer aux mesures générales de sécurité. Un chercheur comme Ronald Clarke dans son livre « Outsmarting the Terrorists » (Londres, 2008), propose cinq mécanismes pour influencer la décision du contrevenant potentiel de faire grève. Tout d'abord, il

parle d'augmenter l'effort qui se traduit par un durcissement des cibles, un filtrage et des contrôles d'accès. Deuxièmement, il y a l'aspect de l'augmentation du risque que le délinquant se fasse prendre par des agents de surveillance et de sécurité anonymes dans la zone. Troisièmement, étant donné que l'exposition ou la publicité est l'un des principaux objectifs d'un terroriste, il est essentiel de lui refuser la satisfaction qu'il recherche en dissimulant les cibles ou en limitant au strict minimum la couverture médiatique. Ensuite, il est important de réduire les provocations telles que les frustrations sociales et le stress ainsi que de décourager l'imitation de ce qui se passe dans d'autres pays ou villes. Enfin, Clarke parle de la nécessité de lutter contre l'usage de drogues et la consommation excessive d'alcool dans les zones de conflit, qui peuvent nuire à la réflexion rationnelle relative aux dommages causés par l'utilisation d'un EEI. Bien que ces mécanismes puissent sembler très appropriés, les criminels potentiels de telles attaques peuvent simplement changer le lieu de leur agression, lorsqu'ils sont découragés de les mener dans une zone donnée. Dans ce cas, l'importance de la sensibilisation du public



et de la surveillance par les bons canaux ne peut être soulignée. Au Cameroun par exemple, à la suite de ce que l'on a appelé « la crise anglophone », les bâtiments publics, notamment pendant les heures de travail, et les autorités administratives sont souvent la cible d'attaques aux EEI. La sécurité et les convois officiels ont subi l'effet de ces dispositifs. Cependant, il a été observé que des terroristes potentiels s'éloignent de ces cibles fortement gardées pour se diriger vers des communautés plus vulnérables où ces atrocités sont souvent commises. Il est assez rare de nos jours d'entendre parler d'une explosion de bombe dans les zones urbaines, mais ces détonations se produisent régulièrement dans les zones rurales les jours de marché.

Les Engins Explosifs Improvisés peuvent être fabriqués à partir d'un mélange de produits «normaux» qui, lorsqu'ils sont combinés dans des proportions appropriées, donneraient le souffle souhaité. L'utilisation du terme «régulier» dans ce cas, dénote le caractère non illicite de la distribution des composants des EEI. Par exemple, on a découvert que le camion piégé du 19 avril 1995 à Oklahoma City était composé d'engrais à base de nitrate d'ammonium et de nitrométhane. L'engrais est utilisé dans le secteur agricole tandis que le nitrométhane est utilisé comme carburant pour les avions radiocommandés. Les utilisateurs de ce type d'avions les exploitent comme un hobby justifiant ainsi l'utilisation populaire de cette source d'énergie. Les éléments constitutifs des bombes ferroviaires du 11 mars 2004 en Espagne étaient simplement des sacs remplis d'explosifs Goma-2 ECO et de fragments métalliques, utilisant des téléphones portables ordinaires comme minuteurs. Le type d'explosif Goma-2 ECO est une dynamite à la gélatine ammoniacale utilisée par les mineurs du monde entier. Son acquisition est faite sous la base d'autorisation mais cela n'en fait pas une substance interdite. Il peut être acheté par n'importe qui en possession d'un permis d'exploitation minière ou de forage. Ce jour-là en Espagne, 169 et 191 personnes ont perdu la vie respectivement dans les deux catastrophes meurtrières. En regardant les conflits armés sur le continent africain et en particulier sur la scène camerounaise, il a été déterminé qu'un grand nombre d'EEI sont improvisés à partir de simples matériaux de construction et de gaz domestique ou de tout autre type de carburant et d'oxydants pour un effet maximal. Par rapport à la perturbation de la vie humaine normale dans diverses communautés engendrée par ces dispositifs, la gestion de telles catastrophes requiert l'attention des niveaux de responsabilité, du niveau stratégique au niveau tactique. De vastes campagnes de sensibilisation à destination du grand public, les intervenants et même les éventuels auteurs d'attaques à l'EEI sont nécessaires à leur prévention. Il est fortement

recommandé que ce phénomène EEI, soit géré selon le cycle de gestion des catastrophes. Elle nécessite également des approches socioculturelles et ethnologiques, qui permettent l'étude détaillée et l'identification des réactions spécifiques des personnes face à divers phénomènes. Dans de nombreuses communautés africaines, le niveau de curiosité incontrôlée est tel que les individus se dirigent vers une scène dangereuse telle qu'une attaque à l'EEI après l'instinct initial d'auto-préservation, au lieu de s'en éloigner.

Au haut niveau stratégique ou politique, les dirigeants doivent élaborer des politiques visant à une gestion efficace des catastrophes liées aux EEI. Il est essentiel que cela se fasse en conformité avec les normes internationales existantes, telles que recommandées par le rapport du Secrétaire Général des Nations Unies A/71/187 et la résolution des Nations Unies 1/RES/71/72. Comme le dit le vieil adage, «aucun homme n'est une île», il n'y a pas de nation qui se suffise à tous les aspects. L'esclavage, la géopolitique, le colonialisme, le commerce international et les migrations, par exemple, sont tous des éléments constitutifs de l'avidité humaine naturelle dans l'acquisition de la richesse et du pouvoir, ignorant les intérêts de l'autre partie. Les guerres sont l'expression la plus brutale de cette tendance à l'agrandissement et à l'expansionnisme. D'autres moyens plus subtils incluent la diplomatie et la négociation où des techniques de manipulation moins violentes sont employées, toutes aux mêmes fins : soit pour préserver ce qu'un individu ou une communauté possède déjà, soit pour en gagner plus en utilisant une politesse trompeuse. Des lois et conventions internationales ont été adoptées dans le monde, non seulement pour favoriser cette tendance, mais aussi pour permettre au jeu du pouvoir de se poursuivre avec moins de cruauté. En faisant un zoom sur l'aspect de la guerre, l'utilisation d'Engins Explosifs Improvisés est endémique, non seulement dans les conflits internes mais aussi dans les situations d'insécurité transfrontalière. Les stratégies terroristes de Boko Haram constituent un exemple concret de ce phénomène. Ils utilisent ces engins comme des mines terrestres et des kamikazes. L'insurrection a favorisé cette activité étant donné que les groupes dissidents des pays voisins ont tendance à échanger sur le montant maximum des dommages pouvant être causés par l'un de ces dispositifs en fonction de leurs budgets de fonctionnement. Le monopole de l'État sur la violence pour garantir l'état de droit rend l'achat d'armes et de munitions assez difficile pour les groupes armés à l'intérieur d'un pays. La fabrication d'EEI est la solution la plus simple pour les dissidents belligérants. Cela met en exergue la notion de gouvernance qui est un enjeu

mondial majeur pimenté de diverses nuances de biais selon les intérêts politiques internationaux. Inversement, malgré l'existence d'une relative moralité mondiale en ce qui concerne la protection de la vie humaine et des biens, les décideurs politiques africains doivent donner la priorité aux intérêts nationaux dans leur gestion des catastrophes liées aux EEI. L'élaboration d'une doctrine administrative nécessite la prise en compte des valeurs sociétales sur le long terme. Selon le premier principe de gestion publique de Catheryn Seckler, la politique doit être définie et communiquée à ceux qui sont responsables de sa réalisation. Cela rappelle le besoin de collectivités locales de proximité. Dans la Région Centrafricaine, on remarquera que les régions administratives nationales sont trop vastes pour que les autorités locales soient en contact avec les populations. Dans une telle situation, l'éducation du public devient un problème, y compris les efforts de sensibilisation sur les dangers des EEI.

Au niveau stratégique, la coopération inter agence est indispensable. Une étude détaillée des facteurs sociologiques, ethnologiques et anthropologiques est également requise car la culture peut parfois constituer un obstacle puissant à la mise en œuvre de la politique anti-EEI. Les décideurs de niveau stratégique sont encouragés à réaliser des évaluations multi spectrales sur le long terme, en étudiant les effets de l'état d'esprit local sur les mécanismes de protection contre lesdits dispositifs. Il a été observé dans le contexte centrafricain que lorsque de telles catastrophes se produisent, le suivi a tendance à s'estomper à mesure que les événements reculent dans le passé. Cette tendance est également encouragée par les médias qui tournent rapidement leur attention vers des événements plus actuels et de vaines spéculations futuristes. Il est donc essentiel pour les gouvernements d'externaliser l'élaboration stratégique, évaluation et suivi des politiques EEI-catastrophe. De plus, les frontières nationales poreuses constituent un corridor favorable pour le mouvement des EEI d'un pays à l'autre selon la manière dont les besoins criminels peuvent survenir. C'est à ce niveau que la directive politique rencontre ses premiers obstacles pratiques. Il est crucial d'identifier les chaînes d'approvisionnement des produits commerciaux ou des produits chimiques courants qui peuvent être utilisés pour fabriquer des EEI et d'appliquer des mécanismes de contrôle stricts dans ces domaines. L'accent devrait également être mis sur l'élaboration de stratégies pratiques en matière de contrôle aux frontières et de collecte de renseignements. Les autorités locales ainsi que les chefs d'agences de défense et de sécurité ont besoin d'une sensibilisation stratégique et d'une formation à la gestion des catastrophes liées aux EEI. C'est à ce niveau que l'importance de décrire les différents types

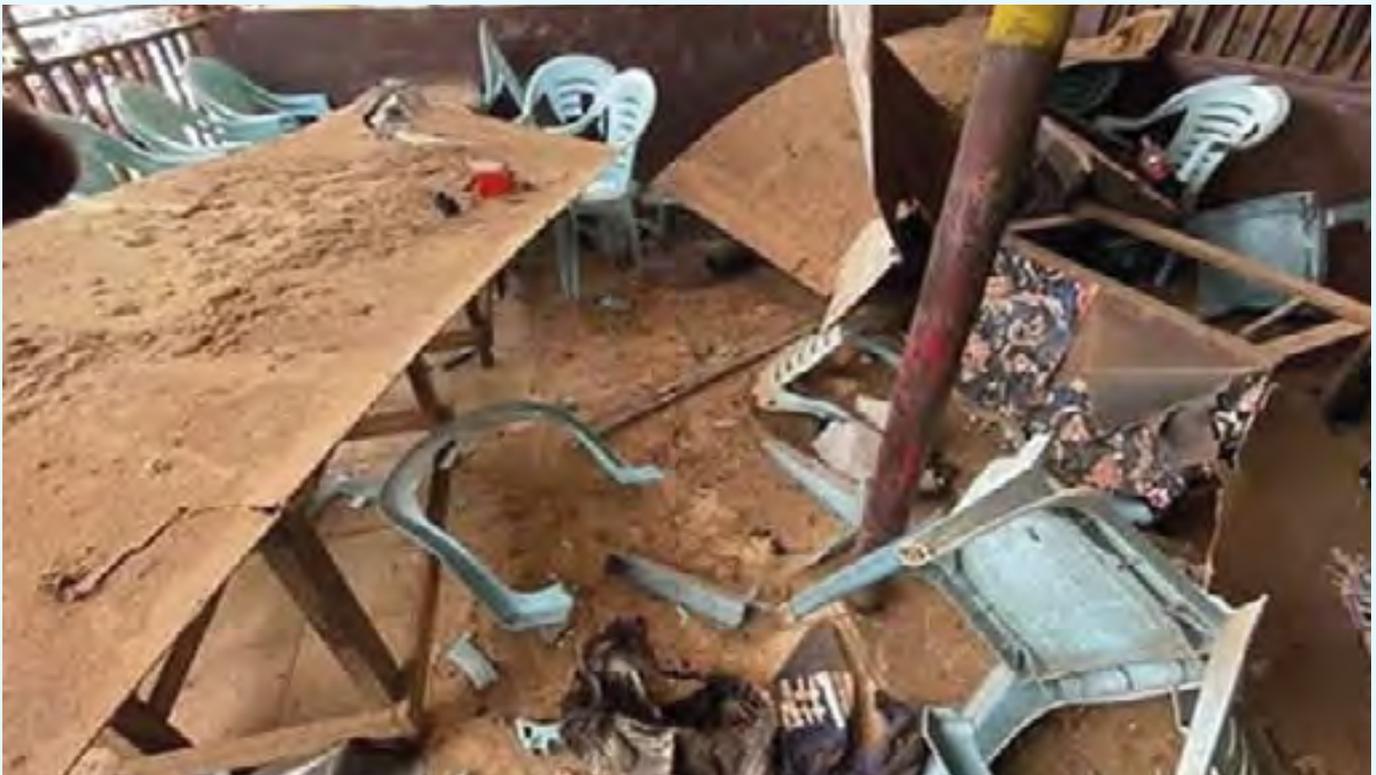
d'équipements de détection, ainsi que l'insertion stratégique des informateurs devient vitale. Travailler avec les médias pour obtenir suffisamment de temps à l'antenne est l'un des facteurs clés de la gestion stratégique des attaques par EEI. Cette méthode maintient la conscience dans la mémoire active des citoyens. Cependant, il convient de noter que l'effet négatif de la diffusion régulière peut soit engendrer une psychose générale, soit une insouciance lorsque le sujet est trop travaillé. Dans ce cas, il est indispensable d'avoir des experts en santé mentale travaillant en étroite collaboration avec les responsables de la mise en œuvre des politiques, afin d'identifier les meilleures pratiques d'expression publique régulière qui ne créeraient aucun de ces deux phénomènes.

Aux niveaux opérationnel et tactique, il y a un besoin d'éducation de masse sur les caractéristiques des EEI, comment ceux-ci peuvent être rapidement identifiés et diverses procédures de sécurité individuelles et collectives, y compris l'amélioration de la collecte de renseignements au niveau primaire. La formation et l'équipement approprié des spécialistes des bombes méritent une attention particulière. Les premiers intervenants ainsi que les secouristes en cas de catastrophe ont besoin de briefings quotidiens, en particulier si l'on considère qu'il pourrait y avoir des explosions en chaîne après l'explosion initiale. Leur formation doit inclure la prise en charge des victimes, la gestion des morts, les voies d'évacuation, la sensibilisation à la préservation de leur propre vie et l'évitement de nouvelles destructions liées à l'incident. Tous les intervenants peuvent être tenus d'apprendre les procédures et de les appliquer lorsqu'ils sont alertés d'un attentat à la bombe. Dans la région de l'Afrique Centrale, une curiosité débridée semble attirer les foules vers l'épicentre d'un attentat à la bombe. L'une des principales causes de cette attraction est l'augmentation remarquable du nombre d'utilisateurs de smartphones enclins à se transformer en reporters audiovisuels amateurs, cherchant à immortaliser l'instant par tous les moyens. Malheureusement, certains membres des unités de réponse aux crises se retrouvent généralement dans cette catégorie. L'exercice de la discipline personnelle et le respect scrupuleux des procédures opérationnelles standard sont de la plus haute importance à ce stade. Les intervenants doivent apprendre à éloigner les mouvements de foule de la scène tout en donnant des conseils et des instructions sur place. La coordination des efforts de secours tels que la gestion des victimes et l'enquête est primordiale pour chaque catastrophe. Il doit y avoir une complémentarité entre les intervenants militaires et civils sous la direction d'un organisme qui est un chef de file et d'un commandant d'incident unique. La multiplicité des postes de commandement,

telle qu'observée dans le passé par chacun des organismes répondants, est un indicateur d'échec inévitable. Malgré la nécessité d'avoir tous les acteurs à bord, il est impératif d'éradiquer la tendance « tout savoir/tout faire » qui est une caractéristique populaire de la culture centrafricaine. Enfin, il est nécessaire d'organiser des réunions inter agences d'évaluation post-incident visant à améliorer les plans d'urgence validés avant la catastrophe.

Tous les cycles de gestion ont trois composantes principales : avant, pendant et après. La gestion des risques, la gestion des urgences, la gestion des crises et la gestion des catastrophes ne font pas exception à cette règle. Considérant que les conflits armés ont été classés comme catastrophes, l'étude de l'utilisation des EEI dans le cadre du cycle de gestion des catastrophes devient impérative. Ce cycle comporte deux parties principales à savoir, la gestion des risques, qui est dans ce cas synonyme de protection ; et la gestion des crises, qui à son tour se traduit par la reconstruction ou la garantie qu'une communauté donnée capable de se remettre de telles attaques ainsi que l'élaboration de plans d'urgence flexibles adaptés à l'environnement humain. Il convient de noter que la gestion de crise, bien que parfois interchangeable avec la gestion des incidents, sont toutes deux des composantes distinctes de l'ensemble de la gestion des catastrophes. Ainsi, la

première partie qui implique la gestion du risque identifié en ce qui concerne les EEI, comprend la prévention, la préparation à une éventuelle manifestation de risque et l'alerte précoce sur l'imminence d'une attaque à l'EEI avant l'incident réel. La gestion des incidents déclenche les composantes de la deuxième partie du cycle de gestion des catastrophes. L'identification des vulnérabilités, notamment dans les zones de conflit comme au Nord Kivu en République Démocratique du Congo, est indispensable à la bonne gestion de tels incidents. Lorsqu'une attaque à l'EEI se produit, le processus d'évaluation d'impact commence presque simultanément avec les procédures de réponse. Ces actions finiront par remettre en cause la position des menaces liées aux EEI sur la matrice des risques. A ce stade de l'étude, les niveaux d'alerte relatifs à la probabilité ou à la fréquence et à l'impact seront certainement modifiés, compte tenu de l'intensité dudit conflit. Ceci est immédiatement suivi par l'activation de mesures provisoires et de reconstruction qui cherche à rétablir la normalité ou le développement de la communauté affectée. À ce stade, la résilience aux catastrophes relie le cycle à la partie du cycle de gestion des risques et à une planification d'urgence révisée, basée sur les enseignements tirés et l'évolution de la situation sur le terrain.



Cameroun24 cameroun -- Cameroun - Sécurité Urgent - Explosion d'une bombe artisanale à Yaoundé --

Conclusion

Si cet article a cherché à donner un aperçu sur de la gestion des risques et catastrophes induits par les attaques aux EEI, il ne constitue pas un traité exhaustif sur la thématique. Il convient de noter que les insurgés et les criminels ne sont pas les seuls à utiliser des EEI. Certains appareils de fortune comme les chaudières à boissons alcoolisées contrefaites sont en fait des Engins Explosifs Improvisés, quand on considère le danger connu pour la vie, les biens et l'environnement en cas d'explosion. Bien que l'intention de créer la destruction fasse défaut dans ce cas, il est important de savoir que toute forme d'explosion produite par une mauvaise manipulation de substances explosives constitue une infraction pénale pour laquelle une enquête, ainsi que des mécanismes de prévention restent obligatoires. Les EEI sont et seront encore longtemps, un grave danger

pour la sécurité humaine vulnérable dans le monde en général et dans la Région de l'Afrique centrale en particulier. Leur éradication mérite une attention particulière de la part des gouvernements qui devraient prendre les mesures nécessaires pour réprimer leur fabrication, leur utilisation et contenir les dommages induits. Le suivi et la coordination restent les termes clés de cette réflexion sur la gestion des risques et des catastrophes dans le cadre des Engins Explosifs Improvisés (EEI) en Afrique Centrale.

**Colonel Professeur Francis
LYSONGE EKOSSO, PhD**

Coordonnateur National Adjoint du Comité National
pour le Désarmement,
la Démobilisation et la Réintégration (CNDDR)



Panorama papers Explosion d'une bombe artisanale au marché Mokolo à Yaoundé - Panorama papers

LES DOUANES CAMEROUNAISES DANS LA SECURISATION DU TERRITOIRE FACE A LA MENACE DES ENGINES EXPLOSIFS IMPROVISES (EEI)

Capitaine des Douanes Quentin Achille DIMA

*L*a contribution des administrations des douanes du monde dans la sécurité des frontières a pris de l'ampleur à la suite de divers évènements :

- *L'adoption des résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU (Résolution 1540 de 2004) et d'autres engagements politiques de haut niveau, notamment les déclarations du G7 et du G20 ;*
- *La mise en place du Cadre de normes SAFE visant à sécuriser et à faciliter le commerce mondial comme instrument mondial douanier de dissuasion face au terrorisme international, afin de garantir le recouvrement des recettes et de promouvoir la facilitation des échanges au niveau mondial ;*
- *L'adoption par la Commission de politique générale de l'OMD, en décembre 2015, de la Résolution de Punta Cana, qui réaffirme et met en lumière le rôle de la douane et sa contribution dans le cadre de la sécurité aux frontières et de la lutte contre le terrorisme. Peu après l'adoption de ladite Résolution, l'OMD a lancé son Programme sur la sécurité afin d'aider les administrations des douanes à renforcer leur capacité à faire face aux risques spécifiques liés à la sécurité.*



Journal du Cameroun - Cameroun - 210 engins explosifs saisis par la douane

Prenant acte de ce mandat sécuritaire, le projet de sécurité de l'OMD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (OMD-OAC) a, depuis 2018, renforcé les capacités des personnels des Douanes et les autres organismes de répression et de prévention du commerce illicite de la région dans le cadre du contrôle des mouvements des substances chimiques et autres composants des Engins Explosifs Improvisés (EEI), grâce aux séminaires de sensibilisation et à la fourniture d'équipements de détection liés à la sécurité, notamment à travers la plus grande initiative de l'OMD en matière de sécurité lancée depuis 2010, dénommée Programme Global Shield (PGS).

Dans le même ordre d'idées, l'Organisation Mondiale des Douanes a élaboré le Programme sur la Sécurité, dans le but d'atteindre des résultats en matière de sécurité des frontières dans les cinq domaines stratégiques suivants :

- La définition de politiques et l'anticipation;
- L'apport d'orientation et la dissémination des bonnes pratiques concernant les contrôles douaniers en rapport avec la sécurité;
- La coordination des programmes et opérations de lutte contre la fraude douanière en lien avec la sécurité;
- La coopération internationale;
- L'assistance technique et le renforcement des capacités;
- La sensibilisation du secteur privé.

Ce programme s'articule autour de cinq (5) champs thématiques/par produit et se fonde sur une initiative globale d'assistance technique et de renforcement des capacités qui inclut les cinq volets détaillés ci-après :

1- Contrôle des passagers

La Résolution 2178 de 2014 du Conseil de Sécurité des Nations Unies appelle les États membres à centrer leur attention sur le phénomène des combattants terroristes étrangers et à empêcher le mouvement des individus à haut risque souhaitant partir vers les zones de conflits ou en revenir. L'initiative de l'OMD sur le contrôle des passagers vise à aider les Douanes à utiliser les renseignements préalables concernant les voyageurs (RPCV) et les dossiers passagers (PNR) dans le cadre de leurs procédures d'évaluation des risques des passagers.

2- Le Programme Global Shield

En place depuis longtemps, le Programme Global

Shield est une initiative de sécurité qui représente un effort pluridisciplinaire visant à surveiller le mouvement licite des produits chimiques et autres composants les plus courants qui sont utilisés par les terroristes et les organisations extrémistes violentes pour fabriquer des Engins Explosifs Improvisés (EEI) et à en empêcher le trafic et le détournement illicite. Les partenaires de l'OMD pour ce programme sont l'Organisation Internationale de Police Criminelle (INTERPOL) et l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC). Global Shield est un programme qui entend préserver la vie et l'intégrité physique des personnes.

3- Projet d'Application des contrôles aux échanges de nature stratégique (ACES)

Le Programme ACES se centre sur les Armes de Destruction Massive (ADM) et sur la prévention du trafic illicite de composants qui pourraient être utilisés dans les ADM ou dans leurs vecteurs. La Résolution 1540 (2004) du Conseil de Sécurité des Nations Unies lance un appel en faveur de contrôles adéquats sur les exportations et les opérations de transit de ces produits, dans le cadre des efforts pour lutter contre la prolifération des ADM. Le Programme ACES constitue le principal outil de l'OMD visant à aider les Membres à mettre en place et à mener ces contrôles aux frontières.

4- Projet sur les Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC)

Dans la foulée de l'adoption du Traité sur le Commerce d'Armes, l'OMD a mis sur pied un projet spécial sur les ALPC afin d'aider ses Membres à appliquer les mesures conçues pour empêcher le trafic d'armes à feu. Outre le Traité, les deux autres instruments de référence qui posent le cadre des activités du Projet ALPC de l'OMD sont : le Programme d'Action des Nations Unies et le Protocole sur les Armes à Feu de la Convention des Nations Unies contre la Criminalité Transnationale.

5- Financement du terrorisme

Les Résolutions 1373 (2001) et 2178 (2014) du Conseil de Sécurité des Nations Unies appellent instamment les États membres à renforcer leurs contrôles des flux financiers et à garantir que ces flux ne finissent pas entre les mains de groupes extrémistes. Le Programme sur la sécurité s'inscrit dans cette lignée : les travaux menés dans ce cadre visent à empêcher l'utilisation d'espèces et d'instruments négociables au porteur et à entraver la contrebande de biens culturels.

I - LA MISE EN ŒUVRE AU SEIN DES DOUANES CAMEROUNAISES

Au niveau national, la mise en œuvre des résolutions susmentionnées s'est matérialisée à deux niveaux :

1- Au niveau stratégique : l'adhésion des Douanes Camerounaises au Programme Sécurité de l'OMD

L'intégration de la sécurité au cœur du plan stratégique 2020-2024 de la DGD. En effet, la DGD a consacré un axe stratégique à la sécurité et aux contrôles qui tient compte du développement du renseignement, du renforcement de la lutte contre la fraude, les grands trafics et la criminalité transfrontalière ;

La formation des formateurs sur le Programme Global Shield et sur l'ingénierie de la formation COPES (Recueil des pratiques opérationnelles douanières en matière de lutte contre la fraude et de saisies de l'OMD), au Centre de Perfectionnement aux Actions Post-confliktuelles de Déminage et de Dépollution (CPADD) à Ouidah (Bénin). Les Douanes Camerounaises ont participé aux deux sessions de formation organisées

dans ce cadre en désignant quatre (04) cadres qui ont procédé dès leur retour à des restitutions des connaissances acquises à l'attention des responsables des unités opérationnelles.

2- Au niveau opérationnel : le renforcement des capacités opérationnelles des unités techniques de contrôle

La participation à l'opération régionale de contrôle de la détention et de la circulation des précurseurs chimiques stop composantes des EEI. Cette opération a permis de réaliser plus de deux cent (200) saisies de précurseurs d'explosifs et composantes d'Engins Explosifs Improvisés dans l'ensemble de la région OMD Afrique occidentale et centrale ;

L'acquisition d'outils modernes de renseignement et de lutte contre la fraude. En effet, dans le cadre du Programme Sécurité pour l'Afrique Occidentale et Centrale (PSAOC), les Douanes Camerounaises ont bénéficié de la dotation de deux (02) spectromètres RAMAN 100, quarante-cinq (45) détecteurs de métaux et d'un accompagnement pour la mise ne place du



Journal du Cameroun Crise anglophone - une « attaque » présumée de séparatistes fait une douzaine de morts dans le Nord-ouest

Réseau National de Lutte contre la Fraude (nCEN)).

N°	Date	Lieu	Pays de Départ	Pays de destination	Marchandises saisies	Quantités	Unité
1	07/01/2021	TIKO	NIGERIA	CAMEROUN	Munitions de calibre 50	50	Pièces
2	23/12/2020	BANYO	NIGERIA	CAMEROUN	Charges explosives artisanales	150	Pièces
3	23/12/2020	BANYO	NIGERIA	CAMEROUN	Précurseurs d'explosif – Acide nitrique	2 000	Litres
4	20/12/2020	BONABERI	NIGERIA	CAMEROUN	Précurseurs d'explosif – Acide nitrique	2 000	Litres
5	27/11/2020	DOUALA	NIGERIA	CAMEROUN	Précurseurs d'explosif – Peroxyde d'hydrogène	300	Litres
6	27/10/2020	KONTCHA	NIGERIA	CAMEROUN	Charges explosives artisanales	11	Pièces
7	13/10/2020	TIKO	NIGERIA	CAMEROUN	Produits psychotropes - Tramadol	92 000	Comprimés
8	06/10/2020	GAROUA	NIGERIA	CAMEROUN	Précurseurs d'explosif – sulfate d'aluminium	230	Litres
9	26/08/2020	GAROUA	NIGERIA	CAMEROUN	Précurseurs d'explosif – Pâte/poudre/paillettes d'aluminium	207	Pièces
10	08/06/2020	DOUALA	CAMEROUN	CAMEROUN	Cannabis	50	kg
11	02/05/2020	SELOU SEMBA	NIGERIA	CAMEROUN	Produits psychotropes – Tramadol (injectable)	620	Ampoules
12	26/04/2020	GAROUA	NIGERIA	CAMEROUN	Produits psychotropes - Tramadol	2 000	Comprimés
13	11/04/2020	YAOUNDE	CAMEROUN	CAMEROUN	Cannabis	32	kg
14	16/03/2020	MAYO MOSKOTA	CAMEROUN	CAMEROUN	Précurseurs d'explosif – Engrais à 46% d'urée	2 000	kg
15	19/11/2019	BOUKOULA	NIGERIA	CAMEROUN	Composants d'explosifs artisanaux – câbles, cordons détonants, précurseurs chimiques, etc.	78	kg
16	17/08/2019	TIKO	NIGERIA	CAMEROUN	Munitions pour armes à feu	1 400	Pièces
17	20/07/2019	YAOUNDE	NIGERIA	CAMEROUN	Produits psychotropes - Tramadol	45 000	Comprimés
18	15/07/2019	KENTZOU	RCA	CAMEROUN	Cannabis	1	kg
19	14/04/2019	DOUALA	NIGERIA	CAMEROUN	Produits psychotropes - Tramadol	151 000	Comprimés
20	16/03/2019	KENTZOU	CAMEROUN	RCA	Munitions pour armes à feu	750	Pièces
21	31/05/2018	KENTZOU	CAMEROUN	RCA	Munitions pour armes à feu	250	Pièces
22	31/05/2018	KENTZOU	RCA	CAMEROUN	Munitions pour armes à feu	250	Pièces
23	18/05/2018	MBOMBETE	CAMEROUN	RCA	Munitions pour armes à feu	100	Pièces
24	11/03/2018	KYE-OSSI	CAMEROUN	GABON	Munitions pour armes à feu	175	Pièces

25	07/03/2018	YAOUNDE	France	CAMEROUN	Munitions pour armes à feu	50	Pièces
26	03/12/2017	YAOUNDE	France	CAMEROUN	Munitions pour armes à feu	85	Pièces
27	03/12/2017	YAOUNDE	France	CAMEROUN	Armes de petit calibre – Fusil de chasse	1	Pièces
28	21/01/2017	GAROUA-BOULAI	CAMEROUN	RCA	Munitions pour armes à feu	194	Pièces
29	14/07/2016	BERTOUA	RDC	CAMEROUN	Munitions pour armes à feu	359	Pièces
30	07/06/2016	MAROUA	NIGERIA	CAMEROUN	Arme de guerre - Kalachnikov	1	Pièces
31	05/02/2016	KENTZOU	RCA	CAMEROUN	Fusil de chasse	1	Pièces
32	28/01/2016	YOKADOUJA	RCA	CAMEROUN	Parties de munitions – Balle/projectile	15	Pièces
33	12/01/2016	YAOUNDE	France	CAMEROUN	Arme de chasse	1	Pièces
34	12/01/2016	YAOUNDE	France	CAMEROUN	Arme de chasse	1	Pièces
35	12/01/2016	YAOUNDE	France	CAMEROUN	Munitions pour armes à feu	100	Pièces
36	12/01/2016	YAOUNDE	France	CAMEROUN	Munitions pour armes à feu	60	Pièces
37	12/01/2016	YAOUNDE	France	CAMEROUN	Munitions pour armes à feu	20	Pièces
38	09/09/2015	DOUALA	CAMEROUN	TCHAD	Munitions - Armes à feu	15	Pièces
39	09/09/2015	DOUALA	CAMEROUN	TCHAD	Armes de petit calibre – Pistolet semi-automatique	2	Pièces
40	28/06/2015	YAOUNDE	CAMEROUN	CAMEROUN	Munitions - Armes à feu	86	Pièces
41	26/05/2015	MOLOUNDOU	RCA	CAMEROUN	Munitions pour armes à feu	1 003	Pièces
42	26/05/2015	MOLOUNDOU	RCA	CAMEROUN	Armes de petit calibre – Fusil d'assaut/carabine/usage militaire	1	Pièces
43	08/03/2015	YAOUNDE	CAMEROUN	ÉTATS-UNIS	Fusils de chasse	2	Pièces
44	10/02/2015	YAOUNDE	BELGIQUE	CAMEROUN	Munitions pour armes à feu	200	Pièces
45	30/05/2014	YAOUNDE	CAMEROUN	MAROC	Munitions pour armes à feu	239	Pièces
46	29/04/2014	DOUALA	CAMEROUN	SRI LANKA	Explosives	1	Pièces
47	06/04/2014	YAOUNDE	CAMEROUN	MADAGASCAR	Munitions pour armes à feu	25	Pièces
48	22/01/2013	YAOUNDE	NIGERIA	CAMEROUN	Précurseurs d'explosif – Autre	2 400	Pièces
49	22/01/2013	YAOUNDE	NIGERIA	CAMEROUN	Précurseurs d'explosif – Nitrate d'aluminium	2 400	kg
50	23/05/2012	BAMENDA	CAMEROUN	NIGERIA	Fusils de chasse	5	Pièces

II-SAISIES REALISEES EN LIEN AVEC LA SECURITE :

PERSPECTIVES

Dans sa quête permanente d'amélioration de sa performance la Direction Générale des Douanes envisage, dans le cadre du renforcement de sa contribution à la sécurisation du territoire face à la menace des Engins Explosif Improvisés (EEI), les mesures ci-après :

Le renforcement des équipes opérationnelles dans

les régions sensibles ;

La dynamisation des initiatives de gestion coordonnée des frontières et du programme SPC++ avec les pays voisins (Nigéria et Centrafrique) ;

La Mise en œuvre des partenariats avec quelques partenaires stratégiques du secteur de la sécurité en vue de l'harmonisation des méthodologies de communication, de programmation, d'organisation des opérations, notamment dans le cadre de la gestion coordonnée des penthières et la maîtrise des techniques de maintien de la paix, de déminage et de dépollution...



News du Cameroun Insécurité - Une bombe artisanale explose à Yaoundé - News du Cameroun

ENJEUX ET CONTRAINTES STRATEGIQUES ET OPERATIONNELS DE L'ENQUÊTE CRIMINELLE LIEE AUX ENGINs EXPLOSIFS IMPROVISEES

Commissaire de Police William WANDJI KOUAMOU

Les Engins Explosifs Improvisés (EEI) sont connus depuis longtemps comme les armes de choix des terroristes et des criminels en raison de leur pouvoir destructeur, de l'effet psychologique qu'ils produisent et de la facilité relative avec laquelle il est possible de les fabriquer. Cependant, la conduite des investigations judiciaires en vue d'interpeller les fabricants, les trafiquants et les poseurs de bombes dans le cadre de la lutte contre la prolifération de ces engins de la mort soulève une problématique axée sur les enjeux et contraintes stratégiques et opérationnels inhérente à cette délicate mission.

La compréhension approfondie du système des EEI constitue dès lors une condition préalable à l'élaboration des mesures de lutte contre leur prolifération ainsi qu'à l'évaluation de leur efficacité. L'une des stratégies à envisager consiste à considérer les incidents liés aux EEI comme s'inscrivant dans un contexte plus large car, pour qu'une attaque soit perpétrée avec des EEI, plusieurs activités connexes doivent aussi se produire, notamment la préparation, qui prend en compte la constitution de l'EEI lui-même, et le choix de la cible ; l'action c'est-à-dire la mise en œuvre de l'explosif ; éventuellement la revendication de l'attentat. Aussi, une approche générique décrivant la réponse policière de l'État à un incident lié aux EEI doit en principe prendre en compte des mesures de lutte en amont et en aval.



RFI Tchad- une femme kamikaze arrêtée, d'autres suspects recherchés

I - MESURES DE LUTTE CONTRE LA PROLIFÉRATION DES EEI PRISES EN AMONT

1. Politique, législation et réglementation nationales

La sécurité est un droit universel et fondamental auquel aspire toute l'humanité. C'est donc la principale responsabilité d'un gouvernement dans le cadre de ses obligations en matière notamment, de développement économique et social et de bien-être de ses citoyens. Or, les EEI sont une arme qui pose problème en terme de protection individuelle, instille la peur, déstabilise et fait obstacle aux Objectifs de Développement Durable (ODD). Les stratégies nationales de lutte contre ces EEI les plus efficaces ont toutes en commun la mise en place d'une politique globale qui définit une « stratégie gouvernementale d'ensemble » visant à prévenir et à atténuer les effets de l'utilisation des EEI.

La réussite des actions d'investigation judiciaire contre les EEI dépend d'une gouvernance efficace du secteur de la sécurité et du respect de l'Etat de droit. Il est essentiel qu'une législation nationale appropriée soit en place pour interdire toutes les activités liées au développement ou à l'acquisition de composants, à la fabrication et à l'utilisation d'EEI. Cette composante législative en amont des capacités de lutte contre les EEI reflète la composante relative au processus judiciaire située en aval. La législation et les réglementations nationales doivent en outre, prendre en compte l'utilisation légitime des explosifs et précurseurs d'explosifs, et inclure :

- Les activités légitimes d'acquisition, de contrôle, de transport, de stockage et d'utilisation finale d'explosifs par des entités civiles (par exemple, par les industries associées à l'exploitation minière, par l'exploitation de carrières, par l'exploration et l'extraction de pétrole et de gaz, et par le génie civil et la démolition) ;
- L'acquisition, le stockage et l'utilisation de munitions et d'explosifs par les forces armées et les forces de l'ordre ;
- Le stockage et le transport d'explosifs.

2. Renforcement des capacités des forces dans la lutte contre les EEI

Les mesures nationales de lutte contre les EEI doivent englober l'intégralité des capacités requises pour que les forces de sécurité impliquées dans les procédures d'investigations judiciaires puissent conduire efficacement les enquêtes criminelles contre l'utilisation

des EEI, à savoir :

- Une compréhension de l'environnement de sécurité et du cadre juridique dans lequel opèrent tous ceux qui ont la capacité de mettre en œuvre une stratégie de lutte contre les EEI ;
- L'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre les EEI définissant les moyens qui permettront de mettre un terme à la menace des EEI sur la base des structures gouvernementales existantes ou envisagées ;
- La mise à disposition de groupes militaires ou policiers chargés de neutraliser et de détruire les EEI dûment formés et dotés d'un équipement approprié, afin de neutraliser les EEI récupérés et de garantir la sûreté des lieux où sont survenus des incidents liés aux EEI pour que les forces de police puissent procéder à une analyse forensique ;
- La sensibilisation et la formation appropriées des forces de police et des forces militaires susceptibles d'opérer dans un environnement où les EEI représentent une menace ;
- Le contrôle efficace des frontières et le suivi des importations de potentiels composants d'EEI.

3. Contrôle des précurseurs d'EEI

Les précurseurs d'explosifs sont des substances chimiques qui peuvent être utilisées à des fins légitimes, mais qui sont également susceptibles d'être utilisées d'une manière détournée en vue de la fabrication d'explosifs artisanaux. Ce double usage qui caractérise la plupart des précurseurs utilisés pour la fabrication d'EEI constitue un problème auxquels tous les Etats sont confrontés.

Les contrôles applicables aux précurseurs d'explosifs varient d'un Etat à l'autre. L'approche adoptée par l'Union Européenne consiste, par exemple, à classer certains produits chimiques en tant que « précurseurs d'explosifs faisant l'objet de restrictions », ce qui signifie que le grand public n'y a généralement pas accès et que leur acquisition est soumise à des contrôles et, éventuellement, à l'octroi de licences. Quant aux « précurseurs d'explosifs devant faire l'objet d'un signalement », les vendeurs, qu'ils opèrent en ligne, hors ligne ou sur des marchés en ligne, sont tenus de signaler les transactions suspectes.

4. Coopération régionale et internationale, partage d'informations

Étant donné la longueur et la porosité de nombreuses frontières internationales, une stratégie

relative aux contrôles des précurseurs d'explosifs et des composants d'EEI qui serait exclusivement nationale a peu de chances d'aboutir. Face à la nature transnationale des chaînes d'approvisionnement et des menaces liées aux EEI, la coopération policière internationale en matière d'application des législations est donc essentielle. Le projet Watchmaker de l'Organisation Internationale de Police Criminelle (INTERPOL) en est un bon exemple.

Le projet Watchmaker a mis au point un modèle régional reflétant les menaces actuelles liées aux EEI, obtenu à partir de données d'incidents réels. Au cœur de ce projet se trouve une base de données qui répertorie des informations sur les individus connus ou présumés impliqués dans l'acquisition, la fabrication ou l'utilisation d'EEI. Grâce à elle, INTERPOL peut aider les autorités compétentes de ses pays membres à détecter les mouvements et les opérations transnationales des fabricants et des fournisseurs d'EEI. Par la suite, INTERPOL peut communiquer à ses pays membres des renseignements relatifs aux EEI à l'aide d'un système de notices répondant à un code couleur.

5. Opérations de lutte contre les EEI fondées sur le renseignement

Les opérations de lutte contre les EEI fondées sur le renseignement sont une composante essentielle des mesures que peut prendre un État pour lutter contre l'utilisation d'EEI par des personnes et des groupes criminels qui commettent des actes de terrorisme. Or, l'exploitation forensique des composants récupérés à la suite d'incidents liés aux EEI peut permettre de collecter de nombreuses informations utiles. Des opérations préventives soigneusement planifiées et exécutées sur la base de ces informations peuvent perturber les réseaux d'EEI et empêcher les personnes impliquées dans l'approvisionnement en précurseurs d'EEI, ainsi que dans la fabrication et la fourniture d'EEI, de mener à bien leurs activités. Les opérations fondées sur le renseignement peuvent prendre de nombreuses formes. Il peut s'agir notamment :

- D'identifier les chaînes d'approvisionnement en précurseurs d'EEI et de les rompre, éventuellement en coopérant avec des partenaires internationaux;



Koaci - Le convoi du sous-préfet du Nord-Ouest victime d'une attaque aux EEI

- D'identifier les personnes impliquées dans l'utilisation des EEI et de les traduire en justice ;
- D'adopter des initiatives de lutte contre la radicalisation visant à réduire le recrutement dans les organisations qui utilisent des EEI ;
- De prendre des mesures visant à réduire l'accès aux connaissances techniques qui permettent de fabriquer et d'utiliser des EEI.

L'analyse et l'exploitation technique efficaces des EEI sont fondamentales pour élaborer de futures mesures de lutte contre les EEI et déterminer si des changements dans les tactiques, techniques et procédures des forces sont nécessaires afin de faire face aux évolutions, actuelles et futures, relatives à l'utilisation des EEI par des organisations criminelles ou par des groupes qui commettent des actes de terrorisme.

II - MESURES DE LUTTE CONTRE LA PROLIFÉRATION DES EEI PRISES EN AVAL

1. Neutralisation

La capacité de neutraliser les EEI et de traiter en

toute sécurité la découverte de composants d'EEI est une capacité de réponse fondamentale dont tous les États qui sont confrontés à des menaces liées aux EEI ont besoin. Or, dans les premières phases d'une campagne contre les EEI, il n'est pas rare de voir ce rôle rempli par le personnel militaire qui souvent n'a reçu qu'une formation sur l'élimination des munitions classiques. Les EEI varient considérablement dans leur complexité et dans leur conception, et, bien que les fabricants d'EEI puissent avoir leurs propres signatures, il n'existe pas de normes de fabrication pour les EEI. La diffusion des technologies liées aux EEI est favorisée par les déplacements des employés entre les pays où leur utilisation est répandue et par le partage d'informations sur Internet. La conception des EEI relève souvent de l'imagination et des compétences techniques du fabricant de bombes.

2. Exploitation des lieux

L'exploitation des lieux où sont survenus des incidents liés aux EEI couvre l'ensemble des activités menées lors d'un incident lié aux EEI après la neutralisation de l'EEI. Elle englobe les activités nécessaires pour préserver les lieux et faciliter la collecte de preuves forensiques. Les preuves forensiques sont les preuves matérielles liées à un incident qui peuvent être



La Croix Africa Dans le diocèse d'Obala, au Cameroun, deux bombes explosent dans la chambre d'un prêtre

utilisées dans le cadre d'une enquête scientifique portant sur des infractions pénales ou civiles. Ces preuves peuvent ensuite être utilisées dans le cadre de procédures pénales devant un tribunal en vue d'obtenir des condamnations. Elles peuvent également être utilisées pour relier des groupes ou des individus à des EEI et aider au ciblage de la lutte contre les EEI, dans le cadre d'une approche nationale plus large de la lutte contre les EEI.

La collecte de preuves forensiques est un aspect essentiel des opérations d'investigations criminelles contre les EEI. La qualité des preuves pouvant être collectées sur les lieux d'un incident dépend de la formation et du niveau de sensibilisation forensique de ceux qui conduisent le processus de neutralisation des EEI. Aussi, la collecte, la présentation et la soumission correctes de ces preuves sont également cruciales si l'on veut pouvoir poursuivre les auteurs.

L'exploitation des lieux où sont survenus des incidents liés aux EEI, y compris lorsque l'EEI a fonctionné, sert à :

- Collecter des preuves : Les lieux où sont survenus des incidents liés aux EEI fournissent des preuves physiques, notamment des parties de l'EEI ou des résidus d'explosifs à partir desquels une évaluation du type d'explosif utilisé par le fabricant peut être effectuée ;
- Déterminer la cause d'une explosion : Identifier le type d'explosif utilisé peut contribuer à l'élaboration de stratégies de ciblage de la lutte contre les EEI. Par exemple, l'EEI était-il constitué d'un explosif militaire ou de fabrication artisanale ;
- Estimer le type et la taille de la charge d'explosif : L'estimation de la taille et du type de la charge principale de l'EEI permet d'aider à l'élaboration de contre-mesures techniques, de protection blindée et d'autres mesures de protection physique ;
- Évaluer la méthode de fonctionnement d'un EEI : Cette évaluation peut fournir des informations sur la façon dont l'EEI a été fabriqué et sur son mode de fonctionnement.

3. Analyse des preuves récupérées

Afin de déterminer le fonctionnement de l'EEI, une analyse forensique approfondie du matériel récupéré est fondamentale. Les composants explosifs fabriqués, tels que les charges principales et les détonateurs, peuvent être identifiés grâce aux marquages du fabricant. Pour

les composants électroniques, en particulier les circuits intégrés et les microprocesseurs, l'identification et le marquage par lots peuvent indiquer où et quand l'article a été fabriqué. La bonne identification des composants d'EEI constitue la première étape de l'identification de la chaîne d'approvisionnement en EEI.

4. Gestion de l'information

La gestion de l'information est le processus de collecte, d'organisation, de stockage et de fourniture d'informations au sein d'une organisation. Il existe des similitudes marquées entre la gestion de l'information et le cycle du renseignement, qui consiste en la direction, la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion.

Pour assurer l'efficacité d'une stratégie de lutte contre les EEI, il convient de rassembler les types d'informations suivants :

- Rapports et photographies des personnes impliquées dans la neutralisation des EEI
- Rapports d'analyse scientifique et forensique sur les pièces à conviction collectées lors des incidents impliquant des EEI ;
- Preuves scientifiques et forensiques et rapports d'interrogatoires de police recueillis auprès des personnes arrêtées et poursuivies pour des infractions liées aux EEI » ; Rapports de renseignement issu de toutes sources³² concernant les incidents liés aux EEI ou les personnes soupçonnées d'être impliquées dans des infractions liées aux EEI .

5. Exploitation technique des EEI récupérés

L'exploitation technique des EEI récupérés vise principalement à comprendre les intentions de ceux qui fabriquent et utilisent ces engins. Une exploitation technique approfondie des EEI peut permettre à un État:

- D'identifier la source d'approvisionnement des composants spécifiques de l'EEI ;
- D'établir des liens entre les incidents en procédant à l'évaluation technique des signatures spécifiques des fabricants d'EEI et d'autres caractéristiques ;
- D'aider à l'élaboration de contre-mesures ;
- D'enrichir la formation des futures équipes de lutte contre les EEI et des autres membres des forces de sécurité.

6. Identification des auteurs

En s'appuyant sur des enquêtes policières solides menées à partir d'une exploitation forensique des composants d'EEL récupérés correctement réalisée, il est possible d'identifier les personnes impliquées dans la fabrication, la fourniture et la mise en place d'EEL. L'identification des auteurs peut se faire :

- À partir de preuves biométriques (empreintes digitales et ADN) récupérées sur les composants d'EEL ;
- En établissant leurs liens avec l'acquisition de lots spécifiques de composants d'EEL (c'est-à-dire en déterminant leurs liens avec des transactions associées à l'acquisition de matériel lié aux EEL) ;
- En établissant des liens physiques à partir de preuves forensiques visibles et invisibles collectées sur les lieux de l'incident (par exemple, des fibres, des marques et abrasions d'outils et des résidus d'explosifs) ;
- À partir de preuves récupérées qui peuvent servir à étayer les témoignages d'autres personnes interrogées ; cela est particulièrement important dans certains systèmes judiciaires.

7. Processus judiciaire

Tous les incidents impliquant des EEL constituent des scènes de crime. Aussi, il est essentiel que les preuves

forensiques soient collectées et manipulées conformément aux dispositions prévues par la législation. Il est préférable que les preuves forensiques présentes sur les lieux où sont survenus des incidents liés aux EEL soient collectées par un personnel de police dûment formé et autorisé. Néanmoins, dans de nombreuses situations, il se peut que cela n'ait pas été possible et que d'autres personnes aient collecté des preuves pour les autorités judiciaires. Dans tous les cas, il est primordial de veiller à l'intégrité de la chaîne de traçabilité forensique afin que les éléments récupérés puissent être correctement utilisés lors de la poursuite judiciaire des auteurs.

La plupart des États ne disposent d'aucune mesure législative ou réglementaire spécifique pour traiter les EEL, car, en général, l'application des procédures prévues pour d'autres crimes graves suffit. Cependant, il est souvent nécessaire de mettre au point des techniques et des procédures spécialisées pour la conservation, la collecte et l'analyse du matériel relatif aux EEL.

Commissaire de Police
William WANDJI KOUAMOU
Officier Spécialisé CBRNE RCTN-WCAF Bureau
Régional INTERPOL Afrique Centrale



www.infoscameroun.com NOSO- plusieurs militaires tués dans l'explosion d'une bombe artisanale à Lebialem voici les détails

LE GROUPEMENT SPECIAL D'OPERATIONS, BRAS SECULIER DE LA POLICE CAMEROUNAISE CONTRE LA MENACE AUX ENGINES EXPLOSIFS IMPROVISES

Commissaire Divisionnaire Gatien Eloi PIGUI NGOSSO

Depuis 2014, le Cameroun fait face aux assauts répétés des terroristes de la secte islamiste Boko Haram dans sa partie septentrionale et, depuis 2016 s'est ajoutée la menace sécessionniste dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, avec une extension de la menace permanente d'attentats dans les grandes villes telles que Yaoundé, Douala et Bafoussam. Ces menaces ont pris des tournures inquiétantes avec l'utilisation des kamikazes (personnes préparées psychologiquement à mourir et qui arborent des ceintures explosives pour causer le maximum de dégâts parmi les Forces de Défense et de Sécurité ou au sein de la population civile cible) et des Engins Explosifs Improvisés (engin explosif conçu de façon artisanale, préparé pour être déclenché par une action involontaire de la cible ou monté pour être télécommandé à distance par le terroriste et ayant pour but de causer la mort ou de causer des dégâts matériels importants).



GSO, Groupement Spécial d'Opération

La montée en puissance des menaces se manifeste par les attentats à la bombe perpétrés dans les villes de Yaoundé (Marché Mokolo, Melen, Rond-point Damas, Tsinga Dubai, Emana), Maroua, Kousseri et Douala (Bonabéri, aux alentours de la SCDP, Bépanda) mais aussi par le piégeage des routes dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest avec pour conséquences des décès enregistrés du fait des Engins Explosifs Improvisés au sein des Forces de Défense et de Sécurité (nous avons encore en mémoire l'attaque de Otu Border dans la Région du Sud-Ouest où un véhicule de la police qui transportait des hommes, avait sauté sur un EEI dans la matinée du 15 juin 2019, causant 05 décès dans ses rangs).

Il ne se passe plus un jour, sans que les véhicules transportant les troupes ou effectuant des missions commandées ne subissent des attaques liées aux EEI. Presque toutes les routes non bitumées sont piégées dans les zones de crise. Les routes bitumées, quant à elles, ne sont pas en reste car des EEI à action dirigée appelés «ARM BURKA» (Canon scié dans lequel on bourre des explosifs et des fragments de fer de 10) sont installés en bordure de route visant au passage les Forces de Défense et de Sécurité (la dernière actualité en date est l'attaque d'un PICK UP de la Police dans la localité de Bali à l'aide d'un « ARM BURKA », attaque au cours de laquelle 05 éléments des forces de sécurité ont

perdu la vie). Face à cette menace, la Sûreté camerounaise, à travers son unité d'élite qu'est le Groupement Spécial d'Opérations (GSO) n'est pas en reste. Créé par décret numéro 89/1989 du 1er février 1989, le Groupement Spécial d'Opérations (GSO) est chargé des opérations coup de poing, commando et anti-commando contre des individus dangereux ou des bandes organisées de malfaiteurs ; de la neutralisation des forcenés et des actions contre toute forme de mutinerie ou de prise d'otage; de la sécurité de certains convois particulièrement importants nécessitant la mise en œuvre des moyens techniques spéciaux ; des interventions en cas de piraterie aérienne ; des études, des recherches et des essais sur les techniques et matériels d'intervention de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale ; de la surveillance des personnes suspectes ou signalées et de la recherche du renseignement criminel ; de la formation spécifique des personnels des services d'intervention, mais surtout de la lutte contre le terrorisme ou toute forme de crimes organisés et de l'enlèvement, de la neutralisation ou de la destruction des colis suspects ou des Engins Explosifs Improvisés. Il est constitué de 03 compagnies dont la Compagnie d'Intervention et de Protection ; la Compagnie de Surveillance et Filature ; la Compagnie technique.



StopBlaBlaCam Insécurités - le BIR désamorce une bombe artisanale dans le Sud-ouest

QUEL EST L'APPORT DU GSO DANS LA LUTTE CONTRE LES MENACES LIEES AUX EEI ?

Pour faire face à toutes ces menaces, le GSO met un accent particulier sur la formation continue de ses hommes. C'est dans ce cadre qu'ils sont sensibilisés sur la menace liée aux EEI. Ils apprennent donc à reconnaître les principaux EEI ainsi que leurs éléments constitutifs (charge primaire, charge secondaire, précurseurs chimiques d'EEI, cordeau détonant, mèche lente, explosifs militaires, interrupteurs, fragments, fils) ; à évaluer les risques et à connaître la conduite à tenir en cas de découverte d'un colis suspect ou d'un EEI (comment calculer et former le périmètre de sécurité, comment évacuer la population et les curieux, comment gérer la dénonciation, comment sonder le terrain, comment exploiter le renseignement et comment faire le compte rendu) ; à comprendre les effets des explosifs et savoir s'en protéger ; à prévenir et au besoin réagir le cas échéant face aux EEI.

De même, le GSO assure au quotidien des missions d'escorte et de relève des fonctionnaires de police déployés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest grâce à ses véhicules blindés. L'avantage lié à l'utilisation des véhicules blindés est l'efficacité dans la protection des hommes. Pour évoluer dans ces zones, le personnel commis pour la mission procède généralement par sondage du terrain particulièrement dans les passages obligés (passage étroit, route réduite par un tronc d'arbre, pont, traversée des collines et falaises, zones escarpées...) qui sont des zones par excellence où les terroristes disposent des EEI en vue d'éventuelles attaques.

De même, le GSO participe régulièrement avec d'autres Forces de Défense et de Sécurité à la gestion des dénonciations liées aux EEI particulièrement dans les villes de Yaoundé, Bamenda, Buea et Mamfe. Il s'agit dans la plus part de temps, des cas de découverte des colis suspects ou d'explosifs. Le GSO est actif dans la recherche du renseignement criminel et a déjà réussi à démanteler plusieurs cellules dormantes de terroristes sécessionnistes et ceux de Boko Haram dans la cité capitale. Par ailleurs, le GSO assure la sécurisation de certaines institutions diplomatiques sensibles où des collaborateurs mettent en exergue leurs connaissances dans le domaine des EEI pour éviter toute attaque liée à ces engins. Aussi, une équipe d'intervention est en alerte 24 heures sur 24 heures à la base de l'unité pour réagir en cas de découverte d'un colis suspect ou d'une alerte à la bombe dans la ville de Yaoundé.

DE QUELS MOYENS DISPOSE LE GSO POUR CONTRECARRER LA MENACE LIEE AUX EEI ?

Depuis le déclenchement de la crise dans la partie septentrionale du pays en 2014, les pouvoirs publics ont pris en compte les menaces liées aux EEI. C'est ainsi que le GSO a été doté, depuis cette période, de véhicules blindés de type LAND ROVER et des combinaisons de déminage de type EOD7. De même, l'unité a bénéficié en 2020 d'une nouvelle dotation en véhicules blindés de type PANTERA. Un équipement complet (flat scan 30, ordinateur militaire, générateur de rayon X, boucliers GSM, canon à eau ou dis-rupteur, cartouches, explodeurs, rouleaux de cordeau détonant et de mèches lentes, sondes, renifleurs d'explosifs, rubans, détonateurs électriques et pyrotechniques, batteries rechargeables, bobines de fils électriques, allumeurs de mèches lentes, boîtes à outils sigma, combinaisons de type EOD10...) est en cours d'acquisition pour mettre sur pied une véritable section de déminage au sein de l'unité.

Sous l'impulsion de Monsieur le Délégué Général à la Sûreté Nationale et en partenariat avec l'Agence Egyptienne de Développement, des cadres du GSO bénéficient depuis 2018 des stages professionnels approfondis dans le domaine de la fabrication, de la détection et de la neutralisation des EEI à l'Académie de Police du Caire. Dans la même veine, les responsables de l'unité bénéficient des stages dans le domaine de la lutte contre le terrorisme international dans plusieurs Académies de Police de la Fédération de Russie et de la République Populaire de Chine.

LE GSO PEUT-IL EN COLLABORATION AVEC D'AUTRES FORCES DE DEFENSE ET SECURITE VENIR A BOUT DE LA MENACE LIEE AUX EEI ?

En tant qu'unité d'élite, le GSO est impliqué de façon active dans la lutte contre les menaces sécessionnistes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Cette implication très active se manifeste par sa participation dans les missions conjointes dites « REMIA » et dans d'autres missions commandées telles que « BAMENDA CLEAN, KUMBO CLEAN... ».

Grâce à l'expérience des hommes du GSO, plusieurs relèves de la Police sont aujourd'hui faites sans l'appui de l'armée. De moins en moins, les Forces de police perdent des éléments du fait des attaques aux EEI (par exemple, grâce à leur professionnalisme, le pire a

été évité de justesse le 11 Juin 2021 dans la localité de Mbiame où un véhicule blindé du GSO avec à son bord le Sous-préfet de cette localité, des gendarmes et des policiers, a sauté sur un Engin Explosif Improvisé, sans causer de perte en vie humaine car ses éléments ont riposté promptement face à l'assaut lancé par les assaillants après l'explosion de l'engin).

En collaboration avec d'autres forces, le GSO mettra un accent particulier sur la neutralisation des artificiers Ambazoniens. La manipulation des EEI n'est pas du commun des mortels ; ce qui peut motiver le GSO à avoir la certitude sur le nombre réduit des artificiers qui sont dans ses rangs. Ainsi, pour Annihiler la menace liée aux EEI, il lui reviendra de neutraliser les artificiers Ambazoniens. Par ailleurs, plusieurs composantes des EEI (tels que les précurseurs chimiques d'engins explosifs improvisés, des cordeaux détonants, des mèches lentes, la poudre à canon ou poudre noire, des barres de fer, des bouteilles de gaz d'origine douteuse, des fils électrique d'origine douteuse voire même des détonateurs pyrotechniques ou électriques...) passent devant des Forces de Défense et de Sécurité au niveau des check-point sans qu'ils ne s'en rendent compte. Ainsi, pour vaincre la menace, le GSO mettra un accent particulier sur la sensibilisation des hommes déployés dans ces zones afin qu'ils soient capables d'identifier et de saisir ces composantes.

QUELLES SONT LES PERSPECTIVES POUR UNE AMELIORATION DES INTERVENTIONS DU GSO DANS LE CADRE DE LA MENACE LIEE AUX EEI ?

En tant qu'unité d'élite, le GSO a d'avantage besoin de moyens logistiques, matériels et financiers pour mener à bien ses missions. Ainsi, il serait souhaitable qu'une cellule anti-terroriste connectée au Centre de vidéosurveillance de la Sûreté Nationale et au Centre de Production des Titres Identitaires soit construite et équipée en son sein.

De même, la connexion aux terminaux de l'Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication serait d'un atout capital pour le fonctionnement optimal de ladite cellule. Tous ces outils permettront à l'unité d'être à la pointe de la recherche du renseignement prévisionnel, d'anticiper sur des cas

de conspiration liée au terrorisme ou de suivre les traces de terroristes et de procéder à leur arrestation. Aussi, la mise à disposition de fonds pour la recherche du renseignement criminel permettra à l'unité d'anticiper sur les actes terroristes.

Par ailleurs, il serait aussi souhaitable que des fonctionnaires du GSO sous l'égide de la Direction de la Formation, sensibilisent les fonctionnaires des unités de Sécurité Publique, des Groupements Mobiles d'Intervention et des Equipes Spéciales d'Intervention Rapide et particulièrement ceux dont le ressort de commandement est basé dans les régions de l'Extrême Nord, du Nord, de l'Adamaoua, du Centre, du Littoral, du Nord-Ouest, de l'Ouest et du Sud-Ouest, sur la gestion des dénonciations et sur l'attitude à adopter face à la découverte d'un Engin Explosif Improvisé.

QUE PEUT-ON CONCLURE SUR LA PLACE DE LA SURETE NATIONALE DANS LA LUTTE CONTRE LES MENACES LIEES AUX EEI ?

De tout ce qui précède, il est évident que la Sûreté Nationale, dans son élan de modernisation, peut compter sur le Groupement Spécial d'Opérations pour faire face de façon générale à la lutte contre le terrorisme d'une part et, pour contrecarrer la menace liée aux EEI, d'autre part. Toutefois, Il faut reconnaître que dans le domaine de la lutte contre les menaces liées aux EEI, toute explosion est caractéristique d'un échec car le renseignement permet d'anticiper et de mieux lutter efficacement contre le phénomène. Ainsi, conscient de ce qu'en matière d'EEI, « la première erreur est la dernière », l'équipement complet pour la détection et la neutralisation des EEI qui est en cours d'acquisition permettra au GSO d'être davantage plus efficace face à cette menace et de permettre à la Sûreté Nationale de jouer pleinement son rôle de protection des institutions, de sauvegarde de la souveraineté nationale, de protection des personnes et de leurs biens.

CD Gatien Eloi PIGUI NGOSSO
Commandant du Groupement Spécial d'Opérations

LE GÉNIE MILITAIRE : REMPART CONTRE LES ENGINs EXPLOSIFS IMPROVISÉS

Capitaine Yves PANYERE

Arme de prédilection des groupes terroristes et des groupes armés, les Engins Explosifs Improvisés ont fait leur entrée en Afrique centrale par les portes du Cameroun et du Tchad avec la radicalisation du groupe terroriste Boko Haram. En 2019, ce sont les Républiques Démocratique du Congo et Centrafricaine qui ont observé une augmentation du nombre d'attaques par Engins Explosifs Improvisés introduits sur leur sol par les groupes armés ADF (en RDC) et SELEKA (en RCA).

Faisant face à cette menace nouvelle depuis son engagement dans la lutte âpre contre Boko Haram, le Cameroun a fait preuve d'efficacité au vu des résultats enregistrés jusque-là sur le front de l'Extrême-Nord. Les tensions internes dans les Régions administratives du Nord-Ouest et Sud-Ouest ont ouvert un deuxième front (jusque dans les villes de Yaoundé et Douala) de lutte contre les EEI au Cameroun, consacrant ainsi le mode d'action privilégié des irrédentistes.

Pour faire face à ces Engins Explosifs Improvisés «de plus en plus sophistiqués et davantage utilisés au point où ils ont désormais un impact humain, opérationnel, politique, financier et psychologique sans précédent»¹, une réponse globale reste et demeure, à coup sûr, la clé du succès. Aussi, une plateforme collaborative entre les structures de lutte contre les Engins Explosifs Improvisés, entre les différentes administrations impliquées, voire entre les pays de la sous-région s'avère indispensable. Ainsi, la définition d'Accords d'Echanges Bilatéraux, la mise sur pied d'un comité de lutte et l'élaboration d'une doctrine contre les Engins Explosifs Improvisés constituent la substance d'une telle plateforme, que ce soit au niveau national ou sous-régional. Pour être efficace, la doctrine de lutte contre les Engins Explosifs Improvisés doit, en grande partie, reposer sur une structure opérationnelle, dotée de capacités clés, qui puisse être à la base de toute action liée à la lutte contre les Engins Explosifs Improvisés et qui faciliterait la planification, la coordination et le contrôle des opérations visant à atténuer, mieux, à éradiquer cette menace.

Pour mieux appréhender la lutte contre la menace que constitue l'usage des Engins Explosifs Improvisés en Afrique Centrale en général et au Cameroun en particulier, il serait judicieux d'analyser le système des Engins Explosifs Improvisés (I), de s'intéresser à la stratégie de lutte contre les Engins Explosifs Improvisés (II) et de faire le point sur la lutte contre les Engins Explosifs Improvisés au Cameroun (III).

¹ A Gueguen, « Faire face à la menace des engins explosifs improvisés », Conférence, Représentation permanente de la France auprès des Nations-Unies, 9 mai 2017. <https://onu.delegfrance.org/Faire-face-a-la-menace-des-engins-explosifs-improvises>.

I - LE SYSTÈME DES ENGINs EXPLOSIFS IMPROVISES

Un système des Engins Explosifs Improvisés est constitué de personnes, d'activités et de ressources qui sont connectées à travers des liens que sont l'approvisionnement, la planification, l'exécution et l'exploitation d'une attaque. La lutte ne doit donc pas se résumer à la mise en échec des Engins Explosifs Improvisés de l'adversaire ; elle doit plutôt être considérée comme « l'ensemble des activités conduites (...) contre cet adversaire au sens où les Engins Explosifs Improvisés relèvent d'un ensemble systémique »². Il faut alors agir sur chaque élément du système à savoir les leaders chargés de la planification et la désignation des objectifs, les financiers, les recruteurs, les fabricants d'Engins Explosifs Improvisés, les poseurs d'Engins Explosifs Improvisés et l'Engin Explosif Improvisé lui-même. C'est pourquoi il faut absolument « renforcer les mesures visant à combattre l'acquisition illicite de composants, d'explosifs et de matériaux pouvant servir à fabriquer des Engins Explosifs Improvisés »³. Une bonne connaissance de la typologie des Engins Explosifs Improvisés (A) et des modes opératoires (B) de l'adversaire facilite la lutte contre lesdits Engins.

A. Typologie des Engins Explosifs Improvisés

En fonction de leur système de déclenchement, l'on distingue trois types d'Engins Explosifs Improvisés. Tout d'abord les Engins Explosifs Improvisés télécommandés (COIED⁴), qui sont déclenchés par l'adversaire. Ici, le système de déclenchement peut être radio commandé, optique, infrarouge actif, un fil de commande, une traction ou une commande par projectile. Ensuite, les Engins Explosifs Improvisés activés par la victime (VOIED⁵). Ceux-ci ne sont pas contrôlés par le poseur, mais déclenchés par une action involontaire de la victime en exerçant une pression ou une tension, en relâchant une pression ou une tension, en activant un capteur (barométrique, hydrostatique, acoustique, ...) ou en rompant un circuit (chute de tension). Enfin, l'Engin Explosif Improvisé déclenché après un temps donné (TIED⁶). Dans ce cas, le système de

déclenchement est à retardement mécanique (déplacement ou mécanisme d'horlogerie), à retardement chimique (réaction chimique ou retard pyrotechnique) et à retardement électronique (horloge, chronomètre, montre).

Au Cameroun, l'on rencontre, d'une part, les *pressure plate* IED (PPIED), EEI dont le système de déclenchement est un plateau de pression, qui sont mis en œuvre, à la fois, par Boko Haram dans l'Extrême-Nord et par les irrédentistes dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; et, d'autre part, les TIED (à retard pyrotechnique) et les COIED (RCIED⁷), mis en œuvre par les irrédentistes. Dans tous les cas, le conditionnement de la charge est sous forme de pipe-bomb, DFFC⁸ ou EFP⁹.

B. Modes opératoires

Pour réaliser son attaque par Engins Explosifs Improvisés, l'adversaire peut utiliser trois modes. L'Engin Explosif Improvisé peut être posé sur un support fixe ou enfoui dans le sol ; c'est le premier mode opératoire. S'agissant du second, l'Engin Explosif Improvisé sera posé sur un support mobile qui peut être un véhicule, un animal ou une personne. Pour ce qui est du dernier, l'adversaire utilisera l'Engin Explosif Improvisé comme élément déclencheur d'une embuscade en visant par exemple l'un des véhicules d'un convoi.

Au Cameroun, l'adversaire utilise ces trois modes opératoires ; à l'Extrême-Nord, Boko Haram privilégie l'Engin Explosif Improvisé fixe (enfoui dans le sol) et mobile (Person Borne IED¹⁰) ; tandis que dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les sécessionnistes optent pour les Engins Explosifs Improvisés fixes et les embuscades.

II - STRATÉGIE DE LUTTE CONTRE LES ENGINs EXPLOSIFS IMPROVISES

La stratégie de la lutte contre les Engins Explosifs Improvisés repose sur les principes (A) tels qu'ils sont opérationnalisés dans la plupart des pays et les capacités opérationnelles (B) indispensables pour faire face à la menace de ces Engins.

² Doctrine interarmées, « la lutte contre les engins explosifs improvisés », DIA-3.15(A)_C-EEI (2015) N°114/DEF/CICDE/NP du 22 juin 2015, P17

³ Conseil de sécurité des Nations Unies, « convergence sur la nécessité de débarrasser le monde de la 'menace inhumaine' des mines terrestres et des engins explosifs improvisés », communiqué de presse, 2021, <https://www.un.org/press/fr/2021/sc14490.doc.htm>

⁴ Command operated IED (COIED)

⁵ Victim operated IED (VOIED).

⁶ Time IED (TIED).

⁷ Radio controlled IED.

⁸ Directional Focused Fragmentation Charge (EEI conçu pour projeter des fragments dans une direction donnée)

⁹ Explosively Formed Projectile (IED conçu pour agir comme une charge perforante).

¹⁰ Il s'agit ici de suicide bomber ou kamikaze.

A. Les principes de lutte contre les Engins Explosifs Improvisés

Le renseignement est le creuset de la stratégie de lutte contre les Engins Explosifs Improvisés sur lequel reposent trois principes fondamentaux et complémentaires, à savoir : la formation et l'entraînement, la mise en échec de l'Engin Explosif Improvisé et l'attaque du réseau des Engins Explosifs Improvisés.

Le renseignement est indispensable pour la compréhension des tactiques, techniques et procédures (TTP) de l'adversaire. Il permet ainsi de suivre les différentes évolutions de ces TTP et d'affiner la connaissance du réseau des Engins Explosifs Improvisés de l'adversaire.

S'agissant de la formation et de l'entraînement, ils permettent aux Forces de Défense et de Sécurité une meilleure prise en compte de la menace car «c'est bien dans la formation et le comportement qu'on se préserve au mieux des IED»¹¹. La structure responsable de ce volet est le Génie Militaire qui diffuse les enseignements à tous les échelons.

En ce qui concerne la mise en échec de l'Engin Explosif Improvisé, il s'agit ici des opérations visant à le détecter avant de le traiter ; l'unique dépositaire de ce savoir-faire étant le Génie Militaire.

Pour ce qui est de l'attaque du réseau des Engins Explosifs Improvisés, il s'agit de toutes les actions ayant pour finalité d'interdire la pose de l'Engin Explosif Improvisé. Plusieurs acteurs dont le Génie Militaire y concourent, le renseignement étant la fonction opérationnelle fortement sollicitée.

B. Les capacités opérationnelles de la lutte contre les Engins Explosifs Improvisés

L'on distingue six capacités opérationnelles de la lutte contre les Engins Explosifs Improvisés. Il y a tout d'abord la capacité à prévoir qui est essentiellement basée sur le renseignement (sur l'adversaire, le milieu et les Engins Explosifs Improvisés) devant permettre de déterminer les TTP de l'adversaire, les effets qu'il cherche à produire et le niveau technologique de ses Engins Explosifs Improvisés. Il y a ensuite, la capacité à empêcher ; celle-ci vise à couper l'adversaire de ses ressources (fouille opérationnelle complémentaire et spécialisée) ou de la population (opération militaire d'influence). L'on a également la capacité à détecter qui

est centrée sur l'Engin Explosif Improvisé. Toutes les unités, spécialisées ou non, y contribuent. La détection laisse la place à la capacité à traiter qui permet de mettre hors d'état de nuire les Engins Explosifs Improvisés décelés ; elle est réservée aux spécialistes du Génie Militaire. La capacité à réduire les effets s'ajoute au précédent et consiste en la protection du personnel (en stationnement ou lors des déplacements), des infrastructures et des matériels. Le Génie Militaire en est l'acteur majeur. Enfin, il y a la capacité à exploiter qui concerne la collecte des indices d'attaque par Engins Explosifs Improvisés (par les spécialistes du Génie et les équipes Weapon Intelligence Team) et leur analyse dans un laboratoire d'exploitation des Engins Explosifs Improvisés (structure spécialisée du Génie Militaire), afin d'une part d'obtenir des informations sur les évolutions des TTP de l'adversaire, et, d'autre part, d'alimenter la chaîne judiciaire.

Il convient de relever que seul le Génie Militaire s'illustre dans toutes ces 6 capacités indispensables à la lutte contre les Engins Explosifs Improvisés.

III - LA LUTTE CONTRE LES ENGINES EXPLOSIFS IMPROVISES

Le Génie Militaire est l'acteur central de la lutte contre les Engins Explosifs Improvisés au Cameroun. Afin de l'illustrer, il convient de faire le point sur la stratégie de lutte qui est en vigueur (A) et d'apprécier le rôle du Génie Militaire dans cette lutte (B).

A. Niveau de mise en œuvre de la stratégie

Bien que le Cameroun ait été reconnu, lors d'un atelier de réflexion sur la lutte contre les Engins Explosifs Improvisés organisé, du 29 juillet au 1^{er} août 2019 à l'Humanitarian Peace Support School d'Embakasi au Kenya, par le Gouvernement Américain, comme le pays d'Afrique centrale qui fait le mieux face à la menace des Engins Explosifs Improvisés, il n'en demeure pas moins que la stratégie camerounaise se heurte à la définition et la mise en œuvre d'une doctrine de lutte contre les Engins Explosifs Improvisés qui se veut interministérielle.

En effet, l'existence d'un manuel d'emploi des capacités de lutte contre les Engins Explosifs Improvisés semble insuffisant car n'impliquant guère les autres administrations. Par ailleurs, même si en ce qui concerne les piliers de la mise en échec de l'Engin Explosif Improvisé et de la formation, le Cameroun s'illustre dans la sous-région, avec à son actif la formation d'une dizaine de stagiaires nigériens, des efforts doivent être fournis pour ce qui est du pilier de l'attaque des réseaux.

¹¹ Jean-Marc Tanguy, « Comment la France a appris à gérer le risque IED » le mamouth, 2009 <https://lemamouth.blogspot.com/2009/09/comment-la-france-appris-gerer-le.html>

Il s'agit concrètement d'activer la capacité à exploiter (création et opérationnalisation d'un laboratoire d'exploitation des Engins Explosifs Improvisés) et la capacité à empêcher (formation des équipes de fouille opérationnelle complémentaire et spécialisée) et de mettre sur pied une plateforme interministérielle de renseignement concernant les événements des Engins Explosifs Improvisés.

B. Place et rôle du Génie Militaire

Le Génie Militaire est l'acteur principal de la lutte contre les Engins Explosifs Improvisés au Cameroun. Il intervient à tous les niveaux, que ce soit la formation et l'entraînement des Forces, qui permettent de diffuser les bonnes pratiques à tous les échelons. Il intervient aussi pour la sensibilisation des autres acteurs (personnel de sécurité d'Ambassades et agences humanitaires installées à Yaoundé). Il agit surtout dans la détection et le traitement des Engins Explosifs Improvisés sur les différents théâtres d'opérations grâce à la projection des équipes dédiées et participe à la sauvegarde/protection des unités déployées. Enfin, dans le cadre des procédures judiciaires, le Génie Militaire apporte son expertise à la Sureté Nationale et à la Gendarmerie nationale dans les enquêtes ouvertes à la suite d'une attaque par Engins Explosifs Improvisés.

CONCLUSION

La lutte contre les Engins Explosifs Improvisés requiert des méthodes et moyens spécifiques de mitigation car il s'agit d'une menace complexe et sans cesse évolutive. Elle est menée au Cameroun depuis 2014 et sa réponse, bien que satisfaisante, est à parfaire car la mise en œuvre de nouvelles capacités opérationnelles se révèle impérieuse afin d'épouser les principes conventionnels de lutte contre les Engins Explosifs Improvisés qui ont déjà fait leur preuve dans d'autres Armées modernes. Au cœur de ce dispositif de lutte, se retrouve le Génie Militaire autour duquel devrait se forger une véritable doctrine nationale de lutte contre les Engins Explosifs

Improvisés qui serait la réponse globale à cette menace. De vocation interministérielle, cette doctrine permettrait de mieux coordonner l'action des différentes administrations impliquées dans cette lutte âpre qui se veut permanente.

BIBLIOGRAPHIE

Conseil de Sécurité des Nations Unies, « convergence sur la nécessité de débarrasser le monde de la 'menace inhumaine' des mines terrestres et des Engins Explosifs Improvisés », communiqué de presse, 2021, <https://www.un.org/press/fr/2021/sc14490.doc.htm>

GUEGUEN Anne, « Faire face à la menace des Engins Explosifs Improvisés », Conférence, Représentation permanente de la France auprès des Nations-Unies, 2017, <https://onu.delegfrance.org/Faire-face-a-la-menace-des-engins-explosifs-improvises>.

TANGUY Jean-Marc, « Comment la France a appris à gérer le risque IED » *le mamouth*, 2009 <https://lemamouth.blogspot.com/2009/09/comment-la-france-appris-gerer-le.html>

US Marine Corps « Improvised Explosive Device (IED) B3L0487XQ-DM, Student Handout », n.d.

Capitaine Yves PANYERE

Chef du Pôle C-IED /Direction du Génie Militaire
panyves@yahoo.fr, téléphone : +237 656 168 054

LE GPIGN DANS LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITE URBAINE ET RURALE DANS LE GRAND NORD DU CAMEROUN

Lieutenant-Colonel KOLA

Les menaces asymétriques auxquelles fait face le Cameroun depuis près d'une décennie appellent à une adaptation continuelle de ses forces engagées dans la lutte contre le terrorisme, tant les modes opératoires de l'ennemi sont diversifiés et évolutifs. Dans cet environnement d'insécurité cependant maîtrisé par les Forces de Défense et de Sécurité, l'utilisation de plus en plus récurrente d'Engins Explosifs Improvisés (EEI) est désormais une variable constante des modes opératoires ennemis, aussi bien dans le Grand Nord où sévit la secte terroriste Boko Haram que dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest où persistent des velléités sécessionnistes avec des répercussions évidentes sur les grandes métropoles que sont Douala et Yaoundé. Les sécessionnistes projetant, en effet, d'étendre leurs menaces à d'autres régions du pays. Dans ce contexte de lutte acharnée tous azimuts contre les divers ennemis à la paix et la concorde nationales, à la sécurité et à l'intégrité territoriales, il sied volontiers de s'interroger sur la participation réelle du Groupement Polyvalent d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (GPIGN).

Formation spécialisée, opérationnelle de réserve ministérielle, créée par Décret présidentiel n°95/015 du 1^{er} février 1995 et restructurée par Décret présidentiel n° 2005/440 du 31 octobre 2005, le GPIGN assume, avec abnégation et professionnalisme, sa pleine partition dans le Grand Nord, et ce, en synergie avec les autres Forces de Défense et de Sécurité. A cet égard, il compte de nombreuses actions enregistrées. Une participation active et efficace dans plusieurs zones d'opération, confortée par une dynamique de spécialisation chèrement impulsée par le Haut Commandement.



Journal du Cameroun - Cameroun : 130 soldats déployés contre les preneurs d'otages dans l'Adamaoua - Journal du Cameroun

I - UN MAILLAGE AUDACIEUX ET CIBLÉ...

La présence effective du GPIGN sur le terrain s'observe à travers un maillage adapté de ses unités et détachements sur les différentes lignes de front dans le Grand Nord. Dans la Région de l'Extrême-nord, le GPIGN est activement engagé dans la lutte contre la secte terroriste *Boko Haram* depuis le mois de mars 2014. Après sept années d'engagement avec volonté et détermination, les opérations menées conjointement ou isolément, ont contribué à réduire considérablement la menace à sa plus simple expression. Aujourd'hui, dans l'Opération Emergence 4, son action s'inscrit dans le cadre d'un contrôle de zone. Il adopte en conséquence un dispositif adéquat commandé par les missions qui lui sont confiées. Ainsi, un groupe renforcé est détaché dans la localité de *Nguétchéwé* dans le *Mayo-Tsanaga* depuis 2015. Il y contrôle les points d'accès, effectue des patrouilles motorisées et pédestres, procède à des interpellations ciblées des suspects *Boko Haram*, et appuie sur ordre les unités de gendarmerie locales.

A Mora au Secteur 1 de la Force Multinationale Mixte de la Commission du Bassin du Lac-Tchad (S1/FMM/CBLT), le GPIGN compte également un détachement composé d'une équipe de démineurs pour des actions de déminage, et d'un groupe d'intervention qui agit dans le cadre d'une *Task Force* dont la vocation est de mener des raids et de renforcer ponctuellement les postes attaqués. Un autre groupe de protection est détaché dans la localité de *Mada* dans le *Mayo-sava* pour la sécurisation de la résidence du Président de l'Assemblée Nationale et de sa famille, depuis les attaques perpétrées contre la famille du Vice-premier Ministre AHMADOU ALI à *Kolofata* en juin 2015. Enfin, l'élément réservé à l'Escadron Régional d'Intervention n°4 (ERIGN4, unité dérivée du GPIGN dans la Quatrième Région Militaire Interarmées) à *Maroua*, intervient sur ordre pour des actions coup de poing, des missions d'escorte de hautes personnalités et de convois sensibles, des bouclages et ratissages menés conjointement avec d'autres forces amies.



Photo n°1 : Le raid du détachement GPIGN sous bannière S1/FMM/CBLT sur un campement BH à Kadélé



Photo n°2 : La reconnaissance motorisée offensive d'un axe dans les environs de Bondéri



Photo n°3 : L'interpellation des combattants BH dans les environs d'Amchidé



Photo n°4 : La protection rapprochée de S.E, Mme l'Ambassadrice de France au Cameroun



Photo n°5 : La protection des réfugiés nigériens au Cameroun
Sources : compilation GPIGN

Dans la Région du Nord, l'ERIGN3 de Garoua joue un rôle décisif dans la lutte contre les coupeurs de route et preneurs d'otages dans le cadre de l'Opération ADANO. Plusieurs opérations de libération d'otages ont été ainsi menées en appui aux unités territoriales (à l'instar des compagnies de Gendarmerie de Garoua 2 et 3), avec des résultats satisfaisants. Par ailleurs, un groupe du GPIGN est détaché dans le Mayo-Rey depuis près d'une décennie, dans le cadre de l'Opération «Paix à Bouba Ndjidda». Il participe, de concert avec d'autres unités, à la lutte contre le braconnage et l'orpaillage clandestin entretenus par des bandes armées venues du Tchad et du Soudan. Il assure, en outre, la sécurisation de l'axe GUIDJIBA – TCHOLLIRE – TOUBORO.



Photo n°6 : L'infiltration d'une équipe d'assaut en vue d'une interpellation
Source : compilation GPIGN

Dans la Région de l'Adamaoua, un détachement du GPIGN a été engagé depuis le mois de janvier 2019 pour répondre au phénomène de prises d'otages et d'enlèvements contre rançons que connaît la région

depuis quelques années. Aujourd'hui intégré dans l'Opération «ADANO», ce peloton est articulé en trois groupes d'intervention projetés respectivement à Martap dans la Vina, Djohong dans le Mbéré, et Almé dans le Faro et Déo. Suivant la mutation de la menace et sur ordre du Commandant de Légion de céans, auprès duquel il est mis pour emploi, ce détachement peut rayonner sur l'ensemble de l'Adamaoua, avec possibilités de jonction au Sud avec l'ERIGN6 à Bertoua notamment dans le Département de Mbéré. Généralement, ce détachement mène des actions en souplesse à base de renseignements obtenus par des capteurs sur le terrain et des unités locales de Gendarmerie, mais également fournis par la hiérarchie. Leur action à ce jour a permis la neutralisation de plusieurs ravisseurs, la récupération de quelques armes de guerre, plusieurs fusils de traite et des lots de munitions, et l'interpellation de plusieurs ravisseurs actuellement en détention à la prison centrale de N'Gaoundéré.



Photo n°7 : Des éléments du GPIGN et BIR dans les environs de Bouba Ndjidda



Photo n°8 : Des éléments du GPIGN recherchant le renseignement

Sources : compilation GPIGN

Ainsi, le GPIGN est très actif et impliqué dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité dans le septentrion. Les résultats se déclinent en plusieurs centaines, voire milliers d'ennemis neutralisés ou interpellés, d'armes et munitions saisies, Engins Explosifs Improvisés (EEI) désamorçés ou détruits, et aussi plusieurs concitoyens libérés de la barbarie sectaire et criminelle et leurs biens

sauegardés avec, en sus, la liberté d'aller et venir. Tout ceci n'aura pas été possible sans une véritable dynamique de professionnalisation ou spécialisation impulsée par le Haut Commandement.

II - UNE DYNAMIQUE DE SPECIALISATION SOUTENUE PAR UNE LOGISTIQUE ADEQUATE...

Dans une démarche de réponse appropriée, obéissant surtout à cette double exigence d'adaptation et de spécialisation, gage même de sa polyvalence, le GPIGN, grâce à la volonté du Haut Commandement, a entrepris d'assurer la formation de ses éléments sur deux axes majeurs : capacitation en déminage et durcissement en techniques d'intervention spécialisée, à la faveur d'une coopération militaire fructueuse plurilatérale. Subséquemment, il s'est intégré dans ses missions statutaires de lutte contre le terrorisme et la criminalité urbaine et rurale, des missions de recherche, de Neutralisation et de Destruction d'Engins Explosifs Improvisés (NEDEX).

Capacitation en déminage

Concrètement, des équipes de démineurs ont suivi une formation pointue dispensée par des experts en explosifs dans une base militaire américaine de Jordanie, sur une période de six mois. Conjugée aux différents recyclages à l'intérieur du pays, lesdites équipes entièrement équipées de matériels de déminage ont depuis lors une qualification et un niveau d'expertise qui leur permettent d'intervenir sereinement et efficacement sur des EEI.

Dans le Grand-Nord, la composante «déminage» intègre désormais l'articulation organique de l'ERIGN4. L'une de ces équipes est déployée au S1/FMM/CBLT depuis 2018. Elle est un acteur essentiel dans le cadre des opérations menées par les forces amies dans un environnement où les itinéraires de mobilité sont généralement pollués. Pratiquement, elle effectue des missions NEDEX à la satisfaction du commandement du S1/FMM/CBLT. Lesdites missions s'inscrivent, entre autres, sur les points ci-après :

- L'ouverture et la sécurisation des itinéraires empruntés par les forces amies pendant les opérations ;
- La neutralisation des munitions et des charges explosives montées par les terroristes ;
- L'identification et la neutralisation des kamikazes ;
- La participation aux missions de reconnaissance

offensive sous la bannière de la FMM/CBLT ;

- L'instruction du personnel des différents postes du S1/FMM/CBLT.
- Des échanges et partages d'expérience avec d'autres équipes.



Photo n°9 : Un démineur lors d'une séance d'instruction quotidienne
Source : compilation GPIGN

Leur bilan à ce jour est fort éloquent et justifie d'ailleurs le maintien de cet élément GPIGN au sein du dispositif du S1/FMM/CBLT qui, faut-il le rappeler, dispose régulièrement de sa composante GENIE COMBAT.

La deuxième équipe, en réserve d'intervention au PC/ERIGN4, est prête à être engagée dans un préavis assez court en cas d'alerte à l'EEI aussi bien dans la ville de Maroua que dans les zones périphériques, avec un effort particulier à SALACK où l'on retrouve l'aéroport et le centre d'emplissage de gaz de la SCDP. Dans cet ordre, cette équipe a bien souvent été sollicitée pour répondre aux alertes kamikazes et autres colis piégés signalés dans la ville. Elle dispose également des capacités lui permettant d'appuyer des experts formateurs en mines et explosifs dans le cadre de l'instruction et recyclages des démineurs d'autres formations. Ce fut le cas en 2018 lors du séjour effectué au BIR/SALACK à l'occasion duquel elle a activement participé au recyclage des démineurs de ladite formation.

Dans la RMA3, l'ERIGN3 à Garoua dispose lui aussi d'une équipe organique de démineurs. Quoique sollicitée pour des cas sporadiques d'alerte aux colis piégés, cette équipe s'inscrit néanmoins dans une logique de consolidation des acquis de formation à travers instruction continue et remise à niveau, pour se tenir prête à relever les défis sécuritaires liés à l'organisation imminente de la CAN TOTAL 2022.

Durcissement en techniques d'intervention spécialisée

Expertise indispensable à toute unité d'élite, l'intervention spécialisée a connu une véritable transformation au rythme de la sollicitation du GPIGN dans la lutte contre l'insécurité actuelle. La formation y a aussi été aidée par la coopération avec des partenaires traditionnels qu'est le GIGN français, et récents tels que les instructeurs américains, allemands et britanniques. Des pelotons commandos type SWAT ont été ainsi entraînés, y compris dans la perspective de la sécurisation de la CAN TOTAL 2022. Parallèlement à la spécialisation organique, la lutte contre l'insécurité actuelle a induit la nécessité d'instruire les autres unités ordinaires de la Gendarmerie Nationale et autres administrations publiques ou parapubliques.

Formation au profit des autres unités et administrations

Hautes directives de la hiérarchie, cette activité vise un double objectif. D'une part, la sensibilisation ou la conscientisation aux menaces terroristes émergentes et leurs principales manifestations en vue de pouvoir adopter en permanence une posture de veille et d'éveil. Il est aussi question de conscientiser les camarades des autres unités sur leur rôle de primo intervenants dans la gestion d'une crise majeure de terrorisme : prendre les mesures conservatoires tout en favorisant l'accès sur le lieu de l'incident des unités spécialisées dédiées au traitement efficient de la menace. D'autre part, il s'agit de leur faire assimiler des conduites à tenir et des fondamentaux tactiques en cas d'incident de nature terroriste, afin de pouvoir se protéger soi-même ou protéger un tiers. Dans ce sens, il n'est pas superflu de souligner l'implication désormais constante du GPIGN, en renfort au Commandement des Ecoles et Centres d'Instruction de la Gendarmerie Nationale (CECIG), pour la conduite spécialisée dans sa base d'entraînement de Mbankomo des séances de Mise en Condition Opérationnelle (MCO) au profit de tous les Gendarmes devant être engagés en renfort aux Légions de l'Extrême-nord, de l'Adamaoua, du Sud-ouest et du Nord-ouest. Outre cette préparation à l'entrée sur théâtres d'opérations, le GPIGN dispense dorénavant des fondamentaux-reflexes de lutte contre le terrorisme

et la criminalité à tous les stades diplômants organisés dans le Centre susmentionné.

Au demeurant, le GPIGN, tout en exécutant ses missions statutaires de lutte contre le terrorisme et la criminalité, s'emploie également à relever le niveau d'alerte et de réaction des autres entités concernées par ces opérations. Cette activité s'inscrivant harmonieusement dans la synergie d'actions fortement recommandée par la Haute Hiérarchie.

III - UN BILAN SATISFAISANT ET PALPABLE...

Après une décennie de lutte acharnée contre le terrorisme et la grande criminalité rurale et transfrontalière, les actions du GPIGN sont assez éloquentes et participent de son rayonnement. A ce titre, quelques faits saillants et statistiques méritent d'être rappelés :

A l'Extrême-nord/ OPS EMERGENCE4 :

- Le 03 janvier 2017, un raid du GPIGN sous la bannière de la FMM/CBLT à Kadélé en territoire nigérian a permis de neutraliser une vingtaine de combattants Boko Haram et de récupérer quelques armes de guerres ;
- A partir du 28 janvier 2017, le GPIGN a participé à un ratissage à Gulumba Gana à 40km à l'intérieur du Nigéria dans une offensive du S1/FMM/CBLT à l'issue duquel plusieurs postes Boko Haram ont été détruits, des combattants neutralisés et du matériel récupéré ;
- Depuis 2014, près de 520 escortes de diplomates et autres hautes personnalités, 09 escortes de matériels sensibles et 15 escortes de réfugiés nigériens vers le Nigéria ont été effectuées. Toutes ces missions d'escorte se sont déroulées sans anicroche.

Dans le Nord/ OPS ADANO:

- 07 opérations de libérations d'otages ont été menées avec succès ;
- 65 présumés preneurs d'otages interpellés et mis à la disposition de la justice dans les localités de Bibémi, Badarnké, Ngong et Mbaiboum ;
- 54 escortes de hautes personnalités ont été effectuées.

Dans l'Adamaoua/ OPS ADANO :

- Le 29 février 2019 à *Martap*, neutralisation d'un preneur d'otages, une arme de traite récupérée avec un lot de munitions correspondantes ;
- Entre février 2019 et décembre 2020, il a été procédé à 37 interpellations de suspects impliqués dans le phénomène de prises d'otages. Lesdites interpellations ont été régulièrement relayées par les unités départementales pour judiciarisation.

Il sied de relever ici que le GPIGN, en récompense de son engagement entier permanent à la lutte contre le terrorisme et la criminalité, a été décoré de la médaille de la vaillance à titre collectif et à l'ordre de l'Armée par décret présidentiel n°2015/193 du 20 avril 2015. Les escadrons GPIGN du Grand Nord ont très significativement contribué à l'attribution de cette haute distinction militaire.

IV - QUELLES PERSPECTIVES?

En dépit des résultats louables et appréciés à juste titre par le Haut Commandement, dans ce combat contre le terrorisme, il demeure que le GPIGN doit davantage travailler à rehausser sa capacité opérationnelle pour mieux adresser les menaces qui sans doute connaissent une évolution permanente de leurs modes opératoires. Il doit en conséquence être toujours en mesure de mener de manière autonome (*autonomie logistique surtout*) des opérations ciblées (*atteinte des objectifs ciblés à haute valeur ajoutée*), discrètes mais non clandestines.

Cette exigence d'adaptation appelle indéniablement des réformes structurelles qui sont en accord avec la volonté de la haute hiérarchie militaire de toujours offrir à l'autorité politique des options militaires à haute réversibilité, vocation première de toute unité d'intervention. A cet égard, la poursuite de la spécialisation du personnel, l'acquisition des équipements appropriés rimant justement avec cette dynamique de spécialisation, le renforcement des capacités logistiques, le rajeunissement et la politique de recrutement du personnel représentent quelques points

saillants sur lesquels le Haut Commandement est à pied d'œuvre à l'effet de renforcer la capacité opérationnelle de cette formation spécialisée. Par ailleurs, des réflexions sont permanemment menées dans le but de capaciter le commandement du GPIGN à une meilleure gestion d'une situation de crise, ceci à travers une coopération fructueuse avec des partenaires étrangers, des formations conjointes et un partage d'expérience effectif avec d'autres unités d'intervention à l'instar du BIR, du GSO ou de la DGRE.

CONCLUSION

Les menaces protéiformes auxquelles fait face le Cameroun ces dernières décennies ont depuis lors suscité une mobilisation générale objective et légitime des Forces de Défense et de Sécurité, à l'effet de relever les défis sécuritaires liés à la préservation de son intégrité territoriale. Le GPIGN demeure un maillon essentiel dans le dispositif sécuritaire actuel, et reste résolu et déterminé dans la lutte contre le terrorisme et la grande criminalité urbaine et rurale sur l'ensemble du triangle national. Son engagement, reconnu profond et entier, n'a jamais fait défaut et s'inscrit infailliblement dans le strict respect des Droits de l'Homme tel que recommandé par le Haut Commandement. Il doit cependant adopter une posture de veille permanente et opérer sans cesse des réflexions prospectives pour s'adapter au caractère dynamique et diversifié desdites menaces.

Lieutenant-Colonel KOLA
Commandant du Groupement Polyvalent
d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (GPIGN)

DE L'EMPLOI TACTIQUE DES DRONES DANS LA LUTTE CONTRE LES EEI AU CAMEROUN

Chef d'Escadron Rodrigue Boris FOMING

Les Engins Explosifs Improvisés (EEI) constituent l'arme de choix des insurgés et des terroristes, car leur construction nécessite peu de compétences tout en donnant des résultats spectaculaires et dommageables pour un investissement très limité en temps, en argent et en efforts. Dispositifs mis en place ou réalisés de façon improvisée et contenant des produits chimiques destructeurs, létaux, toxiques, pyrotechniques ou incendiaires, les EEI sont conçus dans le but de détruire, neutraliser, harceler ou distraire¹. Leur prolifération sur divers champs de bataille et l'augmentation exponentielle des pertes humaines ont amené les Etats à développer puis à déployer en nombre des équipements de surveillance, de détection et d'inhibition de ces engins². Ces équipements sont pour la plupart, des drones, entendus ici comme des aéronefs ou des robots³ inhabités, pilotés à distance, semi-autonomes ou autonomes, susceptibles d'emporter différentes charges utiles les rendant capables d'effectuer des tâches spécifiques pendant une durée déterminée pouvant varier en fonction de leurs capacités.

L'emploi tactique des drones en contexte africain ne s'est pas fait attendre pour contrer les méfaits des EEI dans le cadre de la lutte contre le terrorisme en Afrique Centrale et plus particulièrement au Cameroun. Toutefois, malgré ces innovations technologiques et les moyens humains déployés, les populations et certains soldats engagés dans les différentes crises que traverse le Cameroun continuent de payer un lourd tribut du fait des EEI. En effet, dans le cadre de la lutte contre les EEI, l'emploi tactique des drones en contexte camerounais demeure confronté à de véritables obstacles tant sur le plan structurel qu'opérationnel. Le présent article vise ainsi à proposer les types de drones dont l'usage pourrait contribuer à réduire, voire éliminer les menaces posées par l'utilisation passée ou future d'EEI, en particulier par les groupes terroristes ou d'insurgés. D'où l'interrogation suivante relative à l'efficacité de l'emploi tactique des drones : Quels types de drones faudrait-il employer tactiquement pour l'atteinte de l'état final recherché (EFR) ? Pour répondre à cette question, il sied tout d'abord de faire un point de situation sur l'emploi tactique des drones au Cameroun (I) ; puis d'évoquer quelques difficultés liées à l'emploi des drones dans cet État (II), et enfin, proposer de types de drones dont l'emploi optimal pourrait permettre l'atteinte de l'EFR (III).

¹ Voir www.mineaction.org, United Nations Mine Action Service New York, NY 10017, United States e-mail: mineaction@un.org, consulté le 29 juin 2021. Voir également Résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la lutte contre la menace posée par les EEI (A/RES/75/79) et la Résolution du Conseil de Sécurité mandant les OMP en cas de menace EEI.

² Eric Moline et Arnaud Ramey, « la robotique terrestre sur le champ de bataille », Revue des ingénieurs de l'armement n°109, juin 2016, p.6263.

³ Que nous considérons comme des drones terrestres.

I - L'ÉTAT DES LIEUX SUR L'EMPLOI DES DRONES DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LES EEI

En principe, l'Arme dédiée à la lutte contre les EEI est l'Arme du Génie. Mais les manœuvres en théâtre camerounais laissent entrevoir d'une part, un emploi non effectif des drones par l'Arme principalement dédiée (A), et, d'autre part, un emploi embryonnaire par les armes secondairement dédiées (B).

A. L'EMPLOI NON EFFECTIF DES DRONES PAR LE GENIE MILITAIRE

Même si le Génie Militaire n'emploie pas encore les drones de manière effective, dans le cadre de la lutte globale contre les EEI dans les zones de conflits et dans les cités capitales du Cameroun, il dispose d'un certain nombre d'équipements qui présentent de nombreux avantages. Ceux-ci ont permis de neutraliser et de détruire plusieurs EEI portés, transportés ou gardés par une personne, de gré ou de force par une personne, les EEI délivrés par véhicule terrestre ou dissimulé dedans et les EEI suicides «kamikazes» rencontrés dans les Régions du Centre, de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun.

Malgré ces réalisations, il est à déplorer que cette arme ne puisse encore intégrer l'emploi des drones dans ses interventions pour préserver la sécurité personnelle des intervenants. Les graphiques ci-dessous, qui font le point sur quelques événements EEI dans les Régions camerounaises susmentionnées, démontrent que l'emploi des drones sur le théâtre des opérations contribue à protéger des vies humaines. La lecture des graphiques montre que le nombre de morts a considérablement diminué dès 2016 dans la lutte contre Boko Haram et à partir 2019 dans le cadre du maintien de l'ordre renforcé contre les sécessionnistes lorsque les drones ont été employés sur lesdits théâtres. Dans la ville de Yaoundé, seuls quelques blessés ont été enregistrés parce que la capitale du Pays est protégée par de nombreux outils technologiques de surveillance qui contribuent à limiter les méfaits des EEI.



Source : Ministère de la Défense, 2021

On pourrait alors noter, pour s'en féliciter, que c'est grâce à l'emploi des drones par le Groupement Polyvalent d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (GPIGN) et les Bataillons d'Intervention Rapide (BIRs) que la courbe des morts tend vers la baisse. Toutefois, il faut dire que cet emploi demeure encore embryonnaire.

B. L'EMPLOI EMBRYONNAIRE DES DRONES PAR DES UNITES NON DEDIEES DANS LA LUTTE CONTRE LES EEI

L'acquisition des drones s'est faite à partir de 2015 à travers la signature d'un partenariat avec les États-

Unis⁴. Dans ce cadre, le Cameroun a pris l'initiative d'acquérir par l'entreprise américaine *Insitu Inc.* six drones de marque Scan Eagle « pour son armée engagée dans la lutte contre la secte islamiste Boko Haram dans les régions septentrionales »⁵. Ce type de drone, dédié à la surveillance, ne serait pas le seul prototype utilisé par l'armée camerounaise. Selon un opérateur de drone⁶, le Cameroun utilise également des drones d'observation comme le Phantom IV, qui servent uniquement à la collecte des données et au renseignement.

Dans la Région de l'Est du Cameroun, les BIRs ont développé une composante de renseignement à base de drones pour leurs opérations contre le braconnage, l'orpaillage et la transhumance armée. Leur groupement d'observation aérienne utilise aussi bien l'Orbiter d'origine israélienne que des engins américains ScanEagle ou des drones commerciaux multirotors DJI Mavic Pro, Inspire 2 et Matrice 600. Ces drones sont employés dans les missions de reconnaissance lointaine, de la surveillance rapprochée, de l'identification des cibles et du guide les tirs de l'artillerie camerounaise. Avec sa dizaine de drones d'une portée de 2 à 3 kms répartis entre les Escadrons Régionales du Groupement d'Intervention de la Gendarmerie Nationale, la Gendarmerie Nationale se charge d'observer, de surveiller et d'identifier la présence des EEI dans les zones du théâtre camerounais.

Toutefois, le déploiement de ces Unités n'est effectif que grâce aux nombreux supports logistiques étrangers dans le Sahel depuis 2013⁷. L'enjeu de ces dispositifs étant plutôt d'affirmer la présence de ces superpuissances dans un espace d'importance stratégique dans la lutte contre le terrorisme⁸. On peut donc observer que l'emploi des drones demeure encore embryonnaire dans le champ visé en raison non seulement des disparités dans l'acquisition et les dotations desdits engins aux Unités de l'Armée camerounaise, mais également de la restriction de ses capacités à l'observation et non à l'intervention. Ce sont autant d'obstacles qui limitent la lutte efficace contre les

EEI au Cameroun.

II - LES OBSTACLES A L'EMPLOI TACTIQUE DES DRONES DANS LA LUTTE CONTRE LES EEI EN AFRIQUE CENTRALE

L'emploi tactique des drones dans la lutte contre les EEI ne saurait s'avérer efficace du fait des obstacles d'ordre structurel (A) et opérationnel (B).

A. LES OBSTACLES D'ORDRE STRUCTUREL

Les obstacles d'ordre structurel relèvent à la fois des aspects géopolitique et géo économique.

L'aspect géopolitique est relatif à la présence des puissances étrangères en théâtre africain dont l'un des buts est d'acquérir prioritairement des informations pour servir leurs intérêts. La manière dont les informations récoltées par les drones sont gérées⁹ ainsi que la décision d'accorder ou non l'accès à ces informations à différents acteurs soulève notamment d'importants défis en termes de confidentialité au sein même des opérations car la plupart des drones utilisés le sont par les puissances étrangères. Posée au travers du prisme westphalien, la question des informations récoltées par les drones de l'assistance technique militaire étrangère peut être reformulée en termes de souveraineté nationale et d'atteinte potentielle à la sécurité étatique, particulièrement dans des crises aux implications transfrontalières¹⁰.

Pour ce qui est de l'aspect géoéconomique, les obstacles structurels à l'emploi tactique des drones en Afrique centrale se posent en termes de défis liés aux questions financières. Les drones de qualité dotés de bonnes capacités de surveillance dans des zones difficiles d'accès restent relativement coûteux lorsqu'on y ajoute les frais directs ou indirects liés entre autres à la formation des techniciens devant piloter les appareils, aux réparations et à l'entretien des aéronefs et de leur matériel afférent, au transfert et au stockage des données obtenues ou encore au renforcement des capacités d'analyse des cellules de Renseignement devant traiter le volume élevé de données récoltées.

⁴ Voir www.flightglobal.com/news/articles/scaneagle-to-be-delivered-to-cameroon-kenya-andpak-417294/, consulté le 21 mars 2020.

⁵ Voir chateauxnews.com/fr/2015/10/17/cameroun-armee-six-drones-scaneagle-pour-lutter-contre-bokoharam, consulté le 21 mars 2020.

⁶ Entretien réalisé par l'auteur avec un sous-officier de l'armée de l'air camerounaise à Yaoundé.

⁷ Whitlock Craig, « Pentagon Set to Open Second Drone Base in Niger as It Expands Operations in Africa », *The Washington Post*, 1er septembre 2014.

⁸ Berghezan Georges, « Éradiquer Boko Haram : acteurs multiples, résultat incertain », Rapport Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), 2016.

Url : https://www.grip.org/sites/grip.org/files/notes_analyse/2016/na_2016-03-07_fr_gberghezan.pdf, consulté le 20 mars 2020.

⁹ Sournia Loumtouang Erick (2017), « D'une crise nationale à une crise régionale : l'effet domino de la menace Boko Haram sur le Cameroun », in *Regards croisés sur le phénomène Boko Haram au Cameroun*, A. A. Gwoda et F. Wassouni (dir.), Yaoundé, Éditions du Schabel, pp. 203-222.

¹⁰ À ce titre, notons la farouche opposition du Rwanda, le président Paul Kagamé craignant que l'Afrique ne devienne « un laboratoire d'expérimentation pour les engins d'espionnage étrangers ». Lire Louis Charbonneau, « Rwanda opposes use of drones by the UN in eastern Congo », *Reuters*, 9 janvier 2013.

B. LES OBSTACLES D'ORDRE OPERATIONNEL

Les obstacles d'ordre opérationnel se posent en termes logistiques, d'interopérabilité et de vie privée. Les drones aériens ou terrestres qui opèrent dans des lieux isolés doivent composer avec une alimentation en énergie limitée, intermittente et défaillante, des télécommunications peu fiables et un accès limité à Internet. Ensuite, il faut reconnaître que les drones ne sont pas efficaces partout ou en tout temps. C'est le cas en zone de forêt à la canopée tellement dense qu'il est difficile voire inutile d'y utiliser des drones. Aussi, les climats extrêmes, notamment la chaleur ou des vents forts, peuvent accélérer le vieillissement des drones, voire compromettre leur recours.

La question de l'interopérabilité se rapporte à la capacité d'un groupe d'échanger de l'information ou de l'équipement avec un autre groupe poursuivant le même objectif. Le déploiement de drones et la livraison en temps réel d'informations nécessitent la mise en place de processus décisionnels distincts donnant plus de responsabilités aux Officiers sur le terrain. Enfin, la capacité des drones à observer et enregistrer les va-et-vient des individus soulève aussi des questions en termes de droit à la vie privée et pourrait être vue comme contrevenant à l'article 12 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui dispose que nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée. Dès lors, quels types spécifiques de drones pourraient permettre l'atteinte de l'EFR ?

III - LES DRONES DONT L'EMPLOI OPTIMAL POURRAIT PERMETTRE L'ATTEINTE DE L'EFR

Selon le Général de Corps d'armée américain David Deptula, les drones permettent de «*déployer de la puissance sans déployer de vulnérabilité* »¹¹. Les drones transforment la guerre en chasse et l'affrontement militaire en traque¹². À partir de l'historique brève de l'emploi des drones destiné à la gestion des explosifs au sein d'unités de génie (A), le Cameroun devrait nécessairement embrasser la «*robotisation de contact*» (B).

A. L'HISTORIQUE D'EMPLOI DE ROBOTS AU SEIN D'UNITES DU GENIE

11 Gusterson, Hugh 2014 «*Toward an Anthropology of Drones: Remaking Space, Time and Valor in Combat*», in Matthew Evangelista & Henry Shue, eds, *The American Way of Bombing. Changing Ethical and Legal Norms, from Flying Fortresses to Drones*. Ithaca-London, Cornell University Press: 191-206.

12 Chamayou, Grégoire 2013, *Théorie du drone*. Paris, La Fabrique. Gusterson, Hugh 2016 *Drone. Remote Control Warfare*. Cambridge, MIT Press.

Historiquement, l'emploi de robots au sein d'unités du génie date de 1972 avec la mise en service du robot *Wheelbarrow*¹³ considéré comme le premier robot destiné à la gestion des explosifs. La nouvelle génération de robots du génie est le robot *Packbot* utilisé pour la première fois dans les ruines du World Trade Center après les attentats du 11 septembre 2001¹⁴. Les équipes *Explosive Ordnance Disposal*, (EOD) les utilisent pour s'approcher au plus près et en sécurité d'un EEI, l'observer en détail avec la caméra, et le neutraliser avec le canon à eau. Ils ont permis de réduire la mortalité au sein d'équipes EOD très exposées.

De nos jours, on rencontre aussi des chars AMX30 B2 DT qui peuvent constituer l'ossature des sections de déminage lourd ou encore le système DROGEN (DRONE du GENIE)¹⁵ disposant d'une capacité de détection visuelle infra rouge et thermique en permettant la détection de traces de pose d'EEI ou de mines, la reconnaissance de zones avant l'installation de la force ou d'obstacles physiques (points de franchissements, recherche de contournement d'une piste impraticable, etc.), et même le MINIROGEN (MINI Robot du GENIE) dont l'emploi permet de protéger l'opérateur de la menace pendant les phases de levée de doute sont indispensables aux opérations menées actuellement. Les sapeurs des Armées en Afrique centrale doivent profiter de l'expérience des puissances européennes susmentionnées pour embrasser la «*robotisation du contact*»¹⁶.

B. LA «ROBOTISATION DU CONTACT»: UNE NECESSITE POUR LE CAMEROUN

L'emploi des robots va contribuer à l'amélioration de l'efficacité militaire dans les missions comme le déminage, l'appui mobilité ou l'organisation du terrain dans l'utilisation des lasers afin d'accéder à la matière active, de la brûler sans la faire détoner et de sauver les vies humaines. Pour les missions d'appui à la mobilité, l'ouverture d'axes de progression et les franchissements de zones minées, le Génie Militaire camerounais pourrait s'équiper d'une part, des *Packbot 510 d'iRobot*,

13 Il est né alors que la menace EEI était au plus haut en Irlande du Nord et que les pertes au sein des équipes de démineurs *Explosive Ordnance Disposal*, (EOD) britanniques étaient très élevées. Ce robot entre en service dans l'armée de Terre française en 1985, en même temps que sont créés les Groupes régionaux d'intervention NEDEX (GRIN) et est utilisé en opération pour la première fois au Liban en 1985-1986.

14 Quelques drones utilisés après le 11 septembre 2001 : *PackBot*, *MARCBot*, *TALON*, *MAARS* et *SWORDS*.

15 Un système DROGEN comporte deux drones IT 180 et une station sol de télépilotage. L'IT 180 pèse 18 kg et a une envergure de 1,8 m. Il vole à une hauteur de 150 m maximum, a un rayon d'action de 3 km et une autonomie de 30 mn.

16 Eric Ozanne, «*La robotisation du groupement tactique interarmes*» in Danet D., J.P. Hanon, G. Boisboissel (dir.), *La guerre robotisée* [actes des journées internationales, 911 novembre 2011], Paris, Économica,

engins chenillés téléopérés jusqu'à une distance de 800 m avec, notamment, à l'avant et sur une largeur de 2,2 mètres, des fraises mécaniques tournantes ; et, d'autre part, des chars AMX30 B2 DT, qui constituent un système d'ouverture d'itinéraire partiellement voire totalement autonome. La détection ou le leurrage peuvent être assez aisément réalisés par un drone terrestre lourd agissant en binôme avec un autre engin du génie qui, lui, serait habité et assurerait le contrôle de la mission. A plus long terme, les systèmes de protection électronique intelligente proposés par l'entreprise Thales¹⁷ pourraient être envisagés.

En ce qui concerne l'organisation du terrain, des systèmes de travaux autonomes pourraient être utilisés, à l'instar de ce qui se passe dans le secteur minier¹⁸. Enfin, les détachements de liaison et de reconnaissance du génie pourraient voir leurs capacités très largement accrues grâce au système de drone à voilure tournante et à décollage vertical (DROGEN ou MINIROGEN), ce qui plaiderait pour un renforcement de leur rôle dans le domaine de la reconnaissance et, pourquoi pas, pour la création de détachements uniquement dédiés à cette mission.

CONCLUSION

En définitive, en tant que principale arme de la menace terroriste, les EEI continuent de stimuler le marché global des solutions dynamiques C-EEI. L'équipement en robots Packbot 510 d'iRobot ou les chars AMX30 B2 DT dans un premier temps en vue de leur emploi tactique constituerait l'une des conditions

¹⁷ Riche de sa longue expérience et de son expertise des contre-mesures électroniques, Thales propose deux grandes solutions innovantes pour contrer les EEI radiocommandés : ECLIPSE (smart Electronic Protection System for Vehicles) et STORM-H (smart Electronic Protection System for Soldiers). Voir <https://www.thalesgroup.com/fr/notice-dinformation>.

¹⁸ Voir par exemple ce site : <http://www.riotinto.com/australia/pilbara/mineofthe-future9603.aspx> consulté le 1er juillet 2021.

décisives pour l'atteinte de l'état final recherché en raison des capacités sus évoquées¹⁹. A plus long terme, les systèmes innovants de Thales, que sont ECLIPSE pour la protection des véhicules et STORM-H pour la protection des soldats, pourraient être envisagés.

La robotique constitue une évolution majeure que toute arme du génie devrait disposer dans le cadre des missions militaires contre les EEI ; elle va s'installer dans les armées à l'horizon 2035-2050. Les États de l'Afrique centrale, notamment le Cameroun, gagneraient à acquérir ces équipements de pointe C-EEI.

Le cycle de la révolution « robonumérique » déjà enclenché va engendrer des progrès les plus attendus concernant l'autonomie et l'intelligence artificielle, afin de dépasser les obstacles qui empêchent, pour l'heure, les robots de se déplacer en tout terrain et en autonomie. La miniaturisation et la mise en réseaux de plusieurs robots (essaim) sont également des ruptures technologiques attendues dans le cadre de la lutte C-EEI./-

Chef d'Escadron Rodrigue Boris FOMING

Chargé d'Études à la Division de la Coopération Militaire au Ministère de la Défense ; rforobo974@gmail.com
Breveté d'Études Supérieures de Sécurité - (EIFORCES)

¹⁹ Voir Philippe Langlois, « Robotique terrestre. Le grand désenchantement ? », *DSI* n° 111, février 2015, p.98102.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

A/ Ouvrages et articles

Berghezan Georges, « Éradiquer Boko Haram : acteurs multiples, résultat incertain », Rapport Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), 2016.

Boisboissel (dir.), La guerre robotisée [actes des journées internationales], Paris, Économica, 2011.

Chamayou Grégoire, Théorie du drone. Paris, La Fabrique, 2013.

Gusterson Hugh, « Toward an Anthropology of Drones: Remaking Space, Time and Valor in Combat », in Matthew Evangelista & Henry Shue, eds, the American Way of Bombing. Changing Ethical and Legal Norms, from Flying Fortresses to Drones. Ithaca-London, Cornell University Press, 2014.

Gusterson Hugh, Drone. Remote Control Warfare. Cambridge, Mit Press, 2016.

Langlois Philippe, « Robotique terrestre. Le grand désenchantement ? », DSI n°111, 2015.

Sourna Loumtouang Erick, « D'une crise nationale à une crise régionale : l'effet domino de la menace Boko Haram sur le Cameroun », in Regards croisés sur le phénomène Boko Haram au Cameroun, A. A. Gwoda et F. Wassouni (dir.), Yaoundé, Éditions du Schabel, 2017.

Whitlock Craig, « Pentagon Set to Open Second Drone Base in Niger as It Expands Operations in Africa », The Washington Post, 2014.

B/ Texte juridique

Résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la lutte contre la menace posée par les EEI (A/RES/75/79) et la Résolution du Conseil de Sécurité mandatant les OMP en cas de menace EEI.

C/ Sources webographiques

<http://www.mineaction.org>.

<http://chateanews.com/fr/2015/10/17/cameroun-armee-six-drones-scaneagle-pour-lutter-contre-boko-haram>.

<http://www.flightglobal.com/news/articles/scaneagle-to-be-delivered-to-cameroon-kenya-and-pak-417294/>.

<http://www.riotinto.com/australia/pilbara/mine-of-the-future9603>.

http://www.washingtonpost.com/world/national-security/pentagon-set-to-open-second-drone-base-in-niger-as-it-expands-operations-in-africa/2014/08/31/365489c4-2eb811e4-994d-202962a9150c_story.html.

https://www.grip.org/sites/grip.org/files/notes_analyse/2016/na_2016-03-07_fr_g-berghezan.

LES ENGINES EXPLOSIFS IMPROVISES EN ZONE DE CONFLIT ET LES MOYENS DE LUTTE : CAS DES REGIONS DE L'EXTREME-NORD, DU SUD-OUEST ET DU NORD-OUEST DU CAMEROUN (RETEX)

Commissaire Divisionnaire Frédéric FOUMENA
& Colonel Raymond Serge KAOLE ALEOKOL

Les conflits, qu'ils soient irrédentistes ou purement terroristes, mettent généralement en opposition les Forces régulières d'un ou plusieurs Etats aux combattants des groupes de revendication. Le face à face armé qui est l'option de la confrontation fait des victimes surtout au sein des populations civiles dont l'Etat dans son rôle régalien a le devoir d'assurer la protection.

Dans le double souci de garantir l'intégrité de son territoire et d'assurer à sa population le bien-être, l'Etat, investi selon les règles établies du «monopole de la violence légitime», va mettre tout en œuvre pour réduire à leur simple expression ces mouvements qui, de leur côté, par les moyens de l'extrémisme violent, vont user de méthodes leur permettant non seulement de continuer d'exister au plan physique, mais aussi de frapper les esprits afin d'attirer l'attention sur leur cause et parfois gagner les cœurs des populations.

Dans l'un ou l'autre objectif poursuivi par les groupes irrédentistes ou terroristes, l'opposition militaire frontale avec les Forces de Défense et de Sécurité gouvernementales d'un ou de plusieurs Etats finit par leur être défavorable au point où ils montent en terreur avec l'utilisation des Engins Explosifs Improvisés (EEI).



Panorama papers Cameroun > Terrorisme- La psychose des bombes gagne Yaoundé - Panorama papers

Définis comme des bombes artisanales¹ portées par des êtres humains appelés «Kamikazes» ou placées le long des voies terrestres ou maritimes, les EEI sont utilisés par les terroristes afin d'accroître la terreur et provoquer des morts soudaines au sein de la société.

Le caractère soudain, lâche et improvisé des EEI met en lumière les failles sécuritaires et contribue à semer le doute tant au sein des Forces de Défense et de Sécurité que de la population. Forces régulières et population lorsqu'elles ne se soupçonnent pas mutuellement, vivent dans le stress d'une détonation provenant soit d'une bombe humaine malicieusement infiltrée au sein de la population ou d'un dispositif explosif déposé à un endroit quelconque, avec pour objectif de faire le maximum de victimes possible.

Comprendre l'utilisation en zone de conflit des EEI et esquisser les moyens de lutte pour leur éradication permettront au cours de cette analyse de tenter de révéler l'objectif réel poursuivi par leurs utilisateurs (I) et de proposer des pistes de réduction de leur utilisation (II), si tant est vrai que, parler de leur éradication serait délicat, voire manqué de réalisme.

I - LES ENGINES EXPLOSIFS IMPROVISES, UNE MENACE PSYCHOLOGIQUE ET PHYSIQUE SUPPLEMENTAIRE A LA GUERRE ASYMETRIQUE.

Le Cameroun depuis l'année 2014 pour la Région de l'Extrême-Nord et 2016 pour les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest est totalement pris en étau d'un côté par les terroristes de Boko-Haram et de l'autre côté par des irrédentistes regroupés au sein de la république virtuelle dénommée «Ambazonia».

La puissance de feu de l'Etat a poussé les terroristes dans ces parties en crise à monter en grade dans la distillation de la terreur en utilisant les EEI. Cette volonté de diffusion de la terreur psychologique (A) s'accompagne de pertes en vies humaines et des dégâts matériels importants (B).

A. Les Engins Explosifs Improvisés : une menace psychologique asymétrique certaine

Une confrontation militaire se déroule sur un terrain que chacun des belligérants essaie au maximum de maîtriser, pour se donner un avantage sur son adversaire. Tant que les Forces de Défense et de Sécurité ont la population locale comme alliée pour se mouvoir,

elles agissent au grand bonheur du peuple. L'utilisation dès 2016 des premiers Engins Explosifs Improvisés par Boko-Haram à l'Extrême-Nord du Cameroun est venue perturber l'assurance affichée et créer une véritable psychose tant au sein des forces régulières que de la population. Cette même psychose est perceptible dans la partie anglophone du Cameroun avec l'utilisation des mêmes techniques de combat par les irrédentistes.

Savoir que le terrain sur lequel on pouvait se mouvoir de jour comme de nuit était devenu un potentiel piège dans lequel on pouvait être pris à tout moment et laisser sa vie est une situation très préoccupante pour les Forces et leurs alliés.

Dans les départements du Logone et Chari, du Mayo-Tsanaga et du Mayo-Sava à l'Extrême-Nord, la multiplication des attaques à base des EEI avec l'utilisation soit des kamikazes, soit des dispositifs enfouis le long des itinéraires avait réduit considérablement les actions d'intervention des Forces de Défense et de Sécurité sur le terrain. La mort rodait partout et pouvait surgir de la jeune femme qu'on voyait venir devant soi et qui subitement déclenchait une charge explosive au marché, dans les lieux de culte, dans les domiciles privés, etc....

Cette situation a entamé la sérénité des hommes sur le terrain ce d'autant plus qu'ils assistaient parfois impuissants à l'explosion de leurs véhicules, ou voyaient se désagréger le corps de l'un de leur camarade cerner par des mines comme ce fut le cas de ce jeune capitaine à Assighassia dans le département du Mayo-Tsanaga en 2016. Les populations, voyant leurs protecteurs aussi, fréquemment victimes des EEI, se sont senties abandonnées par les Forces de Défense et de Sécurité qui, pour leur sécurité s'interdisaient les interventions de nuit et se limitaient la plus part du temps à ne protéger que leurs différents postes de combat.

L'introduction des EEI dans la guerre contre l'Etat a sérieusement bouleversé la relation harmonieuse entre les Forces de Défense et de Sécurité, les Comités de Vigilance et la population. L'incertitude et l'angoisse ont fait le nid de la suspicion entre les alliés.

Les Forces de Défense et de Sécurité ne comprenaient pas comment la population et les Comités de Vigilance qui maîtrisent plus le terrain ne parvenaient pas à donner le renseignement en vue de leur permettre de contrer les actions des terroristes. De leur côté, la population agressée dans la nuit ne comprenait pas l'attitude impassible des personnes envoyées par l'Etat pour les défendre. Boko-Haram, conscient de l'effet psychologique néfaste qu'il produisait au sein des Forces de Défense et de Sécurité, prenait la peine avant toute attaque d'isoler la zone ciblée à l'aide de mines posées

¹ <https://www.larousse.fr>

le long des différentes voies par où pouvaient venir les renforts.

Après de la population, la fréquence des explosions et les bilans produits étaient susceptibles de produire deux attitudes :

d'un côté, les détonations fréquentes pouvaient faire croire aux populations que BH avait renforcé son potentiel militaire et pouvait désormais rivaliser avec les forces régulières.

d'un autre côté, la peur produite par les EEI au sein de la population amène les terroristes à faire passer un double message : celui de la rupture de toute collaboration avec les Forces de Défense et de Sécurité au risque d'être pris pour cible et celui qui est de faciliter l'enrôlement des jeunes au sein des groupes rebelles.

L'impact psychologique de l'utilisation des EEI se fait plus grand dans les zones de forêt au Nord-Ouest et au Sud-Ouest ce d'autant plus que les Forces de Défense et de Sécurité, contrairement à la Région de l'Extrême-Nord où elles peuvent compter sur l'important soutien de la population, sont vues grâce aux différents discours comme des forces d'occupation.

B. Les EEI, une arme asymétrique aux dégâts importants

Sur le terrain, l'utilisation des EEI cause de nombreux dégâts sur le plan humain et matériel. A défaut des statistiques exhaustives, nous pouvons prendre en exemple la Région du Nord-Ouest où, entre le 21 Juin et le 24 juin 2021, pas moins de 04(quatre) explosions ont été entendues.

Le 21 juin 2021 à Three Cornus Nvech à Menji dans le Lebiale, les Forces de Défense et de Sécurité sont tombées dans plusieurs embuscades tendues par les éléments sécessionnistes du chef de guerre Field Marshall. Les éléments du Forces de Défense et de Sécurité dans un premier temps descendaient à pieds la colline lorsqu' une bombe artisanale a explosé. Un véhicule de secours arrive sur les lieux a été attaqué par deux EEI. Au total quatre appareils ont explosé dans un rayon de 200 mètres.

Le 24 juin 2004, toujours dans le Lebiale, les sécessionnistes ont une fois de plus fait explosé deux engins dans une embuscade tendue aux forces républicaines. Le bilan humain est tout aussi macabre dans la Région de l'Extrême-Nord où Boko-Haram en dehors des poses isolées des EEI, utilise aussi les Kamikazes lors des attaques en nocturne dans les villages.

Nous pouvons citer quelques dates :

- le 18 janvier 2016 vers 05h du matin, attentat suicide dans une mosquée de Nguetchewé bilan 06 morts dont 05 civils et 01 kamikaze ;
- le 21 juin 2017 à Kolofata (Mayo-Sava), attentat Kamikaze faisant 08 morts dont 03 kamikazes ;
- nuit du 1^{er} au 02 décembre 2019 à Waza (Logone et Chari), attentat kamikaze avec 09 morts (06 civils et 03 Kamikazes) ;
- 22 Aout 2020 à Nguetchewé (Mayo-Tsanaga) un attentat kamikaze a fait 19 morts (17 civils et 02 kamikazes).

Ces quelques cas juste indicateurs montrent à suffisance l'ampleur des dégâts que causent les Engins Explosifs Improvisés. Les terroristes et les irrédentistes font recours à ces méthodes non seulement pour tuer mais aussi pour piller tout en rendant difficile l'intervention des Forces de Défense et de Sécurité.

II - ERADICHER LES EEI EN ZONE DE CONFLITS : L'HOMME AU CENTRE DU DISPOSITIF SECURITAIRE

Lutter contre un danger improvisé, qui peut à tout moment causer de sérieux dégâts corporels et matériels au sein de la société, nécessite la mise sur pied de stratégies permettant d'anticiper et de le neutraliser.

Un regard croisé de stratégies de lutte contre les EEI dans l'Extrême - Nord (A) et dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest montre à suffisance que, quel que soit la technologie utilisée, l'homme reste le maillon indispensable de toute stratégie grâce, à son adhésion à la cause commune.

A. Région de l'Extrême-Nord du Cameroun : l'Homme, pivot de la lutte contre les EEI.

Apparus pour la première fois dans la guerre que Boko Haram impose au Cameroun en 2016 alors même que les thuriféraires claironnaient la victoire des forces régaliennes sur ce front terroriste, les EEI sont venus équilibrer l'influence psychologique dont les forces régulières semblaient avoir acquies.

Il ne se passait plus de journée sans que des explosions (Kamikazes et EEI) ne se fassent entendre. Les marchés, les lieux de culte les deuils et parfois à l'intérieur des maisons, Boko Haram se faisait entendre, harcelait les Forces de Défense et de Sécurité et les populations au point de créer la psychose au sein de la population et de l'Etat.

Désormais, les rassemblements sont limités, les

portes sont fermées les lieux de culte sont déserts.

Passé l'effet de surprise, il a fallu redéfinir les stratégies de lutte et le concept de «défense populaire» a pris tout son sens avec l'engagement déterminé de camerounais de tous bords pour aider les Forces de Défense et de Sécurité à venir à bout de cet ennemi. Une grande mobilisation a été initiée. Les capacités des Comités de vigilance ont été renforcées, les leaders communautaires appelés à transmettre aux autorités au plus vite tout fait digne d'intérêt.

La chaîne de renseignement mise en place fonctionne à merveille, les terroristes sont esseulés. L'obscurité devient leur alliée. La riposte populaire est appréciable. Les Kamikazes et les EEI sont neutralisés. La population a du répit malgré des actions furtives. Si la stratégie utilisée dans la région de l'Extrême-Nord connaît un succès, cela est sans aucun doute le fait de l'alliance Armée- Nation.



Cameroon Security URGENT - Explosion d'une bombe artisanale à Douala - Cameroon Security

La communauté et les Forces de Défense et de Sécurité ont une même vision sur la guerre : Le Cameroun est agressé, il faut se lever comme un seul homme pour faire face à l'ennemi. Les similitudes des vues et d'actions ont créé une réelle confiance entre forces républicaines et populations. Les éléments de langage utilisés dans la Région de l'Extrême-Nord n'ont à ce jour pas eu le même écho dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Des stratégies plus élaborées sont en cours.

B. Les Régions du Nord-Ouest et du Sud -Ouest ; l'absence d'adhésion de la population à la stratégie de lutte contre les EEI profitable à l'ennemi

«L'Union fait la force». Ce slogan à la pertinence avérée peine à prendre corps dans les régions anglophones du Cameroun. Cela a pour conséquence la grande fébrilité des forces républicaines lorsqu'elles doivent agir dans ces zones de forêt.

Au Nord-Ouest et au Sud-Ouest, l'Etat souverain et une bonne partie de la population ne semblent pas être sur la même longueur d'onde alors que le slogan de l'Etat reste et demeure «Un Cameroun Un et Indivisible», une bonne frange de la population a pour slogan «Ambazonia Must Be free». La fracture entre les différentes positions fait le lit de l'utilisation aisée des EEI.

Le succès des Comités de Vigilance et de la communauté à l'Extrême-Nord, fait place à un désamour entre une armée qualifiée d'occupation et une population dite martyrisée. Aucune armée, aussi puissante soit-elle ne peut réussir sur le terrain si la population ne l'y aide pas. L'adage selon lequel c'est «le terrain qui commande la manœuvre» peut être paraphrasé par : « C'est le renseignement qui garantit le succès de toute action».

Au Nord-Ouest et au Sud-Ouest du Cameroun, il faut gagner la paix des cœurs pour réduire la présence criminelle des Engins Explosifs Improvisés dans ces régions.

Commissaire Divisionnaire FOUМЕНА Frédéric

Chef du Pôle Police Judiciaire et du Bureau Evaluations à la Division de l'Enseignement Supérieur de Sécurité et de Préparation aux Opérations de Soutien à la Paix, à la Direction des Etudes de l'EIFORCES
Breveté d'Etudes Supérieures de Sécurité - (EIFORCES)

Colonel KAOLE ALEOKOL Raymond Serge

Directeur de Sports, Activités Culturelles et Artistiques (MINDEF)
Breveté d'Etudes Supérieures de Sécurité - (EIFORCES)

LA LUTTE CONTRE LES EEI DANS L'EXTREME-NORD DU CAMEROUN

Pr Saïbou Issa

Meurtrissures civiles, les 22 et 26 juillet 2015, trois attentats suicides portent le terrorisme de Boko Haram dans la ville de Maroua, chef-lieu de la Région de l'Extrême-Nord. Trois femmes activent leurs charges explosives au marché central de Maroua, dans un quartier avoisinant et en un lieu de loisirs à grande fréquentation. Outre des morts et des blessés légers, l'hôpital régional de Maroua reçoit des cas sévères de personnes qui garderont à vie les stigmates dus aux substances et matériaux utilisés pour fabriquer les bombes. Cet hôpital recevra de nombreux autres ayant perdu un pied, un bras, un œil... Le renforcement du dispositif de veille sécuritaire a été efficace, car les tentatives d'attentats ont été, par la suite, déjouées à temps, comme on le verra plus loin. Cependant, la peur des attentats semble avoir généré des attitudes préventives qui ont modifié durablement des comportements sociaux ordinaires : non fréquentation des grands marchés ; réduction de l'assiduité aux lieux de culte ; non-participation aux festivités culturelles ; absence aux baptêmes, cérémonies matrimoniales et deuils. Attentats suicides et Covid-19 se sont ainsi succédés pour ériger des frontières sociales temporaires ou durables dans des secteurs d'intégration humaine par excellence. L'enjeu principal que revêt la menace des EEI dans les cités des zones sous menace terroriste, est de pérenniser les attitudes préventives, le terrorisme prospérant sur les terreaux de l'usure et de l'amnésie collective.

Un jour de 2017, aux premières heures d'un dimanche, jour de marché à Mora, chef-lieu du Département du Mayo Sava. Alors que les premiers marchands installent leurs étals, officiels et curieux convergent vers la cour d'une école où des restes humains éparpillés témoignent de l'horreur de l'explosion de deux bombes humaines, auto-victimes de leur charge létale. Une tête par ci, un bras par-là, des entrailles plus loin. Deux femmes, l'une encore jeune et l'autre semblable à toutes ces femmes sans âge, témoins ambulants de ce que Boko Haram a fait de ces donneuses de vie transformées en meurtrières hagardes. Des ombres sorties du mirage de Daula musulunci, «le pays des musulmans», ce «Califat» annoncé comme terre promise pour ceux qui aspiraient à une nouvelle vie où tout serait dit, agi et construit suivant les commandements d'Allah, chacun en ayant pour sa faim.

Échangeant avec ces jeunes mères camerounaises et nigérianes sorties après la disparition d'Abubakar Shekau, on ne peut s'empêcher de se demander comment des jeunes femmes au parler si doux, à la fibre maternelle ainsi affichée, s'inquiétant de l'avenir de leurs enfants tout petits et de la réunification avec leurs époux, sont-elles passées aux extrêmes. Jacob Zen a fait état du formatage mental qui leur inculque l'illusion de la renaissance post mortem, la mort solennelle étant leur passeport pour la vie éternelle et les retrouvailles avec leurs proches.¹

¹ Jacob Zen, in Jason Warner and Hilary Maffess, Exploding stereotypes: the unexpected operational and demographic characteristics of Boko Haram's suicide bombers, Combating Terrorism Center at West Point, August 2017. Voir aussi Obi Anyadike, "Coerced or committed? Boko Haram's female suicide bombers", The New Humanitarian, 19 avril 2016.

Victimes militaires

Le 14 février 2016, l'Opération Alpha et le Bataillon d'Intervention Rapide (BIR) dont elle est issue, perdent un de ces officiers aux états de service impressionnants, aux compétences opérationnelles magnifiées, à la culture stratégique fine, à la curiosité intellectuelle à portée fonctionnelle remarquables, aux qualités humaines solides. Rendant compte des circonstances de la disparition et des qualités du Lieutenant-Colonel Kwene Ekwele Beltus Honoré, Cameroon-info.net écrit :

Commis au convoiement des otages nigériens libérés à Ngoshe et à leur remise aux autorités nigériennes dans la localité voisine de Pulka, le Lieutenant-colonel KWENE EKWELE Beltus Honoré va être gravement blessé en même temps que quatre de ses hommes, après que le véhicule les transportant a sauté sur une mine posée par Boko Haram sur la route empruntée (...) Le Lieutenant-Colonel KWENE EKWELE Beltus Honoré était un officier de renom, avec une force de caractère remarquable. Il était connu non seulement pour sa bravoure et son courage, mais également pour son sens pragmatique et son goût du dialogue, de la pédagogie et de la communication (...) Le Lieutenant-Colonel KWENE EKWELE Beltus Honoré était un officier d'artillerie pétri d'expérience; une expérience éprouvée au gré des opérations de terrain au cours desquelles il s'est toujours illustré par une grande cohérence tactique, comme en témoigne son engagement dans la zone sud de l'opération Alpha où il a participé à plusieurs batailles épiques et repoussé plusieurs fois avec succès les assauts criminels de Boko Haram.

Des dizaines d'éléments ont perdu la vie depuis 2014 au sein des trois forces déployées dans la lutte contre Boko Haram. De nombreux autres blessés gardent des stigmates invalidants. Ratissant les repaires des insurgés, menant des opérations transfrontalières, repoussant des attaques osées, contrôlant des véhicules ou des usagers incertains, les éléments de la Force Multinationale Mixte, de l'Opération Alpha et de l'Opération Émergence 4 conduisent leurs missions dans un environnement à risques, d'autant plus qu'avec le temps, les modes opératoires de Boko Haram subodoraient le recours à des relais locaux pour l'exécution des tâches constitutives de ses opérations. Au nombre de ces tâches figure le recours aux EEI sur les voies de grande fréquentation.

Une dynamique de conflit et des facteurs propices aux EEI

À l'entame de ses attaques transfrontalières en 2014, Boko Haram s'était comporté comme une armée régulière, menant une guerre conventionnelle. Fort de ses succès contre certaines positions de l'armée nigérienne qui lui ont permis de s'accaparer d'importants matériels militaires, y compris des armes lourdes et des blindés, l'organisation d'Abubakar Shekau avait proclamé son 'Califat' au lendemain de la prise de Gwoza. Les tentatives d'occupation territoriale au Cameroun, au Niger et au Tchad ont été nombreuses. Elles sont restées infructueuses.² Toutefois, les échos des avancées et l'emprise sur un grand territoire du nord-est du Nigeria, étaient suffisantes pour attirer des recrues, voire des familles. Les effets de la riposte ont rapidement amenuisé les capacités opérationnelles de Boko Haram, notamment pour la conduite des opérations frontales par des unités importantes. D'où le recours à la guerre asymétrique par l'usage des porteurs de charges explosives d'une part et la pose d'explosifs issus de leur propre fabrication.

Des bandits de grand chemin d'hier aux terroristes d'aujourd'hui, les passagers obligés sont de tout temps des lieux d'exécution des opérations des bandes armées : mares pour les razzias de bétail ; défilés rocheux et bifurcations imposant le ralentissement pour les embuscades ; campements saisonniers pour les pillages communautaires... Pour se rendre de Maroua à Kousseri, de Maltam à Fotokol ou de Mora à Banki, les opérateurs économiques empruntent toujours la même voie. Leurs mouvements sont donc prévisibles. Des véhicules spécifiques peuvent être ciblés. L'état de ces routes et d'autres permet aux insurgés d'enfouir les explosifs sur des artères parsemées de creux du moment où l'insécurité n'a plus permis de les entretenir. Sur la Nationale N°1 entre Mora et Kousseri, l'arrêt des travaux intervenu après l'enlèvement en 2014 des personnels chinois travaillant à la construction de cette route, laisse une plateforme à la merci de la dégradation. En saison sèche, c'est en contrebas de l'axe normal que se créent des pistes sablonneuses, faciles à creuser. C'est sur ces routes secondaires, ramenées parfois à des pistes faute de cantonnement ou de reprofilage, que la plupart des véhicules civils et surtout militaires sont montés sur des mines.

Si les attentats suicides communément appelés kamikazes visent des lieux de rassemblement pour produire, entre autres, des effets médiatiques et psychologiques, les EEI placés sur les chemins sont

² Voir Saïbou Issa, « ... », Attaques et attentats de Boko Haram dans l'Extrême-nord du Cameroun,

d'avantage destinés à impacter la mobilité des forces. Par exemple, l'exploitation des données de la FMM et les échanges avec son commandement renseignent clairement sur la géographie de la distribution des EEI sur les axes de déploiement. C'est sur ces axes que des véhicules militaires ont été endommagés et que des soldats ont été atteints. En outre, les données de la FMM montrent que Boko Haram a su traduire en armes bon marché mais très destructrices, des résidus de matériels militaires, des substances chimiques et des composés d'utilisation courante dont l'agencement produit des explosifs de formes et de dimensions variées selon les besoins. Au vu des composés des EEI, on se rend à l'évidence que l'une des grandes menaces opérationnelles auxquelles les armées sont confrontées est moins la prolifération des armes sophistiquées que l'intelligence pratique mise au service du mal. Du nitrate

d'urée, des petites batteries ordinaires, de vieux appareils de radio FM, du gaz domestique (propane), des bouteilles de gaz vides, des sandalettes usées, des billes, de la ferraille, des étuis d'obus et de munitions, du ruban adhésif... servent à des artificiers dont les compétences chimiques et la qualité de la formation sont perceptibles.

Des sources militaires issues des différentes opérations nationales et régionales de lutte contre Boko Haram, ainsi que des échanges avec des éléments ayant agi dans le secteur des EEI ou les ayant côtoyés concordent à dire que Shekau avait d'abord fait former ses artificiers au Sahel, puis ceux-ci sont devenus des formateurs dans son antre de Sambisa. L'expertise de Daech semble avoir été sollicitée. Les artificiers viennent de tous les pays affectés par la crise, certains s'étant rendus au Cameroun et au Nigeria. Dans le cadre des



Camer.be - Attaques terroristes aux EEI au NOSO

redditions consécutives à la mort de Shekau, diverses sources indiquent que vingt-et-un (21) spécialistes des EEI, dont leur chef de file Amir Abu Darda, se sont rendus aux autorités nigérianes.³ Selon un ex-combattant ayant assumé des charges de commandement, les artificiers étaient de véritables stars qui communiquaient peu. «Il y avait parmi eux plusieurs qui manquaient un œil, une main ou une jambe», dit-il. Boko Haram disposait d'un atelier de fabrication des EEI qui a été détruit en 2018.⁴

Interrogé au sujet du processus de production des bombes humaines, un combattant en situation de reddition⁵, dont trois proches auraient effectué des missions suicides, livre un témoignage dont la teneur tend à relativiser les analyses sophistiquées qui ont circulé sur le sujet. En substance, dit-il, les jeunes filles (surtout) sont conditionnées pendant les séances obligatoires d'enseignement religieux. L'argument courant serait que le Prophète avait demandé à ses disciples lequel d'entre eux voulait être proche de lui. Une force adverse obstruait alors le passage à son armée en campagne. A celui qui s'était prononcé pour cette offre de proximité recherchée, il aurait suggéré de mener une action suicidaire pour «ouvrir le chemin». Un sacrifice qui l'absoudrait des interrogatoires après la mort. Les prédicateurs useraient de la translation pour inciter au sacrifice amnistiant, car «ouvrir le chemin à l'Islam dispense des interrogatoires dans la tombe».

Pourquoi choisir les filles : «elles sont naïves et faciles à commander». Hormis les filles désespérées qui ont été enlevées et se retrouvent sans attache, les candidates aux attentats suicides sont de profils divers, certaines étant mariées et mères. Avec ou sans l'assentiment de l'époux, dès que la jeune fille «candidate» auprès d'un leader, elle entre en phase de conditionnement. Il n'y a pas d'opposition familiale, au risque de subir les repréailles des dirigeants. Les ex-combattants nient le recours aux stupéfiants (interdits de vente et de consommation). Cependant, les sources sécuritaires indiquent que nombre de personnes appréhendées avant la commission des attentats ou sur les champs de bataille, étaient dans un état second, dû à la consommation de substances hallucinogènes, en l'occurrence le Tramadol. Parfois, c'est la dissipation de l'effet des psychotropes qui semble avoir ramené à la raison celles qui se sont livrées aux Forces de Défense et de Sécurité ou aux Comités de Vigilance, une fois libérées de l'emprise des passeurs qui les ont conduites

au lieu que les commanditaires ont ciblé.⁶

La réponse des Forces de Défense et de Sécurité : cas de la FMM

Les campagnes contre la fabrication et l'usage des mines antipersonnel et la convention⁷ qui en découle, sont en passe de faire disparaître la production et l'emploi licites de ces armes qui ont causé des dommages humains et matériels considérables dans toutes les régions du monde.⁸ C'est une lapalissade de rappeler que les groupes armés terroristes ne se sentent pas liés par les conventions internationales. Néanmoins, ce rappel indique que la menace en elle-même persiste et s'amplifie avec les transferts de techniques entre les groupes apparentés, en l'occurrence à Al Qaida et surtout à Daech pour ce qui est du Bassin du Lac Tchad. Aussi fallut-il concevoir des réponses que l'on peut articuler comme suit pour ce qui est des mesures prises par la FMM:

L'évaluation empirique de la technologie des EEI de Boko Haram: les Forces de Défense et de Sécurité ont récupéré plusieurs ceintures explosives et autres types d'EEI sur des kamikazes, sur les sites de fabrication et de dissimulation. La mutualisation des informations entre les forces a également livré des renseignements sur la variété d'engins et les modes opératoires. L'exploitation des ex-combattants et des artificiers eux-mêmes reste une source d'informations capitale sur les dispositifs et leur activation.

L'élaboration d'un bréviaire anti-EEI : l'évaluation du timing, des endroits de disposition et des mécanismes de dissimulation des EEI sur les routes, ont amené les unités à élaborer un ensemble d'attitudes à adopter lorsqu'elles circulent à bord des véhicules ou à pied : répartition des éléments dans les véhicules et occupation des sièges ; recours à des véhicules plus résistants au souffle des explosifs ; évitement des compartiments de la route relativement plus exposés ; alignement sur le tracé du véhicule de tête de convoi... A ceci s'ajoutent, à la FMM, des patrouilles quotidiennes de reconnaissance EEI et de quadrillage des voies qu'empruntent les véhicules en partance pour des opérations, particulièrement dans la zone de Bonderi, assez ciblée par Boko Haram.

En effet, il s'est avéré nécessaire de tenir la route à

³ Vanguard, 9 août 2021. <https://www.vanguardngr.com>

⁴ <https://counteriedreport.com>, 7 février 2018

⁵ Interview du 24 août 2021.

⁶ Interviews, Mora, 24 août 2021

⁷ convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, entrée en vigueur le 1er mars 1999

⁸ Discours de M. Gilles Carbonnier, vice-président du CICR — 16 novembre 2020, Genève, <https://www.icrc.org/fr/document/convention-mines-antipersonnel-beaucoup-reste-faire>

l'aller et au retour des unités pour éviter que les artificiers posent des mines avant leur retour. Ces artificiers protègent parfois les combattants en posant des mines destinées à ralentir la riposte ou à empêcher l'arrivée des renforts. Véritables loups solitaires, ils semblent agir dans la discrétion, à l'abri du regard des combattants tenus éloignés des lieux de pose des charges explosives, davantage pour prévenir les fuites d'information que par mesure de sécurité.

Les dispositions anti-EEI spécifiques aux Forces engagées contre Boko Haram et dans le cas de cette étude, celles de la FMM, résultent des expériences vécues. Aussi sont-elles améliorées continuellement et enseignées aux soldats. La mutualisation de pareilles dispositions et leur respect aura contribué à réduire les pertes humaines et matérielles dues aux EEI.

La fabrication d'outils de déminage : outre le renforcement des capacités des démineurs attirés, le Secteur 1 de la FMM les a également doté d'un instrument de sa propre fabrication. En outre, de gigantesques patins à roulettes connus ici sous l'appellation de roller sont fixés à l'avant des blindés. Ils écrasent littéralement les EEI, leur épaisseur étouffant le souffle de l'explosion. Les rollers sont venus atténuer la menace des gros EEI dont l'explosion avait endommagé des blindés aussi bien au Cameroun qu'au Nigeria. De telles charges explosives auraient considérablement accru les pertes parmi les soldats et les populations.

Du rôle des populations

La contribution des populations a jusqu'ici consisté d'une part à prévenir l'accès des porteurs de bombes à leurs lieux cibles, et d'autre part à alerter les Forces de Défense et de Sécurité sur les risques de présence d'EEI.

Les Comités de Vigilance placés à l'entrée des villages et des marchés périodiques ont parfois identifié des suspects à leur attitude, avec, dans certains cas, un flair justifié. Usant de leurs flèches, ils sont parvenus à les éloigner, les contraignant à activer leurs charges pour en être les seules victimes. Parfois, les Comités de Vigilance ont alerté les Forces de Défense et de Sécurité qui ont soit appréhendé les suspects, soit arrêté la progression de suicidaires avant qu'ils atteignent des endroits peuplés. Certains ont perdu la vie dans des explosions. Les jours dédiés aux marchés périodiques sont les plus risqués. Il faut fouiller les véhicules, examiner les marchandises, palper chaque personne, particulièrement celles qui viennent d'autres contrées. Des femmes sont souvent associées à cet exercice. La tâche est d'autant plus ardue que les modes vestimentaires des hommes et des femmes sont propices

à la dissimulation d'objets, notamment de ceintures explosives. C'est donc au faciès et à l'attitude que l'on perçoit le risque dans des communautés où «ceux qu'on ne connaît pas par ici sont facilement identifiables».⁹ Certains ont rejoint les Comités de Vigilance suite à la mort de leurs proches victimes d'attentats suicides.

Conscientes des risques quotidiens qu'elles encourent sur les routes, les populations des zones affectées ont appris à regarder où mettre le pied, la roue de la bicyclette ou de la motocyclette. Ainsi parviennent-elles à suspecter une touffe d'herbe dont la présence détonne, une terre fraîchement remuée, une portion de route réaménagée alors que le reste est parsemé de nids de poules. Leur alerte a parfois été justifiée, amenant les démineurs à retirer les charges.

En conclusion : perspectives

L'accalmie que l'on avait observée depuis 2018 dans les attaques aux EEI est essentiellement imputable aux efforts des Forces de Défense et de Sécurité qui ont rapidement saisi la mécanique terroriste dans ce domaine. Entre compréhension des modes opératoires, destruction des ateliers de fabrication, exploitation des artificiers, conception de techniques de prévention et de déminage, et synergie avec les populations, la réponse s'est progressivement structurée et la capacité de nuisance de Boko Haram par l'entremise des EEI, fortement amenuisée. Afin de maintenir cette tendance d'endigement voire de suppression de la fabrication et de l'emploi de ces engins contre les civils, les militaires et les infrastructures, il importe de passer le cap de la réaction efficace pour aller à l'anticipation, voire la préemption. Pour ce faire, quelques suggestions :

Stimuler une conscience EEI : les militaires engagés au front de la lutte contre Boko Haram et les civils qui les soutiennent dans cette lutte ou qui résident dans les zones exposées, sont assez sensibilisés sur les attitudes préventives à adopter. La paranoïa s'était emparée des commerçants et des usagers des marchés, des fidèles des églises et des mosquées, des patients se rendant dans les hôpitaux, etc. Nombreux sont ceux qui ne se rendent plus aux prières collectives ou aux assemblées des comités de développement depuis que le risque d'attentat avait installé la psychose. Si la menace en elle-même semble maîtrisée, le risque quant à lui reste. Aussi conviendrait-il de partager les expériences vécues et les attitudes préventives pour élargir le spectre de la protection collective contre la résurgence des EEI ;

⁹ Interviews avec des membres des comités de vigilance, Mora, Moskota, Dandi (Tchad), diverses dates.

Prévenir le transfert des techniques: l'on a souvent vu la main de diplômés dans certaines sciences derrière la conception des EEI qu'utilisent les organisations terroristes à travers le monde. Des évidences existent. Cependant, l'on sait aussi que les artificiers de Boko Haram ne sont pas toujours des intellectuels sophistiqués, loin s'en faut. C'est à peine si certains ne sont pas des illettrés. C'est une main d'œuvre qualifiée dont la reddition devrait s'accompagner d'une approche de réintégration plus subtile, davantage encadrée à l'échelle du Bassin du Lac Tchad. La pluralité des champs stratégiques entre le Golfe de Guinée et le Sahel, alliée à la porosité des frontières, est favorable à la circulation des compétences dans le marché de la guerre asymétrique à laquelle certains groupes armés non étatiques se livrent ;

Empêcher la formation de nouveaux artificiers: c'est vraisemblablement des instructeurs de Daech qui ont formé les premiers artificiers à Sambisa et au Sahel. Les fraternisations entre Boko Haram et les groupes du Sahel affiliés à l'État Islamique, semblent s'être opérées depuis le début de la crise. Le parrainage de l'EIAO en a consolidé les modalités. Au moment où l'EIAO et les factions fidèles à Shekau se livrent des affrontements fratricides pour le contrôle de la franchise terroriste du Bassin du Lac Tchad, il y a lieu d'envisager une densification du soutien des alliés de l'EIAO, notamment par la formation et le recours aux EEI. Les artificiers qui se sont rendus étaient de la branche fidèle à Shekau. On a peu d'informations sur les compétences dont disposeraient l'EIAO qui, dans son ciblage des Forces de Défense et de Sécurité, ne se limitera pas à la guerre conventionnelle, ce d'autant plus que l'organisation à laquelle ce groupe est affilié en fait usage.

Renforcer le contrôle de l'accès aux composants: s'il est malaisé de limiter les possibilités de récupération des résidus de matériels militaires, tel ne devrait pas être le

cas des éléments commercialisés sans restriction. Le cas de l'urée est bien connu. Cependant, il importe de développer une prospective EEI devant envisager les évolutions que prendraient de nouveaux modes et outils de fabrication, ainsi que des cibles potentielles. Au-delà des organisations violentes agissant actuellement sur le territoire camerounais ou à proximité, cette prospective devrait intégrer les mutations potentielles de la militarisation infra-étatique. La prospective EEI devrait explorer les risques d'utilisation d'autres types de composés chimiques et matériels et leur consacrer un encadrement normatif conséquent.

Le fait que l'État Islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO) cible les Forces de Défense et de Sécurité surtout, appelle à davantage de sécurisation des axes de mobilité des unités.

Nourris de takfirisme pratiquant l'excommunication des musulmans opposés à leur vision, légitimant de ce fait toutes les violences à leur rencontre comme à l'encontre des systèmes qu'ils réprouvent, les adeptes de Shekau qui continuent de se rendre, comptent parmi eux les mêmes catégories de personnes vulnérables dont la gestion pose le deuxième enjeu prospectif : *hâter leur prise en charge multiforme dans le cadre du DDR et des interventions humanitaires pour endiguer les risques de re-recrutement.*

Pr Saïbou Issa

Doyen de la Faculté des Arts, Lettres et des Sciences Humaines de l'Université de Maroua

COMPRENDRE POUR MIEUX ANTICIPER : LES FACTEURS CRITIQUES DE L'AVENIR DES ENGINES EXPLOSIFS IMPROVISÉS EN AFRIQUE

Dr Aimé Raoul SUMO TAYO

La fin de la Guerre Froide et le raz-de-marée qui s'en est suivi, ont favorisé l'émergence d'acteurs porteurs de nouvelles menaces stratégiques, criminelles ou systémiques, différentes de celles qui prévalaient après la Deuxième Guerre Mondiale. Ces menaces se manifestent par une disparité de buts de guerre, de moyens et de manières d'agir¹. Sur ces derniers aspects justement, l'Organisation des Nations Unies a relevé une «utilisation croissante d'Engins Explosifs Improvisés par des groupes armés illégaux, des terroristes et d'autres utilisateurs non autorisés»². Il s'agit de dispositifs placés ou réalisés de façon improvisée et qui contiennent des produits chimiques léthaux. Ces engins, constitués de composantes militaires ou civiles, sont conçus pour détruire, neutraliser, harceler ou distraire l'adversaire³. Du fait de la prolifération inévitable, linéaire, irréversible et rapide de la technologie d'une part, et de l'efficacité stratégique et tactique de ce mode d'action, d'autre part, les Engins Explosifs Improvisés (EEI) resteront pendant longtemps encore, l'«artefact paradigmatique» des nouvelles guerres⁴, non pas à cause de leur nouveauté mais à cause de leur centralité dans les modes d'actions des groupes armés non-étatiques, des anarchistes et des criminels⁵. Cette tendance pourrait se maintenir, voire se renforcer dans les prochaines décennies. D'ailleurs, les experts du Joint Improvised Explosive Device Defeat Organization (JIEDDO) ont prédit que les EEI seraient de plus en plus utilisés, léthaux et sophistiqués, la seule limite étant l'ingéniosité des utilisateurs⁶.

C'est la raison pour laquelle ce travail s'intéresse aux facteurs critiques qui détermineront l'avenir de l'usage des EEI en Afrique. La démarche retro-prospective de cette analyse consiste à identifier les facteurs critiques, ces éléments et phénomènes exogènes qui pourraient avoir une influence sur les dynamiques en cours et sur lesquels les Forces de Défense et de Sécurité n'ont, au mieux, qu'une très faible emprise. Parmi ces nombreux facteurs, ce travail fait le choix d'en retenir quatre : l'efficacité de ce mode d'action, l'amélioration capacitaire croissante des armées africaines, la disponibilité des ressources humaines et matérielles et les logiques de contestation de la matrice étatique du fait guerrier. A chaque fois, il s'agira également de voir ce que suggèrent ces facteurs sur l'avenir.

¹ Armée de terre, Tactique générale, Paris, Economica, 2008 p. 9.

² ONU, Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 7 décembre 2020, Soixante-quinzième session Point 103 ii) de l'ordre du jour Désarmement général et complet : lutter contre la menace que représentent les engins explosifs improvisés.

³ UNMAS, Engins explosifs improvisés lexique, United Nations Mine Action Service (UNMAS), New-York, sd.

⁴ J., Revill, Improvised Explosive Devices. The Paradigmatic Weapon of New Wars, p.

⁵ P., Lucat, « Le recours aux bombes artisanales (explosives ou incendiaires) en France : une dangereuse évolution », in Sécurité globale, 2017/1 N° 9, p. 19.

⁶ JIEDDO, cite dans S., Casey-Maslen, "A Need for Greater Restrictions on the Use of Improvised Explosive Devices", ADH Geneva A "Food-for-Thought" Paper. Geneva, 2012.

I - En guise de diagnostic retro-prospectif : les données du problème

Depuis la fin de la Guerre Froide, les dispositifs explosifs improvisés sont devenus les armes privilégiées des insurgés et des terroristes⁷. Ces engins permettent de contourner les mécanismes classiques de contrôle de l'armement. Leur usage participe de la civilianisation des conflits armés et de l'indistinction du front et de l'arrière. Ces dispositifs sont extrêmement léthaux. En Afghanistan, par exemple, ils sont à l'origine du plus grand nombre de morts parmi les soldats de la coalition internationale contre les Talibans. Leur efficacité tient à la fois de leur léthalité et des difficultés à les

détecter et à les neutraliser. On les déploie dans des environnements de combat et dans les villes. Ils peuvent être posés, fixés à des animaux ou attachés à des humains. En outre, ces engins peuvent être déclenchés par la victime elle-même ou commandés à distance⁸.

L'usage de ces dispositifs découle généralement de la vision systémique qu'ont les insurgés des Etats auxquels ils font face. Au-delà des aspects purement tactiques, les EEIs terrorisent les populations à qui ils infligent très souvent des blessures complexes et les empêchent de vaquer à leurs occupations. Ces engins sont devenus le principal atout des insurrections face à des armées modernes et disposant d'une capacité feu

⁷ Onzième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, Genève, 11 novembre 2009 Point 12 de l'ordre du jour provisoire Rapports de tous organes subsidiaires Dispositifs explosifs improvisés.

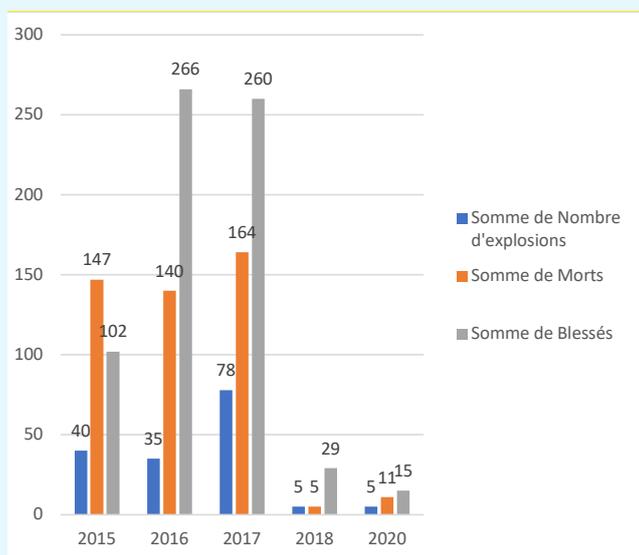
⁸ O., Paillard, « Les Engins Explosifs Improvisés (EEI) : un véritable impact pour l'armée britannique en Afghanistan : 2006-2014 », *Geostrategia*, mis en ligne le 21 Jan 2019, <https://www.geostrategia.fr/les-engins-explosifs-improvises-eei-un-veritable-impact-pour-larmee-britannique-en-afghanist-an-2006-2014/> consulté le 15 août 2021.



FEMME-KAMIKAZE-DE-BOKO-HARAM-300x200-500x330-c-default (Mondoblog)

importante et précise. Ils permettent aux insurgés d'infliger des pertes humaines et matérielles importantes à leurs adversaires⁹. Ces dispositifs sont ainsi devenus la principale cause des pertes dans les rangs des armées occidentales¹⁰.

Dans le Bassin du Lac Tchad, la pollution des itinéraires par la pose d'Engins Explosifs Improvisés perturbe fortement l'acheminement de l'aide dans le cadre de ce que le Secrétaire Général de l'ONU considère comme «une des crises humanitaires les plus graves au monde»¹¹. Au Cameroun, dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ainsi qu'à l'Extrême-Nord, les attentats suicides et la pollution des itinéraires occupent une place de choix dans les répertoires d'actions des indépendantistes et des djihadistes. Entre 2015 et 2020, Boko Haram a mené 163 attaques suicides au Cameroun, causant la mort à 467 personnes et en blessant 672. La secte fait également usage des Engins Explosifs Improvisés pour polluer les routes, mais, ces dernières années, la collaboration des populations permet d'en mitiger les effets. De plus en plus, les renseignements fournis par les Comités de Vigilance permettent de scanner et d'extraire des mines enterrées par les insurgés. En revanche, la pollution des itinéraires par la pose des EEI est devenue le principal mode d'action des indépendantistes anglophones.



Graduellement, les EEI deviennent l'arme

⁹ C., Lafaye, « Exemple de contre-insurrection : la fouille opérationnelle en Afghanistan », *Revue historique des armées*, n° 268, 2012.

¹⁰ Giraud (lieutenant-colonel), « La doctrine de lutte contre les EEI : un corpus doctrinal en perpétuelle évolution », *Doctrine*, no 17, juillet 2009, p. 20.

¹¹ ONU, Rapport du Secrétaire général « Lutter contre la menace que représentent les engins explosifs improvisés », Soixante-quinzième session Point 103 ii) de l'ordre du jour provisoire Désarmement général et complet.

principale des groupes armés non-étatiques et des criminels. Un faisceau d'indices laisse penser que ces armes seront de plus en plus présentes dans les conflits du futur. D'où l'impératif pour les Etats, d'identifier et d'agir sur les facteurs critiques qui détermineront l'avenir de ce mode d'action, au premier rang desquels son efficacité.

II - L'efficacité historique de ce mode d'action

Un des facteurs de la banalisation de l'usage des Engins Explosifs Improvisés par les groupes armés non étatique et qui déterminera l'avenir de ce mode d'action est sa rentabilité. Le modèle développé par Everett Rogers sur l'impact des facteurs tels que «l'avantage relatif», la «compatibilité», la «complexité», l'«essayabilité» et «l'observabilité» dans la diffusion et l'adoption des innovations technologiques permet de rendre compte des raisons de l'essor de l'usage des Engins Explosifs Improvisés dans les conflits contemporains¹². Le choix de ce mode d'action s'explique ainsi par sa réputation en termes d'efficacité : «pendant les deux dernières décennies, les terroristes ont constaté que cette stratégie marche»¹³. D'ailleurs, plusieurs gouvernements ont admis que les attaques suicides avaient au moins accéléré la mise en œuvre des concessions aux demandes des groupes insurgés¹⁴. La mise en œuvre de ce mode d'action contre l'armée et les populations israéliennes a ainsi permis au Hezbollah de chasser *Tsahal* du Liban Sud¹⁵. L'exemple palestinien montre que «le recours aux attentats suicides s'est incontestablement révélé positif en termes de coûts-efficacité»¹⁶. L'efficacité stratégique des attentats suicides a également été mise en évidence par les attentats du 11 septembre 2001 qui ont conduit à l'invasion américaine de l'Afghanistan, puis de l'Irak, comme

¹² Sur l'avantage relatif, un groupe fait recours à un mode d'action parce qu'il estime que cela lui apporterait un avantage. La complexité a trait aux difficultés à percevoir et à comprendre l'innovation. Cela a trait que l'on encourt lors de la fabrication de l'engin, la fabrication est plus facile que celle d'une arme nucléaire, par exemple. La compatibilité a trait à la disponibilité des ressources, à l'existence d'une sorte d'horizon d'attente. Observabilité a trait à la perception de ce mode d'action chez d'autres groupes et qui crée une sorte de mimétisme stratégique. R., Everett M., «Diffusion of Preventive Innovations.» *Addictive Behaviors* 27 (6), 2002.

¹³ R., A. Pape, *Dying to Win. The Strategic Logic of Suicide Terrorism*, New-York, Random House, 2005, p. 19.

¹⁴ Par exemple, les attentats contre l'ambassade américaine à Beyrouth, le 18 avril 1983 (63 morts) et contre une caserne des parachutistes français et des marins américains, le 23 octobre 1983 (299 morts), avaient contraint Américains et Français de quitter le Liban. R. A., Pape, *The Strategic Logic of Suicide Terrorism*, in *American Political Science Review*, vol. 97, n° 3, August 2003, p. 2.

¹⁵ P., Migaux, « Les racines de l'islam radical », in G., Chaliand, A., Blin (dir), *Histoire du terrorisme. De l'antiquité à Daech*, Paris, Fayard, 2015, p. 375.

¹⁶ F., Géré, « Les opérations suicide : entre guerre et terrorisme », in Chaliand, Blin (dir), *Histoire du terrorisme*, p.514.

l'avait souhaité Al Qaeda¹⁷. Plus récemment, en 2004, l'attentat de la gare d'Atocha (Madrid), 191 morts, avait provoqué la chute du gouvernement Aznar et précipité le retrait des troupes espagnoles d'Afghanistan.

Par le recours aux EEI, les groupes armés non-étatiques visent accessoirement des victoires tactiques. Il s'agit plus de «faire plier la volonté de l'adversaire en lui infligeant des pertes symboliquement et moralement acceptables»¹⁸. Parce que la guerre est un affrontement des volontés avant d'être un duel des capacités, la sidération qui naît des attentats suicides et le sentiment d'impuissance qui découlent de la pollution des itinéraires par la pose d'EEI peuvent affecter le moral et la volonté de combattre des soldats. En outre, l'usage de ces dispositifs perturbe les différentes phases d'une opération, notamment l'intervention, la stabilisation et la normalisation. Ainsi, à cause de ce mode d'action, les insurgés réussissent assez souvent à perturber les actions de contrôle de milieu parmi lesquelles les actions de maîtrise de l'espace physique pour assurer la sécurité et la liberté de mouvement, la protection des personnes et

des biens, ainsi que les actions d'influence. Ce mode d'action perturbe également les actions de soutien à la population et la reconstruction¹⁹.

Sur le plan tactique, les attaques suicides permettent très souvent d'atteindre des objectifs militaires que les insurgés n'auraient pas détruits autrement²⁰. A priori, ce mode d'action présente un avantage majeur : «la soudaineté, la surprise, la précision, la capacité de pénétration sur la cible»²¹. Ces engins sont également utilisés pour des assassinats ciblés et des embuscades. Les EEI visent également à priver les armées de leur liberté d'action. Il apparaît, par exemple, que la pollution de l'itinéraire Maltam-Fotokol par Boko Haram visait à diminuer la fréquentation de cet axe pour laisser la voie libre aux contrebandiers qui ravitaillaient les djihadistes. La pollution de cet axe visait également à isoler Fotokol qui avait déjà fait l'objet de trois tentatives infructueuses d'occupation après que les insurgés aient pris le contrôle de la ville nigérienne mitoyenne de Gambaru.

La rationalité de l'usage des EEI par les groupes

¹⁷ J., Warner, H., Matfess, « Exploding Stereotypes: The Unexpected Operational and Demographic Characteristics of Boko Haram's Suicide Bombers », Report, Combatting Terrorism Center, West Point, United States Military Academy, August 2017, p. 7.

¹⁸ Pierre-Joseph Givre (col), Nicolas Le Nen (col), *Enjeux de guerre*, Paris, Economica, 2012, p. 30.

¹⁹ Armée de terre, *Tactique générale*, p. 15.

²⁰ M., Bloom, « Dying to Kill: Devising a Theory of Suicide Terror ». [Paper for the Harrington workshop on terrorism "A Culture of Death: On the Root Causes of Suicide Terrorism", May 12, 2005, University of Texas at Austin, Austin, Texas], sd, p. 114.

²¹ Géré, « Les opérations suicide : entre guerre et terrorisme », p. 535.



RFI - Cameroun - sécurité renforcée après une série d'attentats meurtriers dans le Nord-ouest du pays

armés non étatiques a également trait à la sidération et la réaction disproportionnée des Etats touchés. Pour les premiers, il s'agit de déclencher une spirale de violences des seconds, suivant la logique «guévariste»²². En effet, le recours aux Engins Explosifs Improvisés dans le cadre d'attaques-suicides ou de pollution des itinéraires suscite généralement la peur. Or celle-ci obéit à l'instinct de survie et est à l'origine d'actions violentes très souvent incontrôlées²³. Les actions terroristes visent, à travers les représailles, les victimes collatérales et les faux pas des autorités qu'ils provoquent, saper la crédibilité de l'Etat²⁴. La répression, dont les populations seraient les principales victimes, engendre très souvent un renversement des rôles, la victime devenant le bourreau. Dans un tel contexte, l'acteur terroriste essaie de devenir le catalyseur d'un mouvement social dont le vecteur peut être le vocabulaire du djihad, par exemple²⁵.

L'efficacité du recours aux EEI a également trait à ses effets psychologiques qui dépassent très souvent et largement ses effets réels. En effet, les groupes terroristes ont conscience de ce que «les médias sont le lieu où les sociétés industrielles produisent notre réel»²⁶. Le recours aux EEI sont ainsi à la fois des moyens de communication et des armes de la guerre psychologique. Les indépendantistes anglophones au Cameroun, par exemple, mettent en scène, filment et diffusent leurs exploits dans le but d'affecter le moral des troupes républicaines et de l'opinion publique. Il s'agit là d'un des universaux de la guerre insurrectionnelle dans laquelle les médias sont utilisés comme arme ayant un effet parallèle aux réalités du champ de bataille classique. A ce sujet, l'ancien chef du Hezbollah, Sheik Nabil Qaou, a souligné l'efficacité de ce mode d'action : «l'utilisation des médias comme arme a eu un effet parallèle à une bataille... En utilisant ces films, nous avons pu contrôler de loin le moral d'un nombre important d'Israéliens»²⁷.

De ce point de vue et à bien d'égards, l'usage des EEI est un acte de communication à travers une mise en

scène. C'est sans doute pourquoi Brian Jenkins considère que le terrorisme comme une pièce de théâtre, avec l'unité de temps, l'unité de lieu et l'unité d'action. Avec l'explosion, les victimes et les caméras, c'est la théâtralisation qui prime. En outre, la télévision a accru l'importance de la mise en scène, car le terrorisme a besoin de publicité médiatique pour exister. Le recours aux EEI permet ainsi d'attirer l'attention sur la cause défendue par les perpétrateurs. C'est cet aspect communicationnel de ces dispositifs qui met en concomitance la rotative et l'anarchiste Ravachol, le satellite de diffusion directe et Abu Niddal, l'informatique et Al Qaeda²⁸. C'est également l'usage des EEI qui donne au terrorisme une de ses définitions les plus fonctionnelle : «mise en œuvre d'une violence visant des civils de manière indiscriminée, un acte de guerre destiné à faire sensation et donc à se faire connaître, où les moyens de faire mal s'articulent aux moyens de faire peur, c'est-à-dire de colporter le message»²⁹. Cette dernière fonction est assurée par le régime médiatique qui, en quelque sorte, assure le service de presse du terrorisme : «un terroriste sans journaliste c'est un acteur sans public, c'est une lettre sans timbre»³⁰.

Au-delà de la communication, l'usage des EEI par les insurgés oblige les Forces de Défense et de Sécurité à surinvestir dans la force protection et à pratiquer, parfois, à l'extrême le principe de la défense ferme. Il prive également les forces de la liberté de mouvement et de manœuvre. Les EEI empêchent surtout les Forces de Défense et de Sécurité de contrôler les populations qui constituent le centre de gravité³¹ d'une guerre contre-insurrectionnelle. C'est pourquoi, pour assurer en permanence la légitimation de son action et s'assurer la liberté d'action, pour adapter sa force au contexte local et s'assurer l'économie des moyens, pour concentrer les efforts à la suite de la marginalisation de l'insurgé³², toute force engagée dans une campagne contre-insurrectionnelle doit être au contact des populations locales pour assurer un quadrillage opérationnel. Or le recours aux Engins Explosifs Improvisés tend à complexifier la tâche des Forces de Défense et de Sécurité. La « puissance d'hier»³³ est ainsi

²² E., Tenenbaum, *Partisans et centurions : Histoire de la guerre irrégulière au XXe siècle*. Perrin, 2018, p. 412.

²³ Givre, *Le Nen, Enjeux de guerre*, p. 17.

²⁴ J., Lynn, « Les âges du terrorisme », dans Cabane, Bruno (dir), *Une histoire de la guerre. Du XIXe siècle à nos jours*, Paris, Seuil, 2018, p. 228. En effet, comme le note le criminologue américain, David Fromkin, « la spécificité de la stratégie terroriste réside en ceci qu'elle atteint ses buts, non par l'effet de ses actes mais par la réponse à ses actes ». Cité in A., Bauer, F.-B., Huyghe, *Les terroristes disent toujours ce qu'ils vont faire : Terrorisme et révolution par les textes*, Paris, PUF, 2010

²⁵ G., Kepel, *Jihad, expansion et déclin de l'islamisme*, Paris, Gallimard, 2000, p. 18.

²⁶ Fanny, Bugnon, « De "l'agitation" au "terrorisme". Enjeux de la médiatisation de la violence révolutionnaire en France (1973-1986) », dans *Lien social et politiques*, n° 68, *Radicalités et radicalisation*, 2012, p. 248.

²⁷ Cité dans J., Kifner, « In long fight with Israel, Hezbollah tactics evolved », *The New York Times*, 2000, vol. 19.

²⁸ R., Debray, « Le passage à l'infini », *Les cahiers de médiologie*, 2002/1, n° 13, p. 7.

²⁹ R., Debray, « Le terroriste comme figure paradoxale de l'espérance », *Communication au Colloque international Le terrorisme : sommes-nous en guerre*, Bastogne : War Museum, 2018.

³⁰ *Ibid.*

³¹ Le centre de gravité est la « source de puissance, matérielle ou immatérielle, d'où sont tirés la liberté d'action, la force physique et la volonté de combattre ». Armée de terre, *Tactique générale*, p. 51.

³² Il s'agit de l'adaptation des trois principes du maréchal Foch à un contexte contre-insurrectionnel. De Courrèges, Germain, Le Nen, *Principes de contre-insurrection*, p. 20.

mise en échec par «l'arme du pauvre». Le système d'armement mobilisé est mis en place à partir d'une technologie qui ne coûte pas cher³⁴. Un attentat suicide, par exemple, nécessite un nombre restreint d'opérateur pour provoquer des dégâts d'une très grande ampleur. Pour le cas de Boko Haram, il faut environ 150 dollars pour construire une bombe. Dans ce contexte, le recours massif aux attentats suicides peut être le signe d'un amenuisement des ressources. Dans tous les cas, il marque le basculement vers une sorte de terrorisme *low cost*³⁵.

III - La supériorité militaire croissante des armées africaines

L'amélioration capacitaire des armées africaines est un autre facteur clé de l'avenir de l'usage des EEI par les acteurs non-étatiques sur le continent. En effet, après avoir longtemps été, à tort ou à raison, labélisées négativement pour l'état dramatique des doctrines, ressources humaines et équipements, ainsi que l'inadéquation des moyens aux missions, des capacités aux menaces³⁶, aujourd'hui, face à des adversaires forts et déterminés, les forces armées africaines «mènent désormais des opérations de guerre et ont dû s'adapter

pour devenir des armées d'emploi», comme l'a souligné le Colonel Philippe Susnjara, ancien Chef du Bureau Afrique de l'Etat-Major des armées françaises et conseiller Afrique du Chef d'Etat-Major des armées³⁷. Après l'échec de décennies de formation, de transfert de connaissance et de conseil³⁸ par les partenaires internationaux, les armées africaines sont de plus en plus aguerries : «apprendre à faire la guerre en la faisant [...] On commence par combattre et ensuite on apprend ; car combattre c'est apprendre»³⁹.

Comme conséquence de cette amélioration capacitaire des armées africaines, de plus en plus, les groupes armés non-étatiques feront recours aux Engins Explosifs Improvisés dans le cadre de stratégies dites «du faible au fort». En effet, « lorsque le champ de bataille devient quasiment transparent pour l'un des deux belligérants, ce n'est pas la concentration des forces qui permet à l'autre de l'emporter, mais bien la recréation du "brouillard de la guerre" par d'autres moyens»⁴⁰. Les EEIs sont ainsi des compensateurs d'infériorité⁴¹ qui participent de l'art du contournement par un des protagonistes d'une guerre. Il s'agit d'établir un équilibre militaire tout en affectant la mobilité des forces adverses⁴². Ces dispositifs sont aussi stratégiques en ce

³³ B., Badie, *L'impuissance de la puissance. Essai sur les nouvelles relations internationales*, Paris, Fayard, 2004.

³⁴ M., Neiberg, « La technologie n'est rien sans la stratégie », dans Cabane, Bruno (dir), *Une histoire de la guerre*, p. 122.

³⁵ Warner, Mattess, « Exploding Stereotypes », p. 7.

³⁶ L., Koungou, *Défense et sécurité nationale en mouvement : dynamiques des réformes, mutations institutionnelles en Afrique subsaharienne*, Paris, Editions L'Harmattan, 2010, p. 18.

³⁷ Philippe, SUSNJARA (col), « Révolution dans les affaires militaires africaines », in *Revue Défense Nationale*, 2016/7, n° 792, p. 38.

³⁸ A., Leboeuf, « Coopérer avec les armées africaines », *Etude de l'IFRI Focus stratégique*, 2017, no 76, p. 23.

³⁹ M., Zedong, *Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine*, Beijing, Éditions en langues étrangères, 1960., p. 95.

⁴⁰ J.-Y., Le Drian, *Qui est l'ennemi ?*, Paris, Les Éditions du Cerf, 2016, p. 52.

⁴¹ Géré, « Les opérations suicide : entre guerre et terrorisme », p. 531.



sens qu'ils participent de la guerre psychologique et leur impact découle du sentiment d'impuissance lié à la difficulté à être détecté ou neutralisé. Il s'agit d'une arme non-conventionnelle qui vise à priver les Forces de Défense et de Sécurité déployées sur le terrain, de la liberté de mouvement et de manœuvre. A titre illustratif, dès 2015, face aux difficultés opérationnelles sur le terrain Boko Haram avait fait le choix de la pose d'Engins Explosifs Improvisés sur les itinéraires empruntés par l'armée camerounaise. Il s'agissait non seulement de réduire la mobilité et donc les capacités de projection et de renforcement mutuels des dispositifs de l'Armée camerounaise. Il s'agissait également de désorganiser la vie sociale en limitant les mouvements de personnes et des biens et en semant la peur au sein des populations. Des militaires et policiers camerounais sont généralement victimes de ces engins. Cela a, par exemple été le cas le 13 décembre 2014 lorsque deux militaires du 41^e Bataillon d'Infanterie Motorisée (BIM) avaient sauté sur une mine au niveau de la localité camerounaise de Djibrilli, non loin d'Ashigashia, Arrondissement du Mayo-Moskota. Ils se rendaient, avec leurs camarades, à Gouza-Vreket à 5 km de Zelevet où deux éléments de Boko Haram avaient été tués deux jours plus tôt⁴³. Des policiers et militaires sont également victimes de ce mode d'action lors des patrouilles, aux check-points où lors d'attaques dans lesquelles leurs postes sont directement visés, comme ce fut le cas à Fotokol le 11 juillet 2015. Sur le cas spécifique des patrouilles, le contrôle de zone nécessite une grande mobilité des forces, mais, en même temps, accroît leur vulnérabilité aux Engins Explosifs Improvisés.

Parce que d'une part, la guerre est un «duel où chaque camp détermine la qualité de l'interaction en jeu»⁴⁴ et, d'autre part, les radicaux définissent leurs répertoires d'action en fonction de nouvelles contraintes⁴⁵, la supériorité croissante des armées africaines va accentuer le recours à des capacités égalisatrices au premier rang desquelles les Engins Explosifs Improvisés. Il en est de même de la disponibilité des ressources humaines et matérielles.

IV - La disponibilité des ressources humaines et matérielles

⁴² Paillard, « Les Engins Explosifs Improvisés (EEI) : un véritable impact pour l'armée britannique en Afghanistan... »

⁴³ *L'œil du Sahel*, n° 662 du lundi 15 décembre 2014.

⁴⁴ Neiberg, « La technologie n'est rien sans la stratégie », p. 124.

⁴⁵ Dans le cas des Mapuches, Barbut, a montré que ceux-ci définissaient des nouveaux modes d'action en fonction du contexte international et du rapport de force. M., Barbut, « "Qui sont les terroristes?" Lutte de classement autour de la radicalité mapuche », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012

La banalisation croissante de l'usage des Engins Explosifs Improvisés par les groupes armés non-étatiques en Afrique est favorisée par la disponibilité des ressources humaines et matérielles.

A. La disponibilité des ressources humaines

Comme pour toute organisation militaire, les choix des systèmes d'armes des insurgés dépendent de la disponibilité des ressources⁴⁶. La disponibilité d'une expertise sur la fabrication des EEIs est à ce titre un des facteurs déterminants de sa banalisation. Historiquement, le soutien instrumental des USA à des mouvements qu'ils considéraient alors comme des «*Freedom Fighters*» contre le mal soviétique⁴⁷ aura été le principal vecteur de la diffusion de l'expertise en matière de fabrication des EEIs⁴⁸. La *Bomb School* de Los Fresnos au Texas a ainsi accueilli des recrues de plusieurs pays étrangers dans le cadre du soutien aux Moudjahidines⁴⁹, au point où Mike Davis décrit le soutien de l'Administration Reagan aux Moudjahidines comme «le plus grand transfert de technologie terroriste de tous les temps»⁵⁰. Le retour des Moudjahidines dans leurs terroirs de départ respectifs a favorisé la diffusion des connaissances en matière d'EEIs. De plus, des transferts de compétences entre groupes terroristes ont amplifié cette dynamique. A titre d'exemple, Al Qaeda, malgré ses divergences doctrinales et surtout ses moyens financiers importants s'est mis à l'école du Hezbollah à la suite du succès retentissant des attentats de Beyrouth en 1983⁵¹. En Afrique et à titre illustratif, Boko Haram a acquis des compétences en matière d'EEI au contact d'Al Qaeda dans le Sahel⁵². Le recours à ce mode d'action est donc indiscutablement le fruit de la coopération avec les autres groupes djihadistes, en Afrique et ailleurs. Il serait alors une des conséquences brutales de la globalisation du ressentiment. Au-delà des savoirs étrangers, la mobilisation de savoirs endogènes a été des facteurs de l'expansion d'EEIs pour un groupe comme Boko Haram⁵³.

⁴⁶ M.C., Horowitz, "Nonstate actors and the diffusion of innovations: The case of suicide terrorism", *International Organization*, 2010, vol. 64, no 1, p. 38.

⁴⁷ Kepel, *Jihad, Expansion et déclin de l'islamisme*, p. 26.

⁴⁸ A., Rashid, *Descent into chaos: the US and the failure of nation building in Pakistan, Afghanistan, and Central Asia*, Penguin, 2008, p. 39.

⁴⁹ The White House, "U.S. Policy, Programs and Strategy in Afghanistan, National Security Directive Number 166", 1985, <http://fas.org/irp/offdocs/nsdd/nsdd-166.pdf>

⁵⁰ M., Davis, *Buda's Wagon. A Brief History of the Car Bomb*, New York, Verso, 2007.

⁵¹ Horowitz, "Non State Actors and the Diffusion of Innovations", p. 34.

⁵² Warner, Matfess, « Exploding Stereotypes », p. 8.

⁵³ S.G., Jones, Johnston, P.B., "The future of insurgency", *Studies in Conflict and Terrorism*, 36(1), 2012.

La question de la disponibilité des ressources humaines a également trait à la compatibilité des formes spécifiques d'EEIs avec les normes et le contexte des différents groupes. Des considérations d'ordres anthropologiques et sociales conditionnent ainsi le recours à des formes spécifiques d'EEIs. Ainsi, un mouvement sectaire aura tendance à mettre en œuvre bombes humaines. Boko Haram, par exemple, détient aujourd'hui le triste record du groupe ayant le plus fait recours aux attentats suicide parce qu'en assurant ainsi le contrôle sur l'espace qui produit les kamikazes, le groupe a pu mettre en œuvre les mécanismes classiques par lesquels les sectes conduisent leurs fidèles au suicide. L'idéologie, couplée à la fragilité sociale des populations locales a favorisé l'acceptation de cette pratique, confirmant ainsi l'idée que les troubles sociaux, une grande misère et surtout une propagande puissamment orchestrée sont à l'origine de la manifestation de pulsions proscrites dans des sociétés, même celles dites civilisées⁵⁴.

Au-delà des logiques sectaires, la mise en œuvre de formes spécifiques d'Engins Explosifs Improvisés a trait à des considérations d'ordres anthropologiques, notamment l'existence d'un horizon d'attente, notamment la pratique d'activités relevant du don rituel, au don de soi pour les Autres. L'on peut ainsi expliquer l'adoption des attentats suicide par Boko Haram par

l'existence des rites et protocoles oblatifs chez des peuples locaux tel que l'a démontré l'anthropologue Guy Nicolas⁵⁵. Cet horizon d'attente a également trait à l'existence des formes de relations sociales favorisant des «abus de transfert» et des facilités d'«asservissement psychique, d'esclavage relationnel, d'emprise totalitaire, de déni d'autonomie, d'exploitation psychique de l'homme par l'homme»⁵⁶ par lesquels un adulte peut demander à un autre adulte de se donner la mort, en prenant celle des Autres. L'anthropologue Ronald Cohen a, par exemple, documenté la forte prégnance des logiques transférentielles dans les relations sociales chez les Kanuri⁵⁷. En outre, le contexte socio-économique tend à favoriser le basculement des populations vers le sacré sauvage⁵⁸, ainsi que la remontée des archaïsmes tels que la croyance au paradis et la vision apocalyptique qui l'accompagne très souvent. Pour ces populations la mort volontaire combattante n'est qu'une modalité du passage d'une vie à une autre : mourir pour vivre autrement.

B. La disponibilité des ressources matérielles

⁵⁵ G., Nicolas, *Du don rituel au sacrifice rituel*, Paris, La Découverte / MAUSS, 1996, p. 53.

⁵⁶ D., Zagury, « Approche psychiatrique de l'emprise mentale : les facteurs de vulnérabilité ou de protection », dans *L'emprise mentale au Cœur de la dérive sectaire : une menace pour la démocratie ?* Acte du colloque national organisé par la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires le 23 novembre 2013, p. 45-57, Paris, Miviludes, 2013, p. 46.

⁵⁷ R., Cohen, *The Kanuri of Bornu*, New-York, Rinehart and Winston, 1967, pp. 50-51.

⁵⁸ R., Bastide, *Le sacré sauvage et autres essais*, Paris, Gallimard, 1950.

⁵⁴ Cité in S., Audouin-Rouzeau, *Combattre. Une anthropologie historique de la guerre moderne (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Seuil, 2008, pp. 61 ; 68.



Libération - 2 kamikazes aux ceintures très artisanales

La banalisation de l'usage des EEI par les groupes armés non étatiques en Afrique est également favorisée par la disponibilité matériaux et précurseurs d'origine civile ou militaire. En effet, ces engins sont fabriqués à partir de composantes d'usage journalier provenant du commerce, notamment le Nitrate d'Ammonium, le Peroxyde d'oxygène, le Chlorate de Potassium par exemple. Ces produits précurseurs ont un double usage car ils peuvent également être utilisés pour des activités légitimes comme l'agriculture ou les activités minières⁵⁹.

Les matériaux et précurseurs des EEI proviennent également des armes conventionnelles⁶⁰ emportées lors des assauts des insurgés contre les postes des armées nationales. Ces armes sont aussi issues du commerce illicite⁶¹.

Piraterie stratégique et contestation croissante de la matrice étatique du fait guerrier

La banalisation de l'usage des Engins Explosifs Improvisés par les groupes armés non-étatiques contemporains s'inscrit dans une dynamique globale de contestation de la matrice étatique du fait guerrier. Comme le soulignaient les colonels Qiao Liang et Wang Xiangsui, face à la supériorité croissante de certaines grandes puissances, l'on assistera à des formes inédites de totalisation de la guerre marquée par l'indistinction entre temps de paix et temps de guerre, entre front et arrière et une péremption de la grammaire stratégique contemporaine et une modification des lois de la guerre et des principes actuels du combat⁶². De plus, il y a une décennie, les colonels Givre et Le Nen prédisaient avec succès que les guerres actuelles seraient les guerres de découragement⁶³. Le recours aux Engins Explosifs Improvisés participe de cette guerre psychologique pouvant conduire au découragement.

Dans les guerres post-industrielles l'on ne livre plus bataille, du moins pas dans son sens classique. Le recours aux Engins Explosifs Improvisés participe de la stratégie d'évitement des insurgés qui refusent de concentrer leurs forces et d'affronter directement les armées conventionnelles. Les attaques suicides participent ainsi de la totalisation de la guerre, notamment en ce qu'ils mettent entre parenthèse des considérations morales, juridiques et politiques qui

réglissent l'emploi de la force dans le cadre d'une guerre⁶⁴. Cette tendance pourrait s'accroître du fait de la multiplication des groupes terroristes religieux. En effet, ces groupes font recours, de manière disproportionnée, aux attentats suicides⁶⁵.

CONCLUSION

L'usage des Engins Explosifs Improvisés est l'expression la plus aboutie de la remise en question de la matrice étatique du fait guerrier par des mouvements insurrectionnels et criminels contemporains. Il participe de la totalisation et de l'urbanisation de la guerre, ainsi que de l'effacement des frontières, déjà très poreuses, entre combattants et non-combattants⁶⁶. A cause de leurs effets physiques, psychologiques, médiatiques et surtout de leur importance croissante dans les dispositifs des insurgés, ces engins sont devenus les armes paradigmatiques des nouvelles guerres⁶⁷ et celles de demain car, comme le soulignait Robert Gates, ancien Directeur de la CIA et ancien Secrétaire à la Défense des Etats-Unis, la guerre asymétrique sera un fait majeur des champs de bataille pour les prochaines années encore⁶⁸.

L'avenir de l'usage des Engins Explosifs Improvisés dans les conflits du futur en Afrique sera déterminé par des facteurs critiques tels que l'efficacité reconnue de ce mode d'action, la supériorité militaire croissante des armées africaines et son impact sur les dynamiques d'interaction conflictuelle avec les groupes armés non-étatiques, la disponibilité des ressources humaines et matérielles, ainsi que la contestation croissante de la matrice étatique du fait guerrier par les groupes insurrectionnels contemporains. Ces facteurs critiques posent plusieurs enjeux clés pour l'avenir qu'il convient de formaliser et déterminer les actions destinées à y répondre.

⁵⁹ Revill, *Improvised Explosive Devices*, p. 96.

⁶⁰ C., Seymour, « Countering Improvised Explosive Devices », *Small Arms Survey Research Notes*, n° 46, October 2014, p. 1.

⁶¹ S., de Tessières, « À la croisée des conflits sahéliens. Insécurité, terrorisme et trafic d'armes au Niger », *Rapport Small Arms Survey*, Institut de hautes études internationales et du développement, Genève, 2020.

⁶² Qiao Liang, Wang Xiangsui, *La guerre hors limites*, Paris, Payot et Rivages, 2003.

⁶³ Givre, Le Nen, *Enjeux de guerre*, p. 29.

⁶⁴ J.-V., Holeindre, « Penser la guerre », dans Cabane (dir), *Une histoire de la guerre*, p. 43.

⁶⁵ Warner, Matfess, « Exploding Stereotypes », p. 8.

⁶⁶ B., Cabane, « Ouverture. Une histoire de la guerre », dans Cabane (dir), *Une histoire de la guerre*, p. 17.

⁶⁷ Le concept des Nouvelles guerres a été développé par Mary Kaldor et d'autres, non pour désigner les formes contemporaines de violence organisée, foncièrement différentes des conflits interétatiques des XIXe et XXe siècles. Ce qui les caractérise ce sont les acteurs, les objectifs, les formes de financement et les modes d'action de ces conflits. M., Kaldor, Mary, "In defence of new wars", *Stability: International Journal of Security and Development*, 2013, vol. 2, no 1.

⁶⁸ Cité dans De Courrèges Hervé, Emmanuel Germain, Nicolas Le Nen, *Principes de contre-insurrection*, Paris, Economica, 2010.

Aimé Raoul Sumo Tayo

Docteur en Histoire des Relations internationales
Diplômé en Analyse prospective
raoulsumo2003@yahoo.fr

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ARMÉE DE TERRE, *Tactique générale*, Paris, Economica, 2008.

AUDOUIN-ROUZEAU, Stéphane, *Combattre. Une anthropologie historique de la guerre moderne (XIX^e-XXI^e siècle)*, Paris, Seuil, 2008.

BADIE, Bertrand, *L'impuissance de la puissance. Essai sur les nouvelles relations internationales*, Paris, Fayard, 2004.

BARBUT, Michael, «“Qui sont les terroristes?” Lutte de classement autour de la radicalité mapuche», *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012.

BASTIDE, Roger, *Le sacré sauvage et autres essais*, Paris, Gallimard, 1950.

BAUER, Alain, HUYGHE, François-Bernard, *Les terroristes disent toujours ce qu'ils vont faire : Terrorisme et révolution par les textes*, Paris, PUF, 2010.

BLOOM, Mia. sd. «Dying to Kill: Devising a Theory of Suicide Terror». [Paper for the Harrington workshop on terrorism “A Culture of Death: On the Root Causes of Suicide Terrorism”, May 12, 2005, University of Texas at Austin, Austin, Texas].

BUGNON, Fanny, «De “l'agitation” au “terrorisme”. Enjeux de la médiatisation de la violence révolutionnaire en France (1973-1986)», in *Lien social et politiques*, n° 68, *Radicalités et radicalisation*, 2012.

CABANNE, Bruno, «Ouverture. Une histoire de la guerre», dans Cabane, Bruno (dir), *Une histoire de la guerre. Du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Seuil, 2018.

CASEY-MASLEN, Stuart, “A Need for Greater Restrictions on the Use of Improvised Explosive Devices”, ADH Geneva A “Food-for-Thought” Paper, Geneva, 2012.

COHEN, Ronald, *The Kanuri of Bornu*, New-York, Rinehart and Winston, 1967.

DAVIS, Mike, *Buda's Wagon. A Brief History of the Car Bomb*, New York, Verso, 2007.

DE COURRÈGES, Hervé, Emmanuel, GERMAIN, Nicolas,

LE NEN, *Principes de contre-insurrection*, Paris, Economica, 2010.

DE TESSIÈRES, Savannah, «À la croisée des conflits sahéliens. Insécurité, terrorisme et trafic d'armes au Niger», Rapport Small Arms Survey, Institut de hautes études internationales et du développement, Genève, 2020.

DEBRAY, Régis, «Le passage à l'infini», *Les cahiers de médiologie*, 2002/1, n° 13.

DEBRAY, Régis, «Le terroriste comme figure paradoxale de l'espérance», Communication au Colloque international *Le terrorisme : sommes-nous en guerre*, Bastogne : War Museum, 2018.

EVERETT, M. Rogers, "Diffusion of Preventive Innovations." *Addictive Behaviors* 27 (6): 989–93, 2002. <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/12369480>

GÉRÉ, François, «Les opérations suicide : entre guerre et terrorisme», in Gérard Chaliand, Arnaud Blin (dir), *Histoire du terrorisme. De l'antiquité à Daech*, Paris, Fayard, 2015.

GIRAUD (lieutenant-colonel), « La doctrine de lutte contre les EEI : un corpus doctrinal en perpétuelle évolution », *Doctrine*, no 17, juillet 2009.

GIVRE, Pierre-Joseph (col), LE NEN, Nicolas (col), *Enjeux de guerre*, Paris, Economica, 2012.

HOLEINDRE, Jean-Vincent, «Penser la guerre», dans Cabane (dir), *Une histoire de la guerre*.

HOROWITZ, Michael C., "Nonstate actors and the diffusion of innovations: The case of suicide terrorism", *International Organization*, 2010, vol. 64, no 1.

JONES, S.G., JOHNSTON, P.B., "The future of insurgency", *Studies in Conflict and Terrorism*, 36(1), 2012.

KALDOR, Mary, "In defence of new wars", *Stability: International Journal of Security and Development*, 2013, vol. 2, no 1.

KEPEL, Gilles, *Jihad, expansion et déclin de l'islamisme*, Paris, Gallimard, 2000.

KIFNER, John, "In long fight with Israel, Hezbollah

tactics evolved", *The New York Times*, 2000, vol. 19.

KOUNGOU, Léon, *Défense et sécurité nationale en mouvement : dynamiques des réformes, mutations institutionnelles en Afrique subsaharienne*, Paris, Editions L'Harmattan, 2010.

LAFAYE, Christophe, « Exemple de contre-insurrection : la fouille opérationnelle en Afghanistan », *Revue historique des armées* [En ligne], 268 | 2012, mis en ligne le 28 août 2012, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rha/7526>

LE DRIAN, Jean-Yves, *Qui est l'ennemi ?*, Paris, Les Editions du Cerf, 2016.

LEBOEUF, Aline, «Coopérer avec les armées africaines», *Etude de l'IFRI Focus stratégique*, 2017, no 76.

LUCAT, Patricia, «Le recours aux bombes artisanales (explosives ou incendiaires) en France : une dangereuse évolution», in *Sécurité globale*, 2017/1, n° 9.

LYNN, JOHN, «Les âges du terrorisme», dans CABANE (DIR), *Une histoire de la guerre*.

MIGAUX, Philippe, «Les racines de l'islam radical», in Gérard Chaliand, Arnaud Blin (dir), *Histoire du terrorisme. De l'antiquité à Daech*, Paris, Fayard, 2015.

NEIBERG, Michael, «La technologie n'est rien sans la stratégie», dans CABANE, Bruno (dir), *Une histoire de la guerre. Du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Seuil, 2018.

NICOLAS, Guy, *Du don rituel au sacrifice rituel*, Paris, La Découverte / MAUSS, 1996.

ONU, Rapport du Secrétaire général «Lutter contre la menace que représentent les Engins Explosifs Improvisés», Soixante-quinzième session Point 103 ii) de l'ordre du jour provisoire Désarmement général et complet.

ONU, Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 7 décembre 2020, Soixante-quinzième session Point 103 ii) de l'ordre du jour Désarmement général et complet : lutter contre la menace que représentent les Engins Explosifs Improvisés.

PAILLARD, Oriane, « Les Engins Explosifs Improvisés (EEI) : un véritable impact pour l'armée britannique en Afghanistan : 2006-2014 », *Geostrategia*, mis en ligne le 21 Jan 2019, <https://www.geostrategia.fr/les-engins-explosifs-improvises-eei-un-veritable-impact-pour-lar-mee-britannique-en-afghanistan-2006-2014/> consulté le 15 aout 2021.

PAPE, Robert A., "The Strategic Logic of Suicide Terrorism", in *American Political Science Review*, vol. 97, n° 3, August 2003.

PAPE, Robert A., *Dying to Win. The Strategic Logic of Suicide Terrorism*, New-York, Random House, 2005.

QIAO LIANG, WANG XIANGSUI, *La guerre hors limites*, Paris, Payot et Rivages, 2003.

Rashid, Ahmed, *Descent into chaos: the US and the failure of nation building in Pakistan, Afghanistan, and Central Asia*, Penguin, 2008.

REVILL, James. *Improvised Explosive Devices: The Paradigmatic Weapon of New Wars*. Springer, 2016.

SEYMOUR, Claudia, «Countering Improvised Explosive Devices», Small Arms Survey Research Notes, n° 46, October 2014.

SUSNJARA, Philippe, (col), «Révolution dans les affaires militaires africaines», in *Revue Défense Nationale*, 2016/7, n° 792.

TENEMBAUM, Élie, *Partisans et centurions : Histoire de la guerre irrégulière au XXe siècle*, Paris, Perrin, 2018.

THE WHITE HOUSE, "U.S. Policy, Programs and Strategy in Afghanistan, National Security Directive Number 166.", 1985, <http://fas.org/irp/offdocs/nsdd/nsdd-166.pdf>

UNMAS, *Engins explosifs improvisés lexicque*, United Nations Mine Action Service (UNMAS), New-York, sd.

WARNER, Jason et MATFESS, Hilary, «Exploding Stereotypes: The Unexpected Operational and Demographic Characteristics of Boko Haram's Suicide Bombers», Report, Combatting Terrorism Center, West Point, United States Military Academy, August 2017.

ZAGURY, Daniel, «Approche psychiatrique de l'emprise mentale : les facteurs de vulnérabilité ou de protection», dans *L'emprise mentale au Cœur de la dérive sectaire : une menace pour la démocratie ?* Acte du colloque national organisé par la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires le 23 novembre 2013, p. 45-57, Paris, Miviludes, 2013.

ZEDONG, Mao, *Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine*, Beijing, Éditions en langues étrangères, 1960.



Camerounweb.com Cameroun - 7 enfants blessés dans l'explosion d'une bombe artisanale | Photos